

famille et développement

n° 17 revue trimestrielle africaine d'éducation janvier 1979

ARCSEER

100 cfr
150 gfr
40 mm
200 mm
1 2

IDRC LIB
BIBLIOTHÈQUE
CDRI
23 II
OTT

Cet inimitable lait maternel!

Lettre ouverte à la compagnie Nestlé

'Peuples' — pour le bonheur et le bien-être des familles dans le monde entier

Les problèmes et les progrès du développement dans les pays francophones d'Afrique occidentale et centrale, ainsi que la question du bien-être des familles dans cette partie du monde, sont examinés dans le présent numéro de *Peuples*, magazine trimestriel destiné à tous ceux qui s'intéressent à l'amélioration de la vie dans le Tiers Monde.

peuples



Questions traitées dans notre dernier numéro

Les femmes africaines – aujourd'hui et demain (interview de Marie-Angélique Savané, présidente de l'Association africaine des femmes pour la recherche et le développement).

L'influence de l'héritage colonial sur les attitudes pro-natalistes.

Les ressources intellectuelles, l'éducation sexuelle (interview de Pierre Pradervand, directeur de *Famille et Développement*).

Les efforts de certains gouvernements pour protéger la santé maternelle et infantile par l'introduction de services d'espacement des naissances.

Les problèmes humains des peuples sahéliens.

Le numéro comprend en outre 14 pages d'informations mondiales et revues de nouvelles publications ainsi qu'un

Depuis sa création en 1973, *Peuples* est devenu une des principales revues traitant des questions démographiques et de développement. Publié par la Fédération Internationale pour la Planification Familiale, *Peuples* traite de la planification familiale non pas comme un sujet isolé, mais dans le contexte du vaste effort de développement qui doit être déployé pour que les besoins de tous les peuples puissent être satisfaits.

À titre exceptionnel, les lecteurs de *Famille et Développement* pourront obtenir un exemplaire gratuit de la publication en écrivant à l'adresse ci-dessous (prière de joindre deux coupons-réponse internationaux):
Peuples, IPPF Distribution Department,
18-20 Lower Regent Street,

«Pourquoi n'essayez-vous pas de toucher les lecteurs anglophones ? Des éditions en langues africaines seraient également les bienvenues»

Pensez aux masses



L'année dernière, à Dakar, j'avais découpé votre adresse dans l'intention de m'abonner; puis, le temps ne me suffisant pas, j'ai tout laissé tomber. Cette année, à Lomé, où je vis avec ma famille, mon épouse m'a montré un numéro de «Famille & Développement» et cela m'a permis de me réveiller. Nous ne sommes pas abonnés, mais nous achetons régulièrement la revue, ne pouvant faire confiance au service postal.

Recevez toutes nos félicitations pour le travail d'éducation que vous accomplissez. Je ne crois pas qu'il soit utile de passer du stade trimestriel au stade bimestriel ou mensuel. La périodicité actuelle et le bas prix de la revue font qu'elle sera toujours lue et relue partout dans nos villes et dans nos campagnes. Vous accomplissez un très beau travail et je vous exhorte à continuer. Si j'étais linguiste je vous aurais fait des suggestions concrètes pour que la revue soit plus tard publiée non pas seulement en français, mais également, et surtout, dans les grandes langues africaines d'extension (Haoussa...)

Pour le moment, pourquoi ne touchez-vous pas le public anglophone d'Afrique ? Je n'ose pas croire que vous aussi vous oubliez les anglophones, comme cela se pratique dans les arcanes de la francophonie.

Je suis très fier de l'existence de votre revue faite pour les masses africaines

qui en ont besoin. Mais je vous en prie, pensez à tous les Africains.

Kuadjo Cyrille Johnson,
Lomé (Togo)

Famille & Développement : Notre correspondant soulève un problème sur lequel nous nous sommes penchés depuis longtemps, à savoir une version anglophone de F & D. Néanmoins, nous ne pensons pas que l'on puisse simplement traduire F & D en anglais - nos amis anglophones ne l'accepteraient pas. De plus, avant de nous étendre à l'Afrique anglophone, lusophone (parlant portugais) ou arabophone, nous pensons que notre premier devoir consiste à toucher toute l'Afrique francophone, beaucoup plus démunie, sous l'angle de la presse, que le reste de l'Afrique. «Qui trop embrasse mal étreint», «Charité bien ordonnée commence par soi-même» disent deux proverbes connus.

Jusqu'à présent, F & D n'est toujours pas vendu en Guinée, ECA, Rwanda, Burundi, Madagascar, Ile Maurice, Comores, Djibouti, etc... Nous voudrions y étendre notre réseau de distribution avant de penser aux autres régions, non pas par régionalisme, mais pour des raisons avant tout pratiques.

De plus, nous pensons qu'un F & D anglophone devrait être produit par et pour des anglophones, en tenant compte de leurs particularités et de leurs besoins.

Finalement, c'est aussi

une question de moyens : nous n'avons ni le personnel, ni l'argent pour nous lancer dans une telle entreprise, que nous appelons, comme vous, de tous nos vœux.

Nous avons néanmoins bon espoir qu'un périodique anglophone s'inspirant de l'exemple de F & D verra le jour dans les années à venir.

A 5 ans déjà !



C'est avec grand intérêt que j'ai lu le n° 15 de votre journal et j'avoue qu'il m'a beaucoup plu. Le dossier sur le tabac est très instructif et je me rends compte à quel point fumer est dangereux. Vous avez parlé de jeunes qui commencent à fumer à 11 ou 12 ans. J'ai vu mieux (ou pire) : des bambins de 5, 6, 7 ans qui fument. Quel drame !

Je voudrais vous demander, dans le même ordre d'idée, de nous parler des effets de la cola sur l'organisme, car s'il est vrai que le nombre de fumeurs augmente, celui des «croqueurs de cola» n'est pas non plus négligeable, surtout dans le milieu rural en Afrique occidentale et particulièrement en Haute Volta. **Sawadogo Jacques,**
Ouagadougou (Haute Volta)

Famille & Développement : Nous avons abordé le sujet de la cola dans le numéro d'Avril 1977 (F & D n° 10) (La question du lecteur).

«Quelques exemples non représentatifs, laborieusement repêchés dans l'histoire africaine n'arriveront jamais à cacher la situation d'exploitées qui est trop souvent celle de nos femmes»

Savoir faire la part des choses



Dans le n° 16 de F & D, M. J. Tchokotché de Matcha de Douala, au Cameroun, estime que votre revue déforme l'histoire africaine quand elle dit : «La femme était considérée comme inférieure et exploitée». Plus lointin, M. De Matcha nous dit encore ceci : «La femme de l'Occident doit passer par le prêtre pour atteindre Dieu alors qu'en Afrique il y a des prêtresses...»

Quelques exemples non représentatifs laborieusement repêchés dans l'histoire africaine n'arrivent pas à cacher l'exploitation quotidienne à laquelle nous avons soumis nos femmes.

Prenons l'exemple de la région de Casamance où je suis affecté. Dans cette région, la femme fait la plupart des travaux des champs en plus des travaux ménagers, sans parler de la mise au monde puis de l'entretien des enfants. Alors que l'homme, 6 mois sur 12, palabre sur la place du village.

Dans beaucoup de pays africains le mariage forcé était la règle - et l'est encore souvent - et nous savons que lorsque la force intervient, c'est qu'il existe un rapport de domination.

La répudiation offre un autre exemple qui prouve le statut inférieur de la femme, un homme pouvant se permettre, à tout moment, de renvoyer son épouse.

Quand M. De Matcha soutient que la femme de l'occident passe par le prêtre pour atteindre Dieu, c'est là faire preuve d'un grave manque d'information sur les pouvoirs confé-

rés au prêtre dans la religion chrétienne, et catholique plus particulièrement. Le prêtre, comme tout chef religieux, est un guide éclairé par les textes saints et son dévouement. Il se donne comme rôle, par sa vocation, la propagation de l'évangile et son application dans toutes les activités de l'homme. C'est en raison de tout cela qu'il est mieux placé pour conseiller et guider les croyants qui viennent le consulter pour toutes les choses afférentes à l'église, tant hommes que femmes d'ailleurs.

Si nous voulons favoriser un vrai développement en Afrique, nous devons laisser dans l'oubli toutes les traditions favorisant la sclérose de nos sociétés et ne retenir que celles qui nous portent en avant.

Dans le domaine de l'émancipation de la femme, ceci implique, en faveur de nos compagnes, des actions concrètes qui vont au-delà des formules creuses des grandes déclarations sans lendemain.

Coly Hyacinthe Sène,
Instituteur,
Kafountine; (Sénégal)

Famille et Développement : *Au cours d'une récente tournée dans un village de brousse, on nous a parlé du cas d'une jeune fille de 17 ans et demi mariée de force à un vieux de 72 ans. Le père de la fille avait une dette très importante à l'égard de ce dernier, qui lui proposa d'éponger la dette... à condition de pouvoir épouser la fille. Celle-ci alla pro-*

tester auprès du chef d'arrondissement qui lui «conseilla» de se soumettre à son père. Ce dernier l'amena à la gendarmerie où on la raisonna en la rossant de coups, avec l'assentiment, bien sûr, du père. Notons que dans ce pays le mariage forcé est interdit par la loi. Mais quand les représentants de la loi la violent, que peut faire une jeune fille ? Elle a maintenant eu un enfant de son vieillard de mari. Les cas de mariage forcé sont encore légion en Afrique aujourd'hui et, comme le dit si bien notre correspondant : «quelques exemples non représentatifs laborieusement repêchés dans l'histoire africaine» ne peuvent cacher la situation d'exploitées qui est trop souvent celle de nos femmes.

La science évolue très vite



C'est avec un très vif intérêt que je lis votre revue trimestrielle depuis le numéro 1. Je vous adresse par cette occasion mes plus vives félicitations, car votre revue est un guide précieux pour le personnel médical.

Je conseille à tous mes collègues infirmiers de s'y abonner, car le rôle de l'infirmier en milieu rural n'est pas facile. L'infirmier occupe en Afrique une place sociale importante. Il dirige souvent un dispensaire (centre de santé) ou une

consultation. Dans les villes, à côté des médecins encore peu nombreux ou débordés (un médecin pour dix à quinze mille habitants), il a une responsabilité personnelle très grande. En brousse, cette responsabilité est totale. Isolé, livré à lui-même, il a un double rôle. C'est à lui qu'incombe d'une part, d'établir un bilan aussi précis que possible des lésions, et d'autre part de mettre en route un traitement sans attendre l'arrivée du médecin.

En effet, il est appelé à prendre, dans l'examen et le traitement des maladies qui se présentent à lui, des initiatives exigeant beaucoup de jugement et de pratique. Et, bien souvent, il exerce son rôle avec des moyens précaires et dans des conditions matérielles encore rudimentaires.

Dans un cas comme dans l'autre, les infirmiers et les infirmières africains doivent accomplir leur noble mission avec conscience et dévouement. C'est pour cela je souhaite la bienvenue et une longue vie à cette revue qui nous aide dans l'exercice quotidien de notre profession, en nous apportant l'information dont nous avons besoin (car la science évolue très vite), et crée entre nous, par la même occasion, un lien nouveau de collaboration qui, jusqu'à présent, était quasi inexistant. Ces deux objectifs à eux seuls, justifient pleinement la raison d'être de F & D.

Gore Valentin,
Dimbokro (Côte d'Ivoire)

«Des réformes de l'enseignement, on en fait un peu partout en Afrique; mais nos ministres et hauts fonctionnaires n'hésitent pas à envoyer leurs enfants étudier en Europe...»

L'école nouvelle

(suite)



Tout d'abord j'apprécie vos multiples efforts en vue d'un développement harmonieux et égalitaire de nos sociétés africaines. Votre bande dessinée n'est que la bienvenue du fait qu'elle n'est qu'un prolongement des réformes de l'enseignement entreprises dans nombre de nos Etats d'Afrique. Mais la nouvelle école, elle, sera comment ? Et moi je dirai «elle répondra à nos réalités sociales». Mais combien de fois, et au Togo en particulier, combien de fois donc n'a-t-on pas vu ministres et hauts fonctionnaires, envoyer leurs fils et filles aller étudier dans les pays d'outre-mer à partir du premier cycle ou du second cycle secondaire. Combien de fois ne les a-t-on entendus déplorer le système d'enseignement dans notre université ? Votre éditorial en dit déjà trop. Le coup de cette réforme ne tombe que sur le pauvre paysan et sa descendance. Comment pensez-vous donc que nous pouvons résoudre nos problèmes si nos dirigeants sont ceux-là même qui ont des yeux et qui voient par la nuque ?

Mais, si j'ai apprécié votre bande dessinée je dois aussi vous dire qu'elle a occupé trop de pages, nous privant ainsi d'autres sujets intéressants. J'aimerais qu'à l'avenir le nombre de pages (de la B.D.) soit réduit de moitié (12 au lieu de 24) ou alors vous serez obligés d'alterner la publication de cette bande, c'est-à-dire d'en avoir deux par an.

Enfin j'estime le niveau de nos jeunes brevetés et bacheliers sortis ces deux dernières années très basse conséquence de la baisse considérable du niveau de l'enseignement dont sont trop conscients nos dirigeants et qui, pour tromper les apparences, autorisent les admissions au BEPC avec une moyenne de 8 voire 7, et au Baccalauréat avec une moyenne de 8,5 et 9. Je crois que cela ne nous fera que régresser alors que nous cherchons à aller de l'avant.

Une fois encore mes vives félicitations.

P.S. : «Les réformes et le niveau de l'enseignement en Afrique» sera aussi un thème intéressant dans votre revue.

A. K.
Lomé (Togo)

Souffrances et espoirs...



Rédacteurs du Journal «CONTACT», dont nous vous adressons, ci-joint un exemplaire, nous avons reproduit, ainsi que vous y autorisez vos lecteurs, un article de M. Magassouba Moriba, «La délinquance en Afrique», paru dans le numéro 11 (Juillet 1977), de Famille & Développement, ceci dans notre dernier numéro.

Notre journal, que nous réalisons entièrement par nos propres moyens, est l'expression des détenus de la Maison d'Arrêt de Dijon.

A ce titre, l'évocation de la délinquance en Afrique

nous intéressait-elle tout particulièrement.

Dans l'espoir que vous apprécierez l'expression maladroite de nos désirs, souffrances, espoirs... Croyez, en l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Journal «CONTACT»
Dijon, (France)

Famille & Développement : Nous avons été touchés de voir que F & D touche même des détenus français dans une prison française.

Passionné et perplexe



Lecteur passionné de votre revue «Famille & Développement» qui a toujours su se pencher sur les problèmes de la famille, source de tout développement, je ne peux que vous exprimer mon soutien sans réserve.

Je vous demande de bien vouloir expliquer le phénomène de l'albinisme, ses causes et comment l'éviter. Je viens de voir cinq enfants issus du même père et de la même mère : trois albinos, deux «normaux». Cela me laisse perplexe.

D.K.
Kayes (Mali)

Famille & Développement : Nous avons traité de l'albinisme dans la Question du lecteur du numéro d'octobre 1977. (F & D n° 12)

Un lecteur malien nous adresse la lettre suivante avec la mention : «Prière adresser ce message à l'intention des jeunes agents des postes du Mali».



A mesure que vos aînés ayant exercé avant l'indépendance prennent la retraite, nous assistons chaque jour à une dégradation des services de la poste.

La génération actuelle n'épargne ni revues, ni paquets, ni colis adressés de l'extérieur.

Je sais que beaucoup de mes concitoyens Maliens sont victimes de ce fléau. C'est pourquoi j'ai décidé d'adresser ce message aux agents inconscients qui ont souillé et continuent de souiller un service de l'Etat.

Amadou Traoré,
Arrondissement Dourou,
(Mali)

Famille & Développement : Voir la lettre d'un lecteur publiée sur cette même question dans F & D n° 16 ainsi que le dossier présenté dans JEUNE AFRIQUE au début du mois d'octobre 1978.

Stop tabac !



L'article de F & D sur les dangers du tabac m'aide à conseiller mon mari qui est un grand fumeur et aussi ses amis. Je n'ai pas encore fini de lire ce numéro et déjà toutes mes amies veulent l'emprunter.

Mme Gom Gom Yvonne
Mundu, Tchad

c'est bon à savoir

A nos lecteurs

Nous demandons à nos lecteurs d'excuser le retard de ce numéro dû au fait que les films servant à imprimer la couverture, et qui nous parviennent de l'étranger, ont été sérieusement retardés au niveau des services postaux.

Directeur
Pierre Praderyand
Secrétaire de rédaction
Charles Diagne
Directeur service vente et abonnements
Gervais Ahounou

Comité de Rédaction



Roger T. Adjalla
Union des Coopératives
du Bénin, Cotonou



Koffi Attignon
Directeur du Village du Bénin
Lomé, Togo



Binta Barry,
Directrice de
sages-femmes d'Etat,
Ouagadougou, Haute-Volta



Photo de couverture :
Michel Renaudeau

ABONNEMENTS

Si vous désirez vous abonner à «*Famille et Développement*», consultez nos tarifs page 68 du présent numéro. Les paiements se font **uniquement** par mandat-carte ou mandat-lettre. Nous **n'acceptons pas** de chèque bancaire.

REABONNEMENTS

Vous serez avisé avec la quatrième livraison - l'abonnement couvrant 4 numéros. Pour éviter toute interruption, vous pouvez renouveler votre abonnement dans les 60 jours en versant la somme exigée au CCP 0518 Dakar ou au CCP local s'il existe.

CHANGEMENT D'ADRESSE

Nous prévenir au moins un mois avant la prochaine livraison en **n'oubliant pas** de joindre l'équivalent de 100 F CFA en coupon réponse international. Ecrire lisiblement votre nouvelle adresse : rue, localité, pays et boîte postale si vous en possédez une.

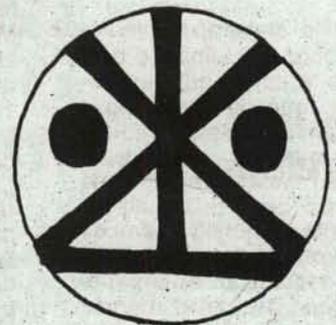
REDACTION

Les manuscrits, documents (photos, dessins et autres) non acceptés ne sont pas rendus. Prière donc d'en conserver un double.

DIFFUSION

«*Famille et Développement*» est vendu dans toute l'Afrique francophone (voir tarifs). Pour tout autre pays, sauf la France, sur abonnement uniquement.

Notre sigle : il est tiré de symboles archaïques utilisés en Afrique et d'autres régions du monde. Il représente le père Υ la mère Δ et les enfants, (les deux points symbolisent tous les enfants, aussi nombreux soient-ils).



Photocomposition et impression NIS
Route du Service géographique, Hann-Dakar

Comité de Rédaction (Suite)



Cit. D' Nsumu Disengemoka,
Pédiatre
Université nationale du Zaïre
Kinshasa, Zaïre



D' Gérard Ondaye,
Coordinateur des activités
OMS au Congo
Brazzaville, Congo



Abdoulaye M. Traoré,
Directeur général adjoint
Op. arachide, cultures vivrières
Bamako, Mali



Damaris Mouniom,
Directrice de l'Ecole nationale
des infirmières, sages-femmes
Yaoundé, Cameroun



Laurent Ngarmadjingaye N'Garadjé,
Pharmacien - Pharmacie
nationale d'approvisionnement
Njaména, Tchad

Mariama Keïta,
Journaliste
Niamey, Niger



Ndèye Tabara Sèye,
Permanence de la
Commission nationale
des femmes
Nouakchott, Mauritanie



famille & développement

Famille et Développement : 66,
Boulevard de la République,
B.P. 11007 C.D. Annexe, Dakar,
Sénégal. Tél. 21-42-31 21-09-20

Editorial P. 8
Tensions explosives
ou la nourriture mendrée ne rassasie pas

Développement P. 11
Les « lumières de la ville »
Un reportage de F et D sur l'exode rural

Technologie pour tous P. 21
Une nouvelle rubrique pour apprendre à fabriquer
soi-même les objets dont on a besoin

Livres P. 24
M.K.D. et Diomansi Bomboté ont lu pour vous :
« Afrique économique », de l'INADES et
« Les couples dominos », de Thérèse Kuo-Moukoury

Famille P. 27
Cet inimitable lait maternel
Lettre ouverte à « Nestlé »

Education P. 38
Ce que vous pensez de F et D
Dépouillement de notre premier sondage

Jeunes P. 49
S'aider soi-même
A cœur ouvert avec un instituteur de
brousse et ses élèves

Informations scientifiques P. 55
Cosmétiques dangereux - Le roi des animaux

Santé P. 57
Les protéines - Les jeunes fument trop

Revue de presse P. 61
L'Afrique pillée - La loi du plus fort
Uranium et développement

Petit lexique économique P. 65
La spéculation sur les matières premières

Dans l'histoire du monde les prix du riz et du pain ont engendré plus de changements brutaux que nombre de discours politiques

Tensions explosives

De plus en plus, dans nos pays, les budgets familiaux baissent ou stagnent (du moins en termes de leur pouvoir d'achat, c'est-à-dire ce que permet d'acheter 100 francs). Joint à la hausse dramatique du coût de la vie, ces budgets rendent impossible pour beaucoup une alimentation équilibrée. Viande, poisson, œufs, - sources indispensables de protéines - deviennent de plus en plus hors de prix pour de nombreuses bourses. Les légumes, les fruits - sources de vitamines, ces constituants indispensables de l'équilibre et de la santé d'un individu - deviennent pour beaucoup, des produits de luxe. On achète une orange... qu'on partage en 4 parts pour les petits frères et sœurs.

famille &



développement

Par sa superficie, 30 millions de km², l'Afrique est le second continent de la planète. Il y a environ 425 millions d'habitants sur ce continent où les hommes et les femmes ont l'espérance de vie (1) la plus faible du monde : quarante-deux ans en moyenne. Environ 80 % de la population est supposée vivre de l'agriculture. Mais nos paysans sont trop occupés à produire de l'arachide, du café, du cacao, de l'huile de palme, du bois, et n'ont plus la possibilité de produire en quantité suffisante : mil, niébé, maïs, riz, sorgho et autres produits vivriers, nécessaires à leur propre subsistance et à celle des citoyens.

Résultat : l'Afrique est le continent du Tiers monde où les importations alimentaires se sont accrues le plus rapidement, depuis une dizaine d'années. Périodiquement, certains gouvernements se voient contraints à quémander l'aumône pendant les années maigres, et les paysans doivent se serrer la ceinture pendant chaque période de soudure. Pourtant, nos mêmes pays exportent des protéines - farine de poisson, tourteaux d'arachides, etc... pour nourrir... le bétail et les animaux domestiques des pays riches, alors que la malnutrition exerce ses ravages parmi les plus pauvres.

On voit importer encore à grands frais : pommes, raisins, oranges et autres fruits de luxe, par imitation du style de vie et des habitudes occidentales, alors que nos campagnes regorgent de fruits dont la valeur nutritive est souvent infiniment supérieure aux fruits importés.

On voit s'élever dans les grandes villes de somptueux hôpitaux dont les services de pédiatrie reçoivent par centaines des enfants malnutris, qu'on réussit souvent - et à

grands frais - à sauver... pour quelques mois, car ils retombent malades en retournant dans leur milieu d'origine.

On voit se construire des super-stades, alors qu'à l'ombre de ces mêmes stades on trouve des bidonvilles dont les habitants ne peuvent même pas offrir un œuf, même pas une bouchée quotidienne de poisson, à leurs enfants, ces mêmes enfants auxquels on cherchera à faire oublier leur misère en leur offrant des matches de football ou de lutte à des «prix populaires».

Ce sont là les résultats de nos économies «extraverties» (2) qui répondent plus facilement aux besoins des pays riches qu'à ceux de leurs propres habitants.

Ces contradictions insupportables ne semblent plus déranger personne. Les uns sont trop occupés à s'enrichir; les autres croient - à tort - ne rien pouvoir y changer.

Cet écart croissant des niveaux de vie dans nos pays engendrera nécessairement des tensions qui, à la longue, deviendront insupportables - et explosives - si on n'y remédie pas rapidement.

Dans l'histoire du monde les prix du riz ou du pain ont engendré plus de changements brutaux que la plupart des discours politiques. Et nous ferions bien d'y songer aujourd'hui.

(1) Espérance de vie : le nombre d'années pendant lesquelles une personne peut s'attendre à vivre au moment de naître. Il s'agit ici bien sûr d'une moyenne pour tout le continent qui ne tient pas compte des différences selon le pays, le sexe, la classe sociale, etc...

(2) Economies extraverties : tournées vers l'extérieur, (à savoir l'Europe).

Nos paysans mangeront-ils du coton ?



... Au Mali nous avons cinq cultures industrielles : le coton, le dah, le fourrage, l'arachide et le tabac. Celle qui suscite le plus de discussions est sans nul doute le coton, parce que la plus développée à ce jour. Récemment, au cours d'un séminaire organisé par la CMDT à Sikasso, un invité s'est écrié : «Peut-être que

nos paysans finiront par manger du coton». Il fallait entendre par là que la culture du coton se faisait au détriment des cultures vivrières, et que si on n'y prenait garde il n'y aurait plus de céréales dans la région. Cette crainte est-elle justifiée ? Voyons les choses dans le détail. Le «kilo» de «coton graine 1^{er} choix» est payé à 95 f au produc-

teur, celui du mil à 40 francs.

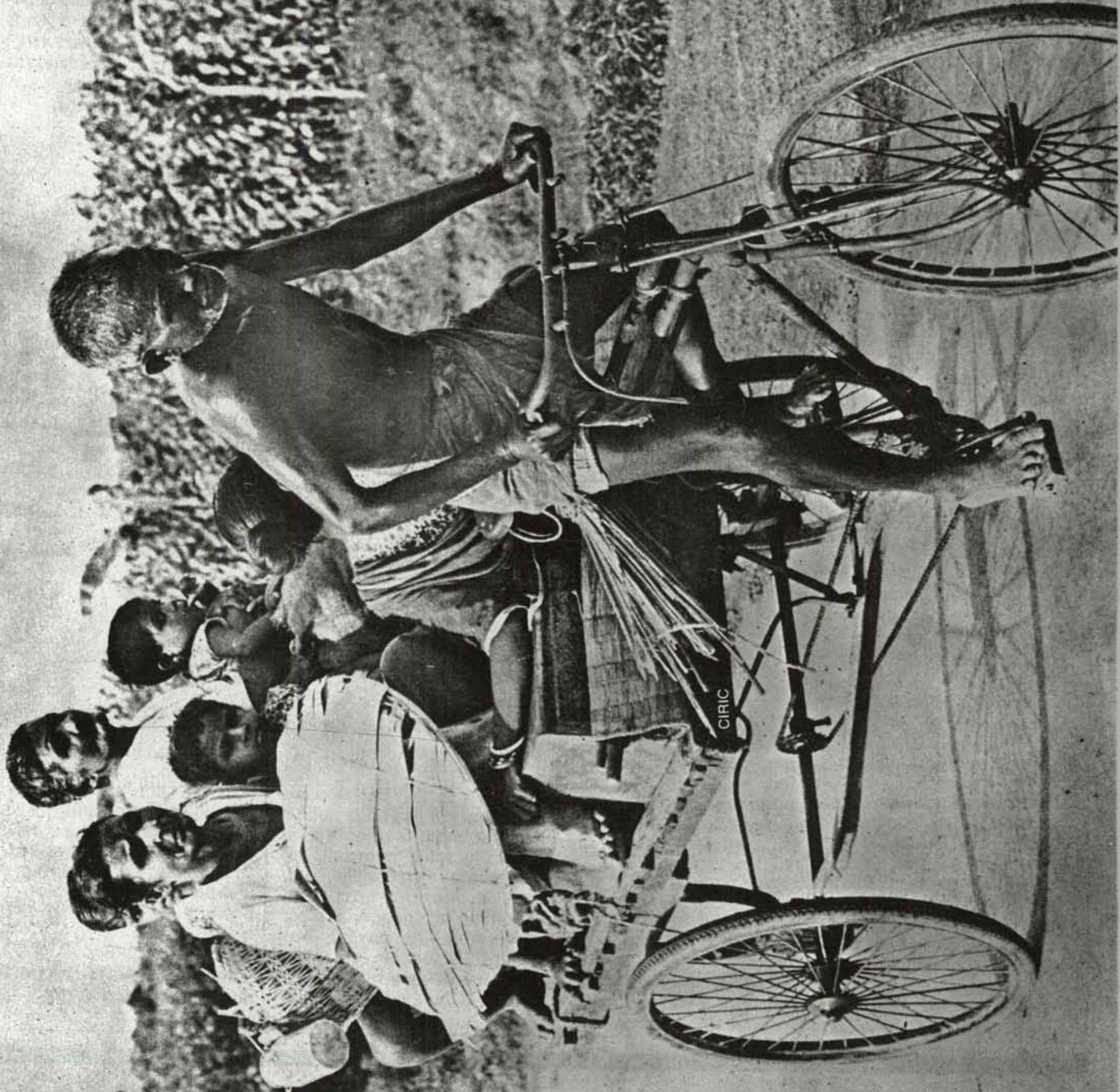
Il est certain que le paysan, face à ces deux cultures donnera la priorité à la plus lucrative pour lui : ici le coton. Personnellement je le comprends, car comme le fonctionnaire ou l'ouvrier, le paysan lui aussi a besoin de voir augmenter ses revenus. Si le coût de la vie monte cha-

que jour, ce n'est pas uniquement pour l'homme de la ville. Et puis le Mali a besoin de son coton. Puisqu'il n'a à ce jour, aucune richesse minière révélée susceptible de supporter une partie de son développement.

SUNJATA,

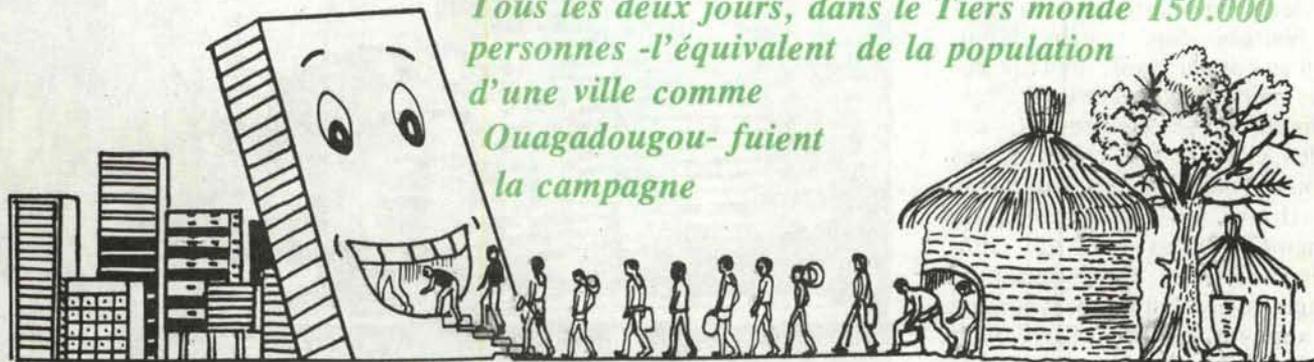
Mensuel, Bamako (Mali)
N° 4 Octobre 1978

famille &
développement



développement

Tous les deux jours, dans le Tiers monde 150.000 personnes -l'équivalent de la population d'une ville comme Ouagadougou- fuient la campagne



Les «lumières de la ville»

Le problème de l'exode rural est un des plus graves auquel ait à faire face le Tiers monde, notamment, à cause de la rapidité avec laquelle se poursuit l'exode, comme le montrent les chiffres que nous citons dans cet article.

En 150 ans, tous les pays de la terre se seront transformés en pays à prédominance urbaine. Qu'on en juge : en 1850, aucun pays du monde n'était dominé par ses villes. En 1900, seule la Grande-Bretagne, qui avait amorcé, avant les autres, la révolution industrielle, pouvait être classée comme pays à prédominance urbaine. Aujourd'hui, tous les pays industrialisés le sont, et le Tiers monde leur emboîte rapidement le pas.

Ainsi, en 1960, il n'y avait qu'une centaine de cités de plus d'un million d'habitants. Aujourd'hui il y en a environ 200. Nulle part la croissance n'est aussi rapide qu'en Afrique. Des villes comme Lagos, Abidjan, Kinshasa, le Caire croissent à une vitesse si rapide que ç'en est malsain. Les villes de plus de 100.000 habitants sur notre continent s'accroissent de près de 10% par an. Parler d'une explosion des cités n'est pas exagéré.

D'où vient cette extraordinaire attraction des cités, où la vie est tout sauf rose ? L'équipe de F & D a préparé pour vous cet article basé sur des études d'organismes internationaux, des interviews de paysans restés au village, et de jeunes ruraux ayant quitté leurs villages pour «les lumières de la ville».

I. - Comment Mukuru perdit une bataille... mais pas la guerre

⊗ Mukuru est une paysanne Kikuyu du Kenya, du village Kakamega. Elle n'est mariée que depuis 7 ans, mais déjà elle a 5 enfants — 4 de son mari Jomo qui est parti à la ville, il y a 3 ans, et un dernier, tout petit, arrivé un peu par accident.

Elle l'avait nommé Asya, ce qui en Swahili signifie «née à une période de tristesse». 3 ans, c'est long, d'autant plus que depuis 22 mois elle n'avait plus aucune nouvelle de Jomo. Mukuru, en Kikuyu, sa langue natale, signifie «la vieille». C'est un sobriquet que les gens du village lui avaient donné, car les souffrances, le travail et les grossesses rapprochées l'avaient prématurément vieillie.

La vie est dure pour les petits paysans de Kakamega. Jomo n'avait hé-

Analoie Kibgy

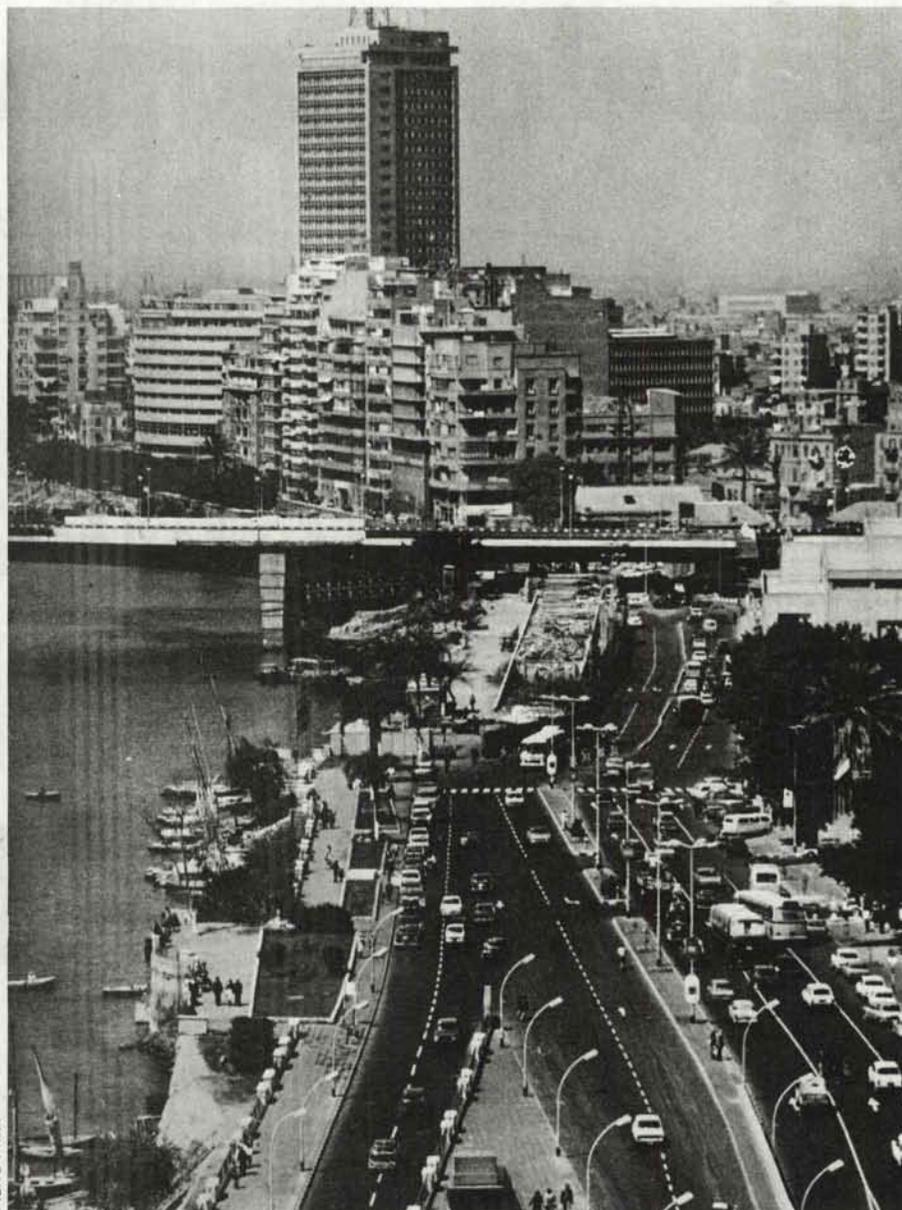
rité que d'un tout petit Shamba (1) — son père avait dû partager ses terres entre ses 5 fils, et Jomo, le plus jeune, avait reçu les moins bonnes. 2 années consécutives de sécheresse l'avaient poussé à s'endetter. Incapable de rembourser ses dettes, il avait décidé de partir pour la capitale, Nairobi. Son cousin, Kivu, parti 6 ans auparavant, lui avait décrit les merveilles de cette ville resplendissante, ses gratte-ciel, ses grandes artères, ses cinémas, ses bars ouverts toute la nuit. Lui-même avait trouvé du travail chez un Mzungu (2). «C'est moi qui commande à tous les domestiques du Mzungu» avait écrit Kivu, et comme pour appuyer ses dires, il envoyait une photo où on le voyait nonchalamment (3) appuyé contre une superbe voiture. Ce que Kivu omettait d'ajouter, c'est qu'il n'était que cuisinier, que «tous les domestiques» étaient au nombre de 3 (lui-même, un boy et la bonne), que le Mzungu le payait très mal, que la voiture était celle du patron, et que lui et toute sa famille logeaient dans une misérable baraque de bois.

«Tout le monde peut trouver du travail, et il y a beaucoup de dispensaires et des hôpitaux immenses, pour se faire soigner» ajoutait Kivu.

Jomo avait montré la lettre à Mukuru (de son vrai nom Njeri). Ils en avaient longuement discuté, et Jomo avait réussi à convaincre Mukuru qu'il devrait tenter la fortune en ville lui aussi. Il ne dit pas à Mukuru que ce qui l'impressionnait le plus, c'était l'image de Kivu à côté de la voiture. Jomo emprunta donc de l'argent à Mwita, l'instituteur du village, pour payer ses dettes, en offrant une de ses deux petites shamba en garantie. S'il ne réussissait pas à repayer la dette dans les 18 mois à venir le champ reviendrait à l'instituteur.

Le jour «J» arriva, et Jomo, dans le costume neuf emprunté à son frère et une vieille valise bardée de ficelles qui l'empêchaient de tomber en morceaux, fit de grands signes à Mukuru, qui, le cœur serré, regardait le vieux car s'éloigner dans un bruit de ferraille.

Pendant 2 mois, Mukuru ne reçut aucune nouvelle. Puis un petit mot arriva par le chauffeur du car, mot dans lequel Jomo disait qu'il cher-



Pierre Pittet

Les «lumières de la ville» attirent les ruraux sans emploi.

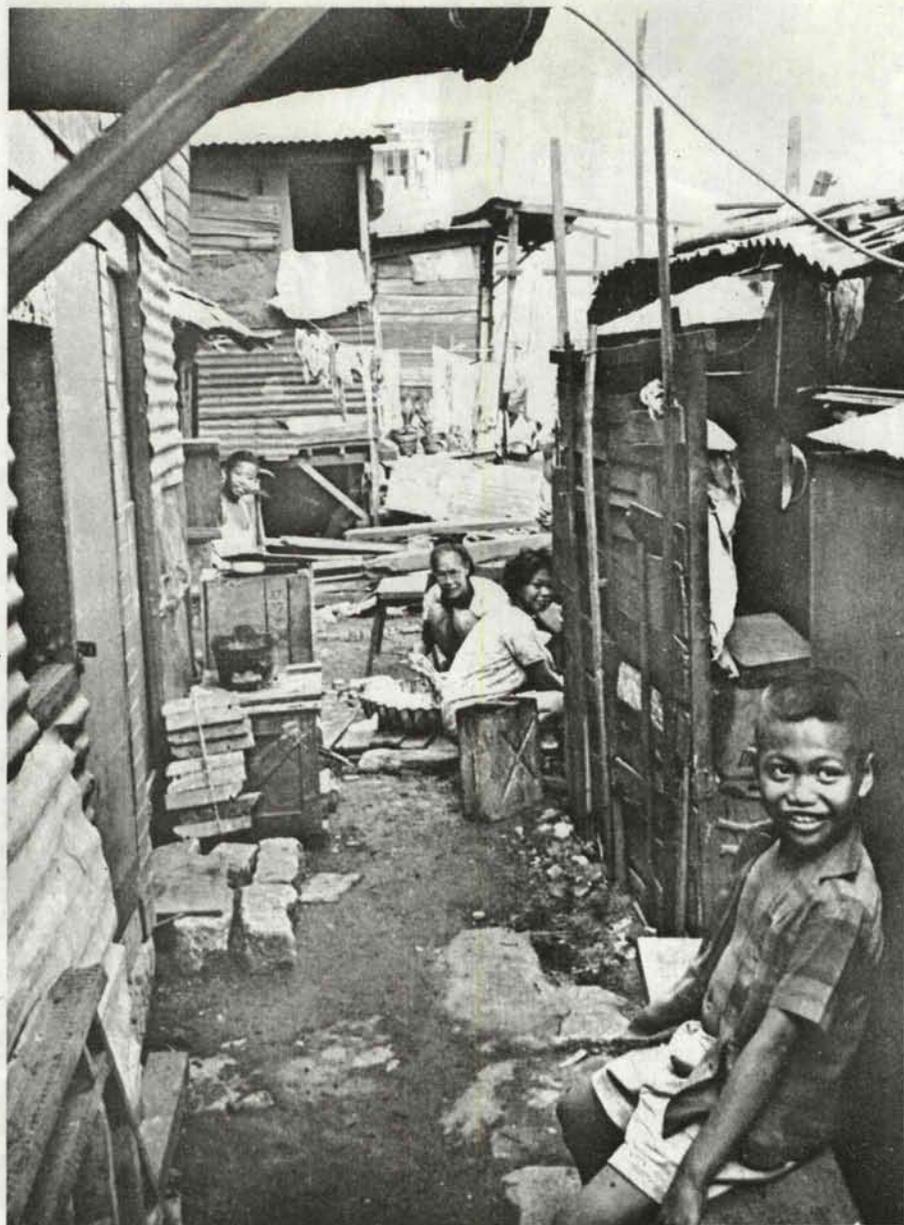
(Ici, le Caire en Egypte, une ville qui «craque» sous toutes les coutures.

chait toujours du travail, et qu'en attendant il logeait chez Kivu. La lettre contenait quelques livres kenyans — l'équivalent de 1.500 CFA — «pour t'encourager». Un mois après, un deuxième envoi de 1.200 CFA arriva, puis ce fut le grand silence.

Plus tard, Mukuru apprit que Jomo s'était vite lié à la bonne du «Mzungu» de Kivu et qu'elle attendait même un enfant de lui. Après 15 mois il avait trouvé un travail comme éboueur (4). Cela ne lui permettait pas d'acheter une belle Datsun comme le Mzungu, mais du moins avait-il une paie régulière, aussi modeste fut-elle.

Après avoir envoyé 4 lettres tou-

jours restées sans réponse («Pourtant, je les lui ai remises moi-même» jura Kifimbo, le chauffeur du car), Mukuru se découragea, d'autant plus que Jomo déménagea sans même laisser au chauffeur sa nouvelle adresse. Les 18 mois écoulés, Mwita prit possession du champ. Malgré une bonne récolte l'année suivante, Mukuru n'en pouvait plus. La fatigue, les frais de scolarité, (son premier enfant, Keambiroiro — ce qui en Kikuyu signifie «montagne de noirceur», car il avait la peau très sombre — devait rentrer à l'école), tout cela était trop. Sans parler du coût élevé du lait en poudre pour son dernier nourrisson, Asya, (une femme habillée en blanc lui



L'exode rural encourage le développement des bidonvilles.
(Ici, aux Philippines).

avait dit à la sortie de la PMI que c'était meilleur que le lait maternel, et que ça la fatiguerait moins) (5)... Malgré son immense courage, Mukuru, elle aussi, décida de partir pour la ville. Que pouvait-elle faire d'autre ? Sans parents à Kakamega, abandonnée de son mari, incapable de payer les frais de scolarité, ses terres réduites de moitié, elle n'avait même pas le choix. Après avoir vendu son champ, sa maison, quelques bijoux, et réussi à «caser» deux de ses cinq enfants chez un frère et une sœur restés au village de ses parents, Mukuru, elle aussi, grimpa un jour dans le car, un peu plus usé et encore plus bruyant que le jour où, 3 ans plus tôt, Jomo l'avait pris...

II. - Causes et conséquences de l'exode rural

Les causes du phénomène

Tous les deux jours, dans le Tiers monde, 150.000 personnes — l'équivalent de la population d'une ville comme Ouagadougou — quittent la campagne pour la ville. Elles ne le font pas pour s'amuser. Elles le font pas non plus par désir de facilité. Elles le font parce que, dans la campagne, certaines forces les

poussent inéluctablement vers la ville; et que, dans les villes, des forces plus nombreuses encore les «attirent» vers ces dernières.

Dans le Tiers monde, en milieu urbain, le revenu moyen est 3 fois supérieur à celui de la campagne. Certes, la vie y est aussi beaucoup plus chère, mais 3 fois plus d'argent liquide, (disponible à chaque fin de mois si on est salarié, et non pas seulement une fois par année comme en brousse), cela compte.

Ainsi, malgré toutes les difficultés de la vie urbaine, le niveau de vie, calculé en termes de biens (vêtements, nourriture, etc.) et de services (médicaux, loisirs) est considérablement plus élevé dans les villes qu'à la campagne. Ce qui est grave, c'est que ce déséquilibre entre la ville et la campagne ne fait que s'accroître plus chaque jour, entraînant à son tour une accélération de l'exode rural : le cercle vicieux est installé.

Prenons un pays africain comme la Zambie. Entre 1954 et 1968, le revenu moyen par tête en milieu rural est passé de 60 kwachas (1 kw = 280 CFA) à 76 kwachas. Pour les employés de milieu urbain, pendant la même période, il passait de 156 à 713 kwachas. Dans le premier cas, l'augmentation est à peine supérieure à 25%, dans le 2^e cas, largement supérieure à 450%. En Côte d'Ivoire, la consommation par tête en milieu rural s'élevait pendant cette même période à 11.800 CFA, alors qu'elle atteignait 94.000 CFA, en milieu urbain, écart qui a dû se creuser depuis, sans doute. Comment, dans ces circonstances, s'étonner de cet exode ?

1 - Un monopole des avantages matériels. La ville est aussi largement avantagée sous l'angle des services de toutes sortes :

■ Services médicaux : les capitales et quelques grandes villes de presque tous les pays du Tiers monde concentrent la majorité des services médicaux — et les meilleurs. Les grands services hospitaliers, les écoles de médecine, se situent dans les capitales, où se trouve aussi la majorité du personnel médical. En Ethiopie, encore récemment, on avait 33 fois plus de chances de voir un médecin dans la capitale qu'en milieu rural. Dans plusieurs régions rurales d'Afrique, on trouve un médecin par



Les jeunes ruraux reprochent aux vieux de s'opposer à certains changements

100.000, 200.000, voire 400.000 habitants, alors que dans la capitale il y en a un pour 3.000, 4.000 ou 5.000 personnes.

■ **Education** : même déséquilibre ici. Les lycées, grandes écoles, universités, etc. sont exclusivement concentrés dans les grandes villes. La brousse n'a droit qu'à de pauvres écoles aux moyens souvent misérables, parfois des salles de classe de fortune où, s'il n'y a qu'un enseignant, on n'acceptera de nouveaux

élèves qu'une fois tous les... 7 ans (6). Les chances pour un enfant qui reste en milieu rural de recevoir une bonne éducation sont **absolument nulles** : qui dit éducation supérieure dit automatiquement la grande ville, et en général la capitale.

■ **L'emploi** est sans doute le problème numéro un du Tiers monde. Or, ici encore, les villes sont favorisées par rapport aux campagnes. Qu'on en juge :

□ **Nombre d'emplois** : c'est presque

toujours dans les grandes villes que l'on installe les nouveaux projets industriels. Et plus une ville grandit, plus les chances de trouver un emploi sont grandes. Lorsqu'une ville double sa taille en 10 ans, cela implique à la longue un doublement de la taille des services municipaux, de la police, des écoles et dispensaires, des transports, des restaurants, coiffeurs, tailleurs, commerçants, etc. En milieu rural, par contre, à **moins d'investissements nouveaux**, le nombre d'emplois reste stable, vu que la surface des terres cultivables varie peu. Le nombre d'emplois tendra même à **diminuer** dans les régions où on introduit des techniques modernes (tracteur, etc.).

Certes la situation changerait complètement si les gouvernements faisaient des investissements importants en milieu rural. C'est même là que l'on pourrait créer le plus d'emplois, car la création d'un emploi en milieu rural revient en général plusieurs fois moins cher qu'un emploi industriel.

Mais que constate-t-on ? Dans l'ensemble du Tiers monde, les dépenses publiques pour l'agriculture





Dans le monde entier, la vie en milieu rural est souvent dure et monotone.
(paysans des Andes en Colombie).

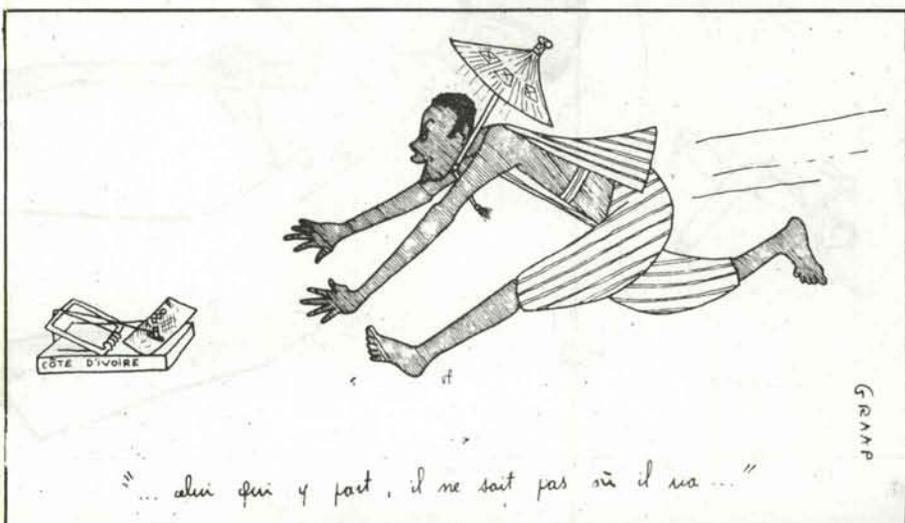
ne sont que de 15%, alors que 70 à 80% de la population vit en milieu rural. En d'autres termes c'est sur le dos des paysans que les villes s'enrichissent (Nous reviendrons plus longuement sur ce point).

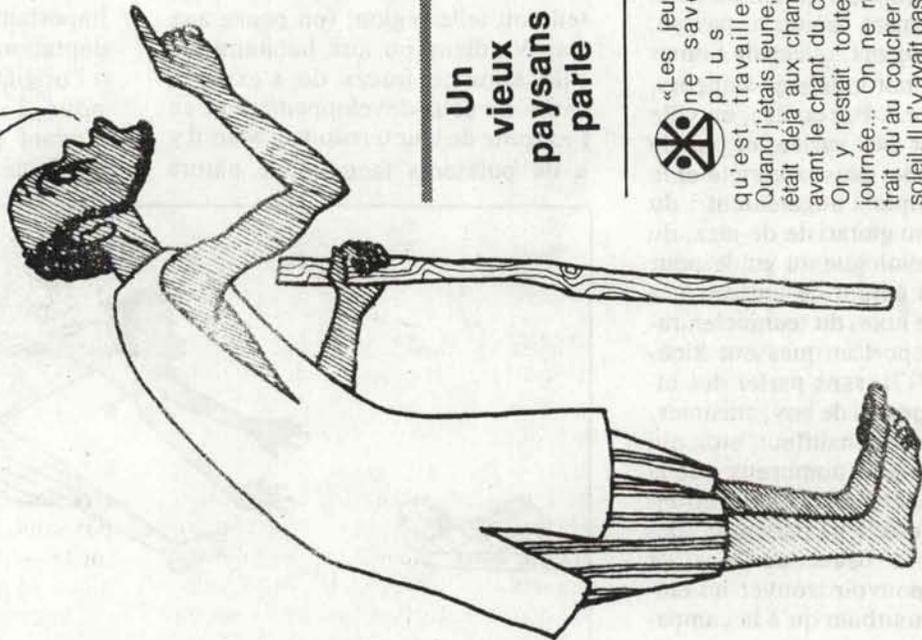
□ *Variété des emplois* : la gamme et le choix des emplois en milieu rural sont extrêmement limités : paysan, petits commerçants, quelques formes d'artisanat, (cordonniers, tailleurs, forgerons, etc.). Par contre, en ville la gamme est très variée, et plus la ville est grande, plus la variété et le nombre d'emplois augmentent : du petit cireur au guitariste de jazz, du médecin cardiologue au guide pour touristes, du gérant de cinéma à la prostituée de luxe, du technicien radar de l'aéroport au masseur kinésithérapeute (7), sans parler des innombrables postes de boy, cuisinier, bonne, jardinier, chauffeur, etc., qui sont d'autant plus nombreux que la ville est prospère et la colonie étrangère nombreuse. Une personne « débrouillarde » a beaucoup plus de chances de pouvoir trouver un emploi en milieu urbain qu'à la campagne.

2 - **Facteurs psychologiques et sociaux.** Il y a de nombreux autres facteurs qui attirent les gens vers la ville (ou les poussent hors de la campagne, selon l'angle où on se place). Nous ne pouvons les mentionner tous. Certains, en effet, sont particuliers à telle ou telle région, (on pense aux Cap-Verdiens ou aux habitants de l'île Maurice forcés de s'exiler à cause du sous-développement et de l'exiguïté de leur territoire). Mais il y a de puissants facteurs de nature

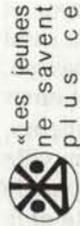
psychologique, démographique, ou sociale, qui favorisent cet exode, en plus des facteurs matériels mentionnés ci-dessus. En voici quelques-uns :

■ **Une école inadaptée** : il est incontestable qu'un des facteurs les plus importants de cet exode tient à l'inadaptation totale de l'école. Destinée à l'origine à former de petits cadres pour l'administration coloniale, n'ayant pas subi de modifications fondamentales depuis l'indépen-



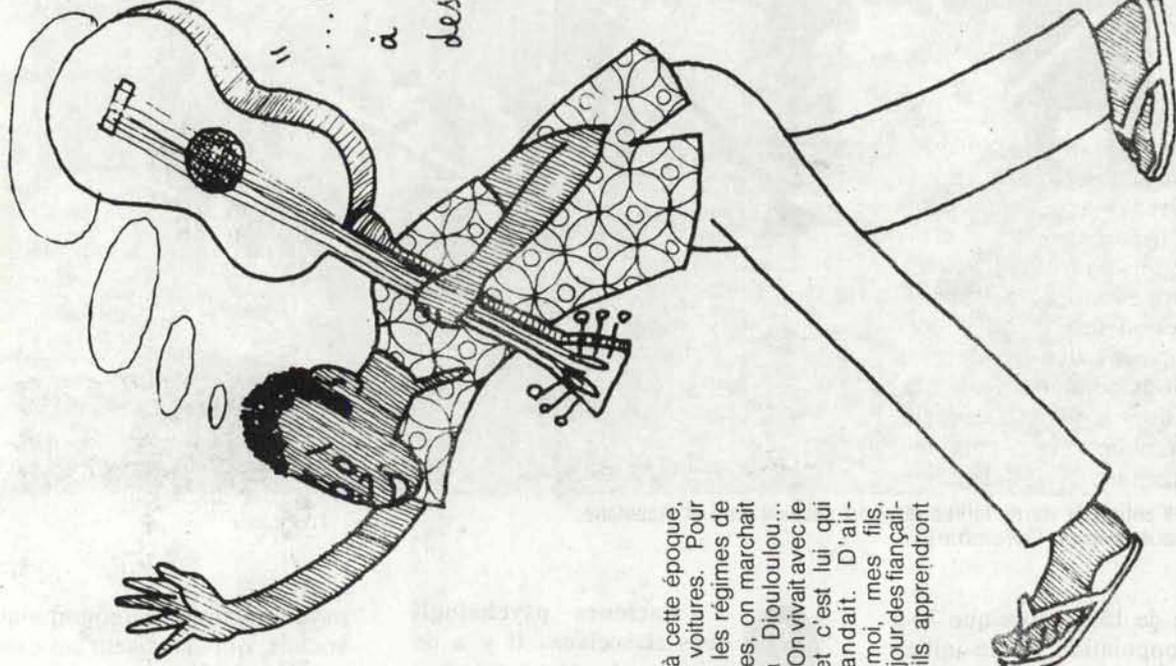
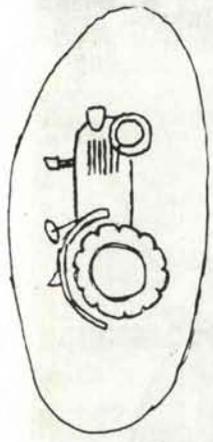


Un vieux paysans parle



«Les jeunes ne savent plus ce qu'est travailler... Quand j'étais jeune, on était déjà aux champs avant le chant du coq. On y restait toute la journée... On ne rentrait qu'au coucher du soleil. Il n'y avait pas de

routes à cette époque, ni de voitures. Pour vendre les régimes de palmistes, on marchait jusqu'à Diouloulou... 25 km. On vivait avec le père, et c'est lui qui commandait. D'ailleurs, moi, mes fils, c'est le jour des fiançailles qu'ils apprendront



«... On nous apprenait à travailler avec des machines...»

qu'ils vont se marier. La vie était dure à l'époque. On n'avait pas grand chose comme habits. On ne les changeait pas. On n'avait pas de chartrues, pas de bœufs, on faisait tout à la main, tout. On ne voyageait pas, on restait où on était, au village.

Mais les jeunes d'aujourd'hui, ils veulent tout avoir, facilement. Ils veulent s'amuser. Ils ne veulent pas travailler. Le village pour eux, c'est le bagne. Il n'y a que la ville qui les attire.»

«Les vieux ne veulent pas que les jeunes s'organisent pour faire des activités, se laisser...»

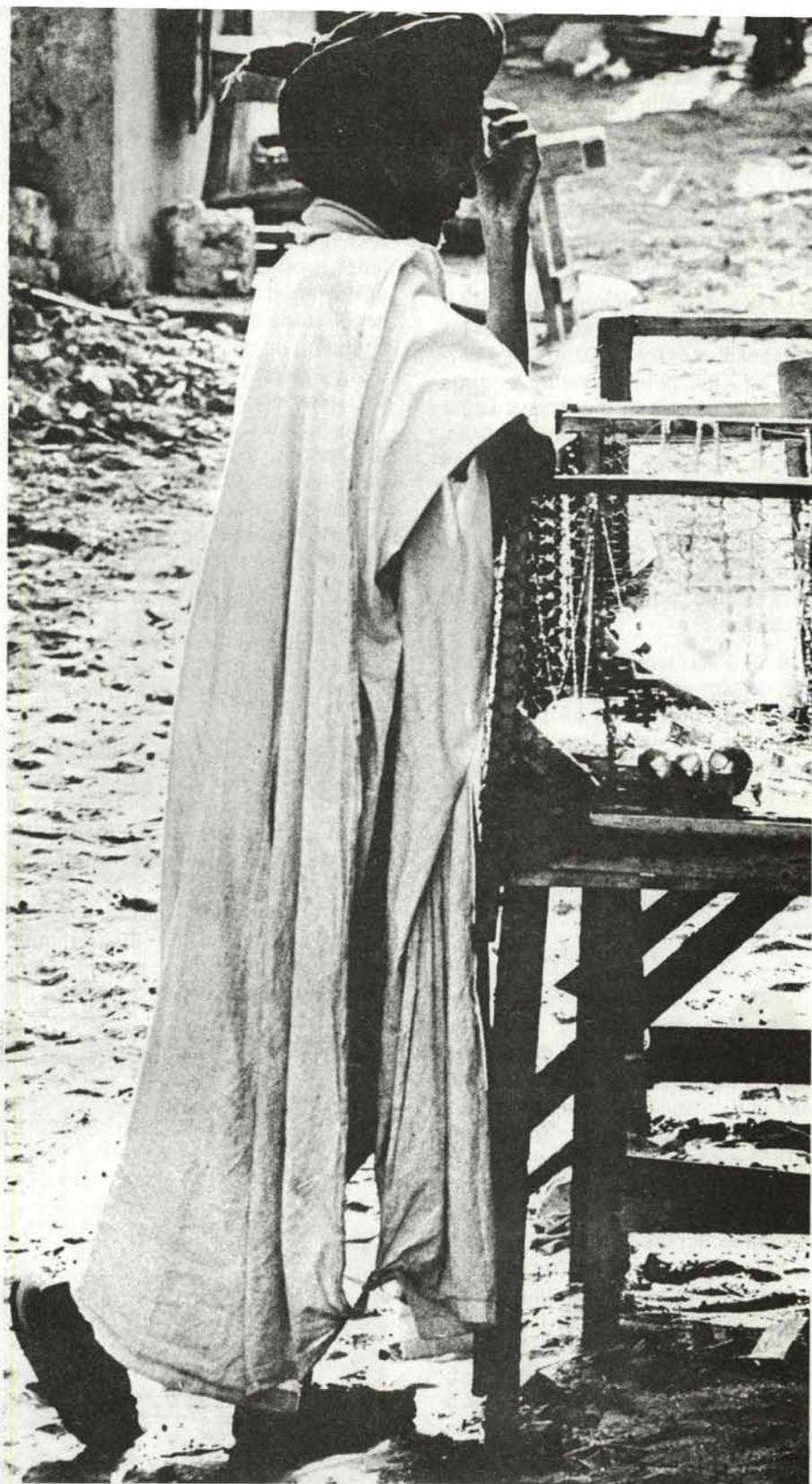
GRAAP

dance, elle réussit tout au plus à déguster les jeunes du travail de la terre en leur inculquant la croyance à la soi-disante supériorité du travail non manuel sur celui de paysan. Ce facteur a été assez souvent abordé dans F& D pour ne pas retenir plus longtemps notre attention (voir la bande dessinée du n° 14 par exemple).

■ **Les lumières de la ville** : il est incontestable que les loisirs offerts par les grandes villes constituent un élément important de cette attirance des jeunes ruraux pour la ville. Où ailleurs qu'en ville pourraient-ils trouver cinémas, bals, grands stades et manifestations sportives, théâtre, ensembles musicaux étrangers, bref, ce que les jeunes appellent « l'ambiance? » Ce n'est pas non plus dans leur village qu'ils pourraient trouver une nourriture si variée, où simplement l'attraction des grandes avenues, des magasins, des grands marchés, etc. Nous connaissons le cas d'un village dont la plupart des jeunes avaient émigré vers la capitale. Les aînés ont envoyé une délégation pour les ramener au terroir. Les jeunes ne voulaient pas en entendre parler. Après 24 heures au commissariat, on les fit tous embarquer dans un car. Les jeunes pleuraient littéralement lorsque le car démarra. Quelques mois plus tard, ils étaient tous de retour en ville !

■ **La dureté de la vie en milieu rural** (voir encadré) devient de plus en plus difficile à supporter une fois qu'un jeune a vécu, ne serait-ce que brièvement, en milieu urbain. Pour le paysan resté au village, les 20.000 F mensuels gagnés par son cousin comme gardien de nuit apparaissent comme une fortune. Il ne réalise pas que ce dernier doit payer l'eau et les transports, un loyer, que la nourriture lui revient au moins trois fois plus cher qu'en brousse.

La « réussite », même modeste, du parent parti à la ville qui revient en costume neuf, chargé de cadeaux, renforce l'impression du villageois que la ville est une terre promise, même si, pour un qui « réussit », plusieurs échouent. Car ceux qui « réussissent » clament leur succès sur les toits, tandis que ceux qui échouent... ils ne donnent tout simplement plus signe de vie. On n'évalue pas ses échecs.



Stew McBride

Ces petits métiers qui permettent de survivre.

■ **L'ouverture au monde** que représente la ville est un facteur d'attraction supplémentaire. A une époque où le transistor a fait de la planète entière un grand village, la ville représente, pour un jeune, la possibilité d'une ouverture inespérée sur un monde en changement, sur l'étran-

ger, sur de nouveaux modes de vie.

■ **La ville, c'est l'endroit où on peut être libre**, où les gens ne nous épient pas sans cesse, où on échappe à l'autorité — jugée de plus en plus tyrannique et arbitraire — des vieux.

On comprend mieux la remarque que nous fit ce jeune Algérien,

échappant dans une grande ville à l'emprise du milieu familial et social, «c'était merveilleux. Personne ne me connaissait !»

Le conflit des générations (l'opposition jeunes-vieux) donne dans certaines régions un puissant coup d'accélérateur à l'exode rural.

■ **Le déséquilibre démographique** : il y a des villages où presque toutes les jeunes filles entre 14-20 ans sont parties en ville pour travailler comme domestiques. Dans d'autres, ce sont les jeunes gens qui sont partis en masse travailler dans tel nouveau centre touristique, telle industrie. Dans l'un et l'autre cas, le manque d'équilibre entre les sexes pousse les jeunes restés sur place à émigrer vers la ville, pour trouver un(e) partenaire.

■ **Avec l'accélération de l'exode rural**, de plus en plus d'habitants de la campagne ont, sinon un parent, du moins quelqu'un de leur village qui sera moralement obligé de les héberger au début de leur séjour. Parfois même, ce sont les parents restés au village qui encouragent leurs enfants à partir, tellement leurs chances de «percer» en milieu rural sont maigres.

3 - Existe-t-il une cause fondamentale ? Certains spécialistes du développement estiment que tous les facteurs que nous avons mentionnés ci-dessus dépendent d'une cause fondamentale : un déséquilibre dans le processus de développement qui a son origine à l'époque coloniale, et qui a été accentué depuis l'indépendance.

Selon cette théorie, (représentée par exemple par l'économiste africain Samir Amin (8), le monde est divisé en économies dominantes — appelées le «Centre» (ex-puissances coloniales, USA, Canada, Japon et autres pays industriels développés) - et la «périphérie» (la majeure partie des pays du Tiers monde).

Les économies dominantes ont imposé aux pays colonisés une économie de traite, basée sur l'exploitation des matières premières. Avec le temps, la nécessité de petites industries de transformation, puis le transfert vers les capitales du Tiers monde (où la main-d'œuvre est bon marché) de certaines industries des

pays riches, (textiles, chaussures, et maintenant les industries polluantes ou celles nécessitant beaucoup de main-d'œuvre, l'industrie touristique, etc.), lié à l'appauvrissement des campagnes, dont les paysans ne recevaient pas un juste prix pour leurs produits, ces facteurs combinés seraient à la base de l'exode rural accéléré de ces dernières années.

Quand on pense que dans certains de nos pays, l'Etat revend 2, 3 ou 4 fois plus cher certains produits de base achetés aux paysans (arachides, coton, café, etc.), et que c'est cette «rente» (9) qui permet souvent à l'Etat de «nouer les deux bouts» et de payer les fonctionnaires, on peut bien dire que la croissance économique (en général limitée aux villes) se fait sur le dos des paysans. Les «lumières de la ville» sont payées par «l'obscurité des campagnes» serait-on tenté de dire.

4 - Les conséquences de l'exode rural. Ces dernières sont assez visibles et connues pour que nous n'ayons pas à les décrire longuement. Rappelons donc simplement que :

■ Ce sont en général les éléments les plus jeunes et/ou les plus dynamiques des villages qui partent. Ceci accentue encore le désavantage du

milieu rural, frappé d'un vieillissement de sa population et pénalisé par le départ des individus doués d'initiative et d'énergie.

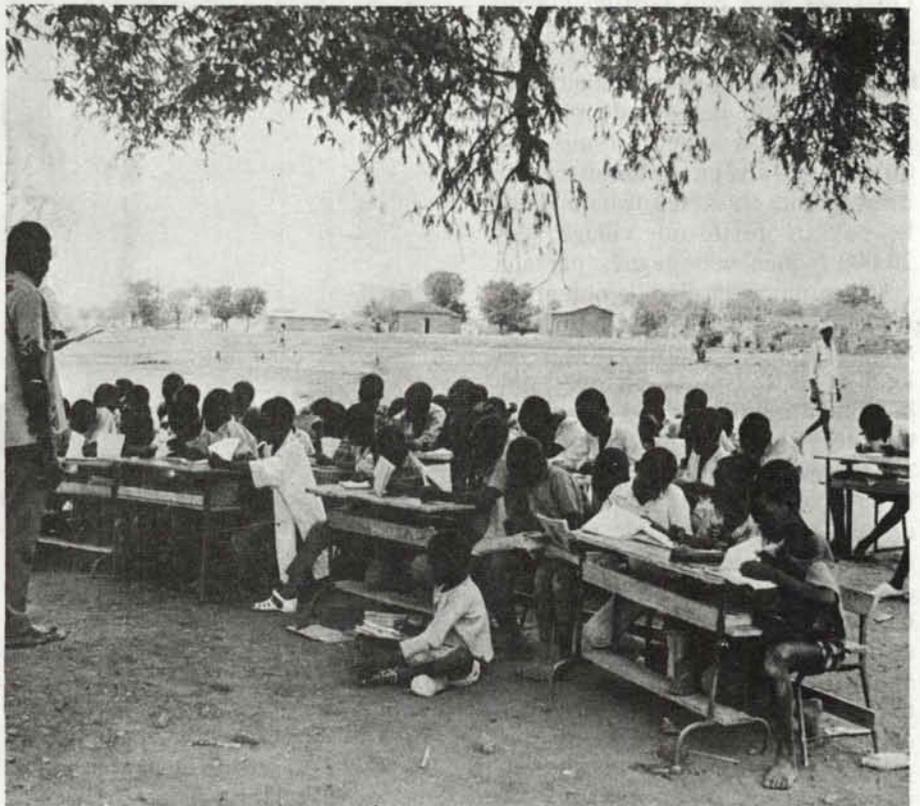
■ L'exode tend à désagréger les familles, à augmenter les divorces et les séparations (cf. le cas de Mukuru).

■ Diverses études, menées notamment en Afrique, ont fait ressortir que la charge des femmes est de plus en plus lourde. Une fois le mari parti, la femme se retrouve avec toute la charge de la famille et la totalité du travail des champs. (Cf. F & D n° 8 - octobre 1976 - p. 41).

■ Les vieux peuvent de moins en moins compter sur les jeunes pour s'occuper de leurs vieux jours. On rencontre de plus en plus de vieillards restés au village qui vous disent, «Mon fils ne vient même plus nous visiter».

■ Le déséquilibre démographique, déjà mentionné comme cause de

Les écoles de brousse
(ci-dessous)
sont misérables
par rapport à celles
de la ville
(ci-contre)



l'exode, est, bien sûr, aussi une conséquence de ce dernier. Cela affaiblit encore le village.

5 - Quelles solutions ? A l'échelle globale, il est difficile d'envisager une solution à ce problème tant que le déséquilibre mentionné ci-dessus entre les économies dominantes des pays industrialisés (le centre), et celles, dominées, des pays du Tiers monde (la périphérie) persiste.

Tant que les avantages matériels et sociaux de la ville sont aussi immenses, les gens continueront à émigrer vers les villes. Et tant que les élites qui habitent les villes et définissent les politiques de développement (actuellement à leur avantage), ne redéfinissent pas ces politiques, le déséquilibre non seulement persistera, mais continuera sans doute à s'accroître.

Néanmoins, des initiatives restent possibles sur le plan local. Elles ne changeront pas le fond du problème, mais permettront une nette diminution de l'exode rural - voire son arrêt complet. (Nous connaissons les cas de quelques villages ayant même renversé le courant, c'est-à-dire qui ont réussi à ramener au village des

jeunes partis en ville). Parmi les mesures à prendre, on peut envisager :

- 1 La création d'emplois au niveau du village par l'adoption de technologies appropriées telles que nous les avons décrites dans F& D n° 15 (juillet 1978).
- 2 L'encouragement d'associations villageoises, l'adaptation de groupements traditionnels de jeunes (voir F& D n° 8, les articles sur les Nams et les Tons), en vue de stimuler la production, donc d'augmenter les revenus. Ces groupements et associations pourront aussi construire et équiper, grâce à des investissements humains, (champs collectifs par exemple), maternités rurales, dispensaires, écoles, etc.
- 3 Le développement de la vie culturelle au niveau du village : nous avons eu l'occasion de voir en activité une troupe théâtrale mixte composée uniquement de jeunes paysans, (dont certains étaient analphabètes), jouer des piè-

ces capables de rivaliser avec de bonnes troupes du milieu urbain. Il y a énormément à faire dans ce domaine, que ce soit au niveau d'une résurrection de la musique, de la danse, et du chant traditionnels, ou de la redécouverte des contes populaires, etc.

- 4 L'amélioration de la santé villageoise dépendra d'une nouvelle approche de la santé. Cette dernière dépend avant tout d'un effort éducatif qui requiert beaucoup plus d'imagination et d'esprit de service que d'argent.
- 5 Le gros handicap reste l'école, éternellement inadaptée aux besoins des paysans.

Nous avons dans «F& D» n° 12 (octobre 1977) illustré à l'aide d'un exemple précis ce que pourrait être une école plus adaptée au milieu.

Nos pays sauront-ils relever le défi immense que représente cet exode rural massif ? Car sinon, loin de s'avancer vers des lendemains qui chantent, nos pays préparent des lendemains qui exploseront.

(1) Shamba : lopin de terre pour la culture.

(2) Mzungu : un Blanc.

(3) Nonchalamment : d'une manière insouciant, apathique, molle.

(4) Eboueur : un ouvrier qui travaille à ramasser les ordures.

(5) Certaines sociétés fabriquant du lait en poudre pour nourrissons ont fait dans le Tiers monde - et font encore - une publicité malhonnête et souvent mensongère, induisant les mères à abandonner le sein en faveur de produits artificiels qui, dans certains cas, peuvent représenter jusqu'au tiers, voire la moitié du salaire d'un manoeuvre. Souvent, les représentantes de ces sociétés, habillées en blanc, (pour se faire passer pour des infirmières) distribuent des échantillons gratuits dans les maternités et PMI (voir F& D n° 8, octobre 1976, «Le sein des blancs donne la mort»).

(6) Parce que l'enseignant suit la classe de la 1^{re} à la terminale du cycle primaire (7 ans). Tant pis pour ceux qui n'ont pas la chance de tomber la «bonne» année !

(7) Kinésithérapeute : quelqu'un qui traite les maladies des os et des articulations par des mouvements imposés et des massages.

(8) voir par exemple ses ouvrages Le Développement Inégal, L'accumulation à l'échelle mondiale, etc.

(9) Au sens économique, on appelle rente le bénéfice que retire quelqu'un du travail d'autrui ou d'un investissement donné.



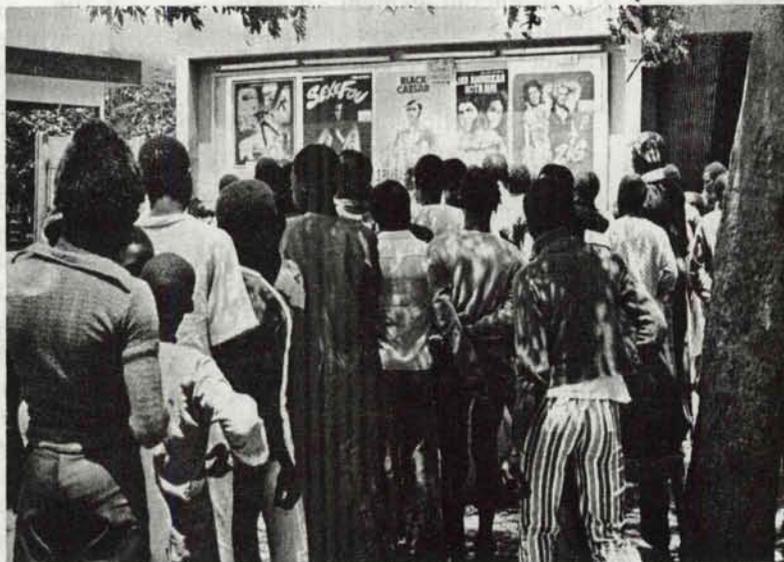
Pierre Pittet

On s'accroche mais c'est dur !



F & D a reçu la lettre suivante d'un groupe de 18 jeunes paysans qui se sont mis ensemble pour exploiter 600 hectares que leur a remis l'Etat. A cause de la lutte contre l'érosion, on leur interdit l'utilisation de la «daba» traditionnelle. Reste donc la charrue attelée ou le tracteur.

«En 1965, le gouvernement a implanté dans notre département un centre destiné à lutter contre l'exode rural. Les jeunes, recrutés volontairement, devaient être formés pendant 2 ans dans les domaines de l'agriculture, de la mécanique, et de la menuiserie. Le centre



«... pour ne pas augmenter encore les rangs des jeunes ruraux qui traînent en ville à ne rien faire.»

disposait de 600 hectares qui devaient nous être remis à la fin du stage, pour les cultiver.

75 personnes furent recrutées. Le gouvernement mit à la disposition du centre 2 tracteurs, une

camionnette 403, une moto-pompe, et du matériel pour le jardinage et la menuiserie.

Un peu plus tard, le centre fut transformé en village coopératif, avec des habitations qui devaient être construites par l'Etat. Rien ne fut fait. Sur ce, le directeur du centre partit... en emportant la caisse. Du coup nous nous retrouvâmes, 75 jeunes, sans argent pour le fonctionnement du centre ou pour la nourriture. Quelque temps après, un des deux tracteurs nous fut enlevé pour un autre centre, et la 403 confisquée par l'Inspection de la Jeunesse, notre service de tutelle. La société mixte à qui l'Etat avait confié la gestion du centre prit l'argent provenant de la vente de nos produits pour couvrir des dettes

de l'Etat à son égard ! Vous comprendrez, dans ces conditions, que la plupart des jeunes se sont découragés et sont retournés au village. La conséquence de tout ceci, c'est qu'il nous arrive de ne manger qu'une fois par jour, le matin. Ensuite on se serre la ceinture jusqu'au lendemain.»

Les 18 qui restaient se sont réunis pour étudier la situation. «Nous sommes tous des fils de paysans, donc des travailleurs. Prenons courage et travaillons, pour qu'un jour notre sort soit meilleur, et pour ne pas augmenter encore les rangs des jeunes ruraux qui traînent en ville à ne rien faire.» Le problème, c'est que nous n'avons pas le droit d'utiliser la daba, et le seul tracteur qui nous reste a le vilibrequin tordu. Nous avons déjà vendu la pompe pour remettre le tracteur en état. Mais il ne nous reste pas assez d'argent pour acheter un nouveau vilibrequin. Comment allons-nous faire pour préparer la campagne qui arrive. Nos familles comptent sur nous, l'Etat ne peut (ou ne veut ?) rien faire. Nous nous accrochons, mais c'est dur.»

(F & D a, depuis, eu l'occasion de rencontrer les 2 responsables de ce groupe de jeunes. Une solution a été trouvée au problème du vilibrequin. L'année suivante, ils comptent revendre le tracteur, dont les frais d'entretien sont trop élevés et qui les laisse à la merci d'une panne, pour acheter des bœufs. Ils continuent à manger souvent mal... et à s'accrocher. Qui dit que les jeunes ruraux recherchent la facilité ?)



Des centres de formation qui, s'ils sont convenablement gérés, peuvent retenir les jeunes paysans en milieu rural. (Ici, Nord-Cameroun).



Technologie pour tous

*Avec ce numéro, et comme annoncé dans le n° 15 (juillet 1978), nous commençons la publication de notre nouvelle rubrique «**Technologie pour tous**». Les techniques présentées ici viseront avant tout le nombre croissant de lecteurs que nous avons en milieu rural.*

Nous chercherons à présenter des modèles de construction aussi simple que possible.

Nous chercherons à présenter des modèles de construction aussi simples que présentés ici à nous faire part de leurs expériences - et de leurs difficultés éventuelles.

*Nous
remercions
le
**Relais
technologique**
- ENDA -
et plus
particulièrement
M. Philip
Langley,
d'avoir
bien
voulu
accepter
de
tenir
cette
rubrique.*



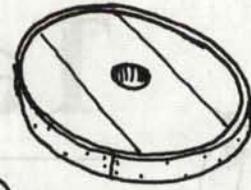
4

Découper une bande de caoutchouc dans un vieux pneu (environ 155cm de long)



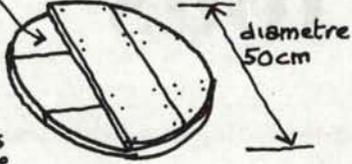
5

Clouer la bande de caoutchouc sur le pourtour de la roue



3

Assembler les 2 jeux avec des clous en recourbant les pointes contre le bois



6

Percer un trou dans la roue avec un ciseau a bois



7

Former l'essieu en bois dur avec une petite hache. Donner une surface lisse en raclant avec un morceau de verre cassé. Pour assurer que l'essieu tourne bien, on peut le plonger dans de l'huile de vidange bouillante et le laisser tremper 12 heures

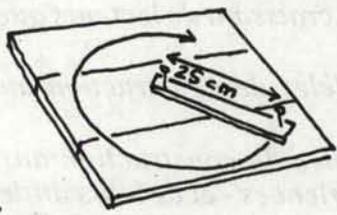
8

Assembler la roue et l'essieu : clouer 2 bandes de vieux pneu (2 1/2 x 2 1/2 cm) de part et d'autre de la roue pour maintenir l'essieu en place.



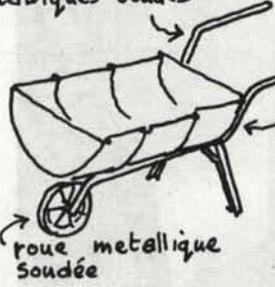
1

Tracer un cercle sur trois planches placées côte à côte

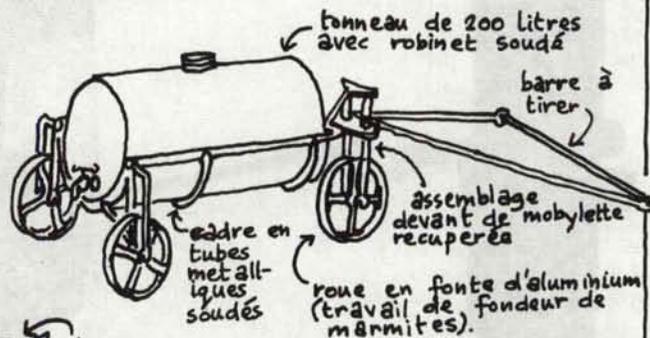


cadre en tubes métalliques soudés

Brouette avec demi tonneau - Kenya



tonneau de 200 litres découpé en biseau - Charge utile env 80 kilo

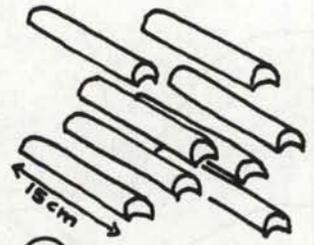


Transporteur d'eau Bobo Dioulasso Haute Volta



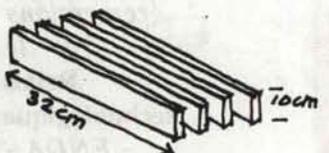
charge de 100-150 kilo
plate-forme en tôle ou bois
cadre en tubes métalliques soudés

Brouette à roue centrale - Ghana

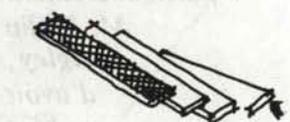


15cm

13 Pour retenir les essieux sur le chassis, préparer huit pieces de bois dur semi-rond;



quatre planches de 10cm x 32cm;

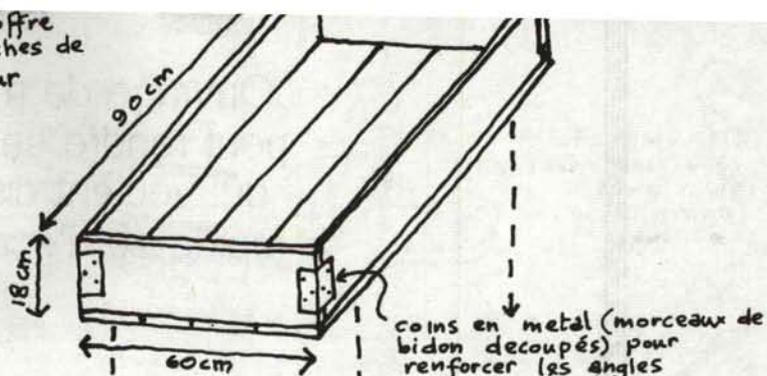


quatre morceaux d'un vieux pneu

D'AUTRES MODELES DE BROUETTE A FABRIQUER AVEC DES ARTISANS

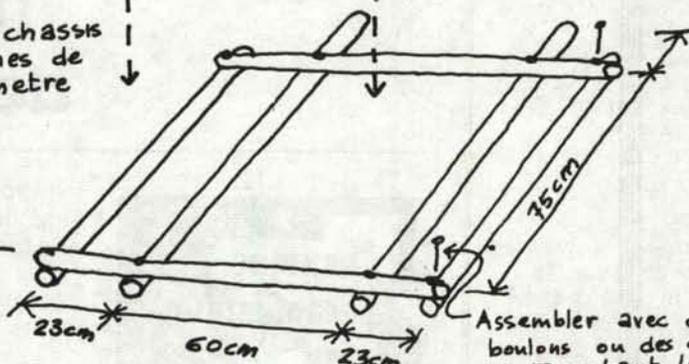
Fabriquer le coffre
avec des planches de
2cm. d'épaisseur

9



10

Assembler le chassis
avec des perches de
5cm. de diamètre

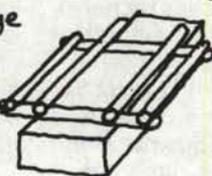


11

Assembler le coffre et
le chassis avec des clous

12

Après assemblage
renverser
l'ensemble
pour permettre
le montage
des roues



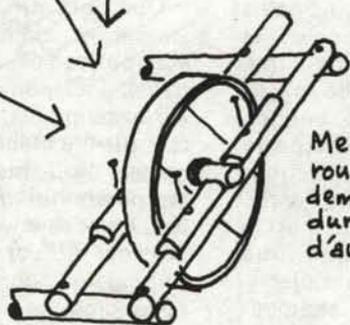
Assembler avec des
boulons ou des clous
en recourbant les
pointes contre le bois

UNE CHARRETTE A BRAS A FABRIQUER VOUS-MÊMES

- 1 à 8 fabrication des roues
- 9 à 12 fabrication du coffre et du chassis
- 13 à 16 assemblage des roues avec le chassis
- 17 ajouter les bras et les pieds

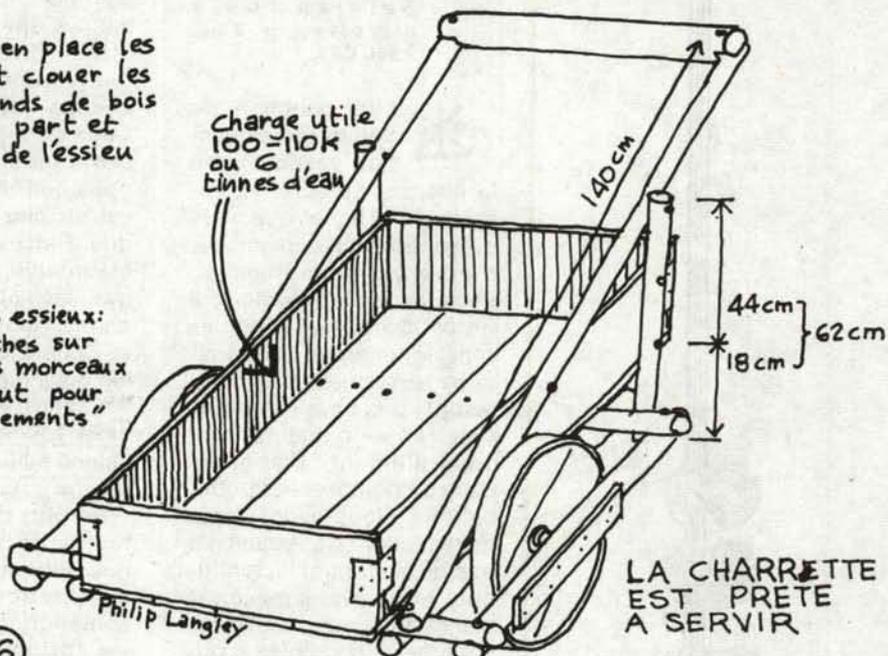
14

Mettre en place les
roues et clouer les
demi-ronds de bois
dur de part et
d'autre de l'essieu



15

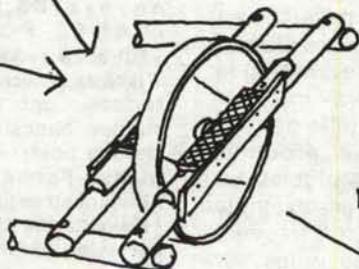
Pour retenir les essieux:
clouer les planches sur
les cotés et les morceaux
de pneu en haut pour
fermer les "roulements"



LA CHARRETTE
EST PRÊTE
A SERVIR

16

Remettre l'ensemble
à l'endroit



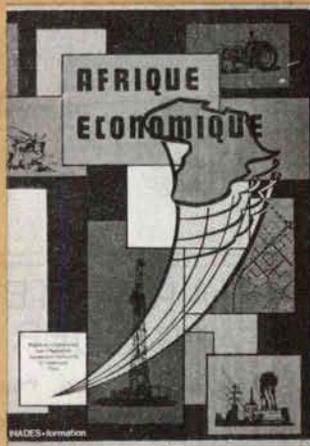
17

Ajouter les deux bras (1,40m
de long) et les deux pieds
(62 cm de long)

La base des réalisations du TAMTU (Tanzanie) avec le B.I.T. et George Macpherson.

Ouvrage de référence simple et clair, il peut rendre service aux non spécialistes qui veulent disposer d'une information rapide sur l'économie des pays africains

Un outil de travail



AFRIQUE ECONOMIQUE - Inades Formation
Abidjan, BP 8008,
Abidjan, Côte
d'Ivoire, p. 182,
2.500 CFA.



L'introduction de l'ouvrage en question résume bien le but des auteurs. «L'ensemble des fiches que nous présentons ici, écrivent-ils, a pour but de rassembler, sous un faible volume et à un coût modéré, quelques renseignements économiques essentiels sur l'ensemble des pays d'Afrique. Ces renseignements sont généralement dispersés dans de nombreuses publications. Nous avons tenté de les réunir. Ce recueil n'a pas de prétention scientifique. Nous avons puisé les statistiques aux meilleures sources disponibles : publications officielles ou périodiques spécialisés. Nous pensons, néanmoins, que, tel qu'il est, ce recueil peut rendre service aux non spécialistes qui veulent

disposer d'une information rapide et condensée sur l'économie des pays d'Afrique, et leur épargner de longues et difficiles recherches parmi une multitude de publications».

Ce but est-il atteint ? Nous le pensons certainement. Pour chaque pays, le lecteur trouvera des informations sur : le régime politique, chef de l'Etat, parti(s), langue(s), religion(s), les caractères principaux (superficie, population, villes, relief, climat, transports), les principales productions (agricoles et non agricoles, industrie, énergie) économie et finances, (monnaie, budget, plan, PNB, principaux fournisseurs), avec pour chaque pays, une carte. Cette dernière — et c'est la principale critique que nous aurions à formuler — est un peu trop schématique. Par exemple, pour la Mauritanie, elle ne donne que les villes de Nouakchott, Nouadhibou, Kaédi et Zouérate, sans indiquer les gisements de minerais, les zones agricoles, etc. Il est à souhaiter que la prochaine édition corrige cette lacune.

En plus des pays, (54 en tout, y compris les Comores, Djibouti, Seychelles) le lecteur trouvera une présentation très utile de tous les principaux produits, qu'ils soient agricoles ou industriels. Par exemple pour le cacao, on trouvera des indications utiles sur son origine, sa culture, les principaux producteurs

africains et non africains, la place de l'Afrique dans la production mondiale, les marchés et les prix, son utilisation, (boissons, chocolat, etc.). Notons quelques omissions : on ne trouve aucune mention du sisal, de la bauxite, et de quelques autres produits.

Finalement, 17 pages très utiles sur les principales organisations africaines terminent cet ouvrage précieux (OUA, OCAM, Conseil de l'Entente, Ligue arabe, CEAO, etc.).

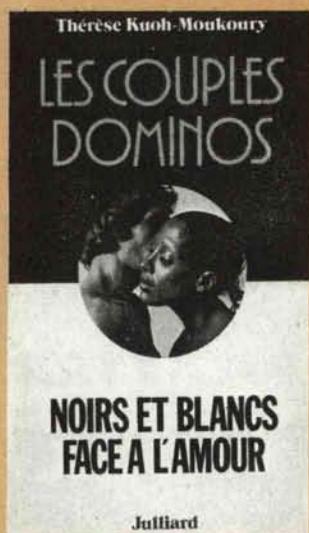
Ouvrage de référence simple et clair, *l'Afrique économique* est un outil de travail indispensable pour les enseignants, journalistes, planificateurs, économistes, étudiants et toutes les personnes qui veulent trouver sous une forme accessible et compacte les principales données sur l'économie de notre continent.

Un ouvrage similaire (présentation par pays) sur la géographie africaine serait le bienvenu. Souhaitons que l'idée intéresse un éditeur.

Pour obtenir cet ouvrage, envoyer 2.500 CFA à INADES-FORMATION - BP 8008 - Abidjan, Côte d'Ivoire, (envoi par voie de surface), par mandat-lettre chèque bancaire en F.CFA, chèque postal en CFA (CCP Inades-Formation 179-16 Abidjan) ou en FF (CCP Inades - Paris 22 194 88). Les envois par avion seront facturés en sus.

Ils réalisent une vie affective
aussi enrichissante, profonde ou aussi
banale et lamentable que les
autres couples du monde

Etrangers partout



LES COUPLES DOMINOS - Noirs et Blancs face à l'amour — de Thérèse Kouh-Moukoury, Edition Julliard, 1973, 250 p. env. 1.400 CFA.

«D'une race à l'autre la distance est grande». L'auteur de cette phrase, Saint John Perse, écrivain français, prix Nobel de littérature en 1960, est né et a passé sa première enfance à Pointe-à-Pitre, à la Guadeloupe. Cette réflexion est le reflet de sa riche et longue expérience au milieu des communautés noires antillaises. En lisant «Les couples dominos: Noirs et Blancs face à l'amour», Thérèse Kouh-Moukoury, tout au long des deux cent cinquante pages de son ouvrage, s'est appliquée à illustrer voire à justifier cette redoutable sentence.

La crainte de l'étranger est une attitude qu'on re-

trouve dans toutes les sociétés. L'étranger nous inquiète et nous dérange dans nos traditions séculaires. La situation devient plus tendue dès lors que deux races sont en présence. Dans le cas spécifique du Noir et du Blanc, les choses se compliquent davantage, car à la méfiance naturelle et aux préjugés de toutes sortes se superposent des sentiments de frustration qui résultent des rapports de domination, héritage de l'esclavagisme et de la colonisation. Ces préjugés et ces souvenirs se perpétuent de génération en génération avec leur cortège de passions exacerbées entretenant un désir plus ou moins avoué de vengeance.

Epiés, observés...

Mais voilà, les temps changent à une étonnante vitesse, et la mobilité sociale, l'interpénétration des individus, des sociétés et des races sont des réalités premières de notre époque. Le développement prodigieux des moyens de transport, des moyens de communication de masse, la complémentarité universelle des Etats, font qu'aucune société ne peut plus aspirer à vivre repliée sur elle-même. Dès lors, les possibilités de se rencontrer et de s'aimer entre deux individus de races différentes deviennent importantes, en dépit de tout ce qui peut les opposer. Comme l'a souligné le penseur Pascal,

«Le cœur a ses raisons que la raison ne connaît pas» et pour lui faire écho, Thérèse Moukoury renchérit: «Avec l'amour tout change. Les possibilités, les résistances s'écroulent devant le désir».

«Les Couples Dominos», c'est l'aventure de cette rencontre entre Noirs et Blancs, que tant de choses séparent et qui, pourtant, au nom de l'amour, sont irrésistiblement attirés les uns vers les autres. Cette aventure, comme toutes les aventures humaines, comporte du bon et du mauvais. «Les couples dominos», constate l'auteur, réalisent une vie affective aussi solide, enrichissante, profonde ou aussi banale et lamentable que les autres couples du monde».

L'amour avec ses exaltations, ses contraintes et ses déceptions constitue la principale arme des couples dominos. Leur permettra-t-il de résister à l'obstination acharnée des préjugés, à l'hostilité de tant de conventions tenaces, de tenir tête aux assauts d'un environnement humain implacable? Epiés, observés sous tous les angles, les couples mixtes restent souvent des étrangers que les sociétés, même les plus généreuses, ont du mal à tolérer.

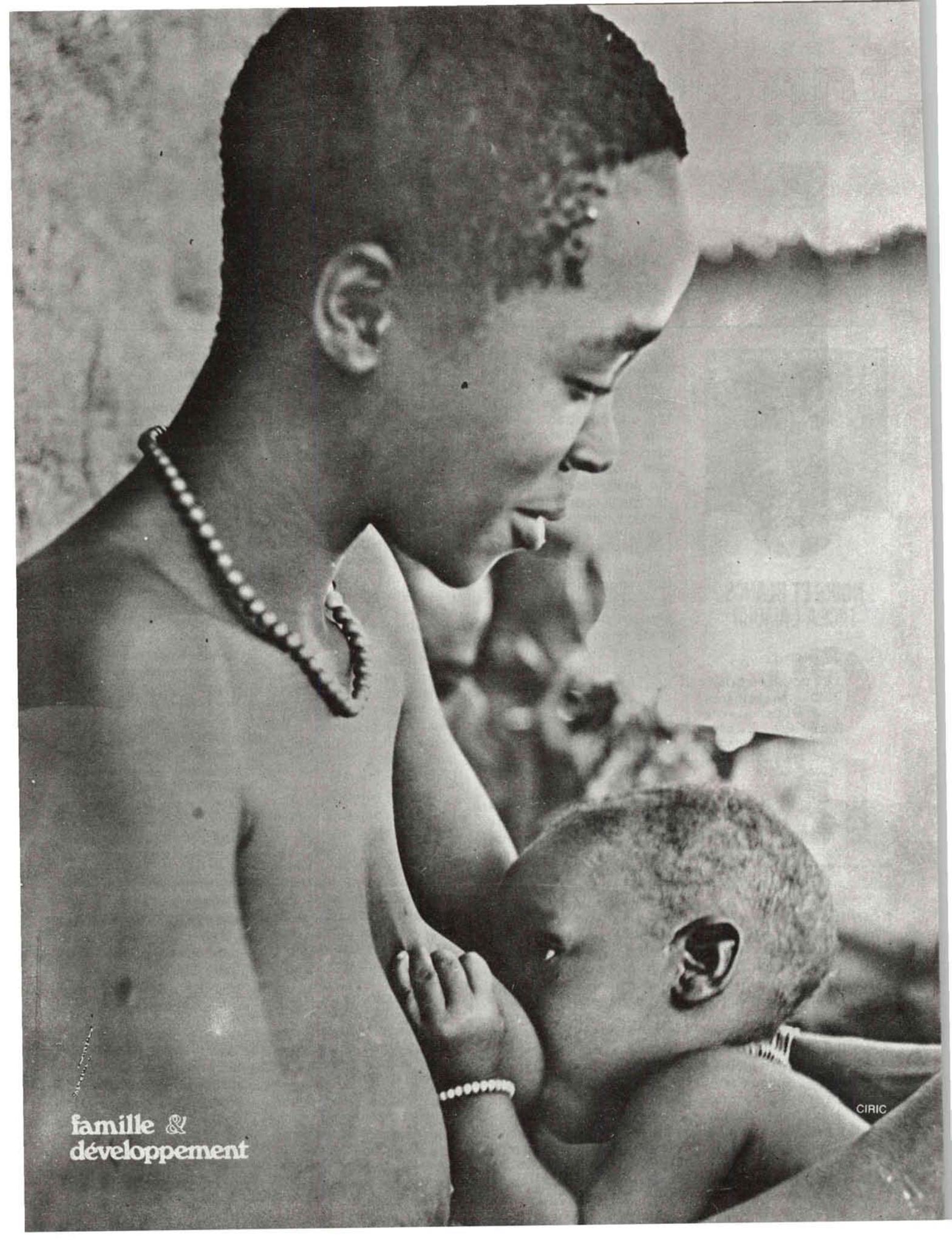
Les mentalités sont difficiles à faire bouger. Mme Moukoury le sait plus que quiconque, elle qui est mariée à un Français blanc. Son livre, sous des accents

de confidences, apparaît comme un traité de sociologie sans prétention sur la sexualité entre Noirs et Blancs, sujet passionnant, complexe et actuel. Avec un réalisme et une perspicacité remarquables qui n'ont rien à voir avec un certain exotisme douteux, l'auteur traite des sujets aussi divers que délicats. Jugez-en plutôt à travers les titres des chapitres: «L'amour interracial», «Le Noir vu par le Blanc», «Le Blanc jugé par le Noir», «Racisme et sexualité», «Les mythes de la sexualité nègre chez le Blanc», «Les causes des échecs», «Les enfants métis»... Avec tact et simplicité, mais aussi avec une patience obstinée, l'auteur part en guerre contre les vieux mythes têtus et irrationnels. Abrisés derrière nos certitudes confortables, nous n'avons même pas, le plus souvent, conscience de nos réflexes racistes.

Réflexion

Le réquisitoire très pertinent de Mme Moukoury nous concerne et nous interpelle tous: sommes-nous prêts à bâtir des sociétés sans racisme? A réduire la distance entre les races, tout en restant nous-mêmes? Autant de questions redoutables auxquelles il n'est pas aisé d'apporter des réponses simples. Le mérite de l'auteur sera en tout cas de nous inviter à la réflexion.

Diomasi BOMBOTE



famille &
développement

CIRIC



CIRIC



Il a fallu une évolution naturelle de plusieurs millions d'années pour que la femme développe ce produit aux propriétés exceptionnelles

Cet inimitable lait maternel !

Dans le n° 1 de F. & D., nous avons souligné les avantages de l'allaitement naturel sur l'allaitement artificiel. Quatre ans après, nous revenons sur cette question, pour deux raisons :

- Des recherches scientifiques très récentes, qui n'étaient pas disponibles lors de la rédaction du premier article, ont fait ressortir encore plus clairement la supériorité incontestable du lait maternel sur tous ses « concurrents » artificiels.
- Un nombre croissant de femmes africaines abandonnent l'allaitement naturel, alors que — Ô ironie — dans les pays industrialisés, les femmes reviennent de plus en plus à l'allaitement naturel. Ainsi en France, en 1972, seules 32% des femmes donnaient le sein à leur bébé, alors qu'en 1977, 51% le nourrissaient ainsi.



Dans ce premier article, nous soulignons que les avantages de l'allaitement naturel se situaient sur plusieurs plans :

- le lait maternel se digère beaucoup plus facilement;
- il ne coûte rien, contrairement aux laits artificiels qui sont très chers, (dans certains pays, le coût de l'allaitement artificiel peut représenter la moitié ou plus du salaire de base d'une famille pauvre). On a calculé qu'en Tanzanie, il suffisait que le pourcentage des mères qui allaitent baisse de quelques dizaines pour que



Le sein.
Dans le monde entier, la meilleure alimentation du bébé.

➤ les dépenses supplémentaires que représenterait l'achat de lait en poudre atteignent le montant du budget total du ministère de la Santé.

Ces dures réalités économiques devraient, pour le moins, faire réfléchir ceux de nos planificateurs qui sont moins sensibles à l'aspect sanitaire du problème de l'allaitement.

■ La succion des seins par l'enfant aide l'utérus de la mère à revenir à l'état normal;

■ l'allaitement naturel joue un rôle psychologique fondamental, (sécurisation de l'enfant, meilleur développement de ce dernier), à condition qu'il soit librement accepté par la mère. Un grand nombre de recherches menées ces dernières années ont souligné l'importance de ce

fait, qui aurait même des incidences au niveau de la formation de la personnalité;

■ le lait maternel contient des produits qui protègent l'enfant contre les infections;

■ il est, sur le plan de la nutrition, parfaitement adapté aux besoins de l'enfant.

Des nouvelles découvertes font ressortir les facteurs suivants :

Il y a 3 sortes de lait maternel

1 On distingue le colostrum, le lait dit de **transition** et le lait **mature** ou définitif. Le colostrum (sécrété du 1^{er} au 6^e jour) est moins riche en graisses et en lac-

tose (une sorte de sucre) que le lait mature, mais par contre il contient beaucoup de protéines et surtout des substances qui protègent le nouveau-né contre les infections.

Le **lait mature** que la mère produit dès le 4^e jour environ, varie d'un mois à l'autre, selon les besoins de l'enfant. Aucun lait artificiel ne peut, par définition même, varier de cette façon : sa production à l'échelle industrielle fait qu'il garde une composition inchangée.

Un lait qui varie d'heure en heure

2 Une découverte beaucoup plus frappante — et qui ➤ montre l'extraordinaire



L'allaitement artificiel a aussi un rôle

 La supériorité incontestable du lait maternel donné dans de bonnes conditions ne doit pas cacher le fait que l'allaitement artificiel a un rôle réel à jouer, même dans les pays du Tiers monde, pour plusieurs raisons :

1 Il arrive que certaines mères n'aient pas de lait (ou insuffisamment) ou qu'elles ne puissent pas allaiter pour des raisons médicales (maladie, abcès aux seins graves, etc.) et ne trouvent pas de nourrice. Dans ce cas, l'allaitement artificiel - que ce soit au biberon ou à la cuiller - permet de pallier cette incapacité.

2 Selon les Drs F & M. Guy : *«Il existe, cependant, des cas réels de sous-alimentation maternelle, voire de dénutrition, parfois sévère, plus ou moins chronique, dans certains pays en voie de développement. Que se passe-t-il alors ? En principe, la composition du lait reste relativement stable, et les femmes restent capables d'allaiter correctement, bien que le volume de lait soit en général diminué. Mais cette situation ne peut se prolonger longtemps et retentit, soit sur la santé de la mère, soit*

sur celle du nourrisson». Dans ces cas, l'allaitement artificiel peut avoir un rôle important, quoique temporaire, à jouer, pour éviter que la malnutrition ne se répercute sur la santé de l'enfant - sans parler de l'épuisement supplémentaire que représente, pour la mère, l'allaitement au sein.

3 Avant tout, il faut reconnaître que, tant que nos sociétés ne seront pas mieux organisées en vue de permettre aux mères qui travaillent de remplir leur rôle et de mère et de femme travailleuse (ouvrière, avocate, enseignante, etc.), un nombre important, et sans doute croissant, de jeunes femmes du milieu urbain auront recours à l'allaitement artificiel.

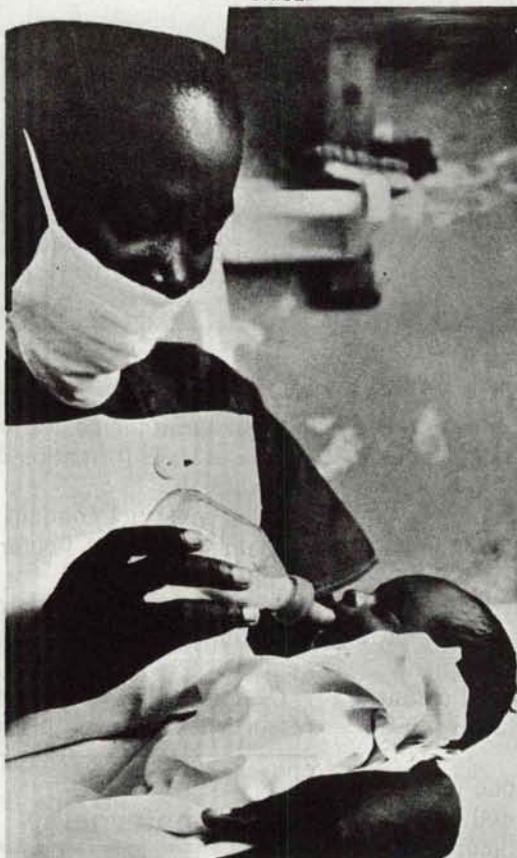
Les législations du travail de plusieurs pays africains prévoient, certes, le droit, pour les ouvrières, d'interrompre leur travail pour allaiter leurs enfants, mais cela implique entre autres que l'entreprise dispose d'une crèche, ce qui n'est presque jamais le cas. De telles crèches représenteraient d'ailleurs une lourde charge pour la grande majorité des entreprises de nos pays vu leurs

dimensions souvent modestes (il s'agit souvent d'entreprises familiales). Et imagine-t-on une avocate interrompre sa plaidoirie pour donner le sein, ou une étudiante allaitant son enfant au milieu d'un examen ?

L'émancipation de la femme implique la possibilité, pour celles qui estiment ne pas pouvoir, ou ne pas vouloir, combiner une activité de travail avec l'allaitement au sein, de

nourrir leur bébé autrement. Il conviendrait néanmoins que les ministères de la Santé de nos pays, en collaboration avec ceux de l'Education nationale, de l'Information, des Affaires sociales et autres, entreprennent des campagnes d'information, et pour encourager l'allaitement naturel, et pour apprendre aux mères à se servir correctement du biberon quand

UNICEF



Entre la douceur du sein maternel et cette bouteille antiseptique, aucun bébé n'hésiterait.

Et pourtant...

l'allaitement au sein n'est pas possible. La législation devrait imposer aux entreprises ayant un nombre donné d'employées de sexe féminin la création de crèches, avec, dans les pays où ce n'est pas encore autorisé, la possibilité, pour les mères, d'allaiter leurs enfants pendant les heures de travail, et ce sans perte de rémunération. De plus, les fabricants de lait en poudre devraient être mis dans l'obligation de verser un certain pourcentage de leurs recettes à une action éducative auprès du grand public. On nous rétorquera que de telles mesures sont impensables, qu'elles créeraient des précédents, etc. Après tout, pourquoi alors ne pas imposer une telle obligation aux compagnies pharmaceutiques et aux fabricants de produits de beauté, par exemple ? Nous pensons justement que de telles mesures devraient être envisagées ! Autrement dit, les fabricants de produits dont une mauvaise utilisation peut compromettre gravement la santé publique d'un pays, (cas du lait en poudre), devraient être dans l'obligation légale de promouvoir sa bonne utilisation. Que l'on fasse des bénéfices, nous voulons bien (dans certaines limites à définir). Mais pas à nos dépens, ni à n'importe quel prix !

N.B. - Aucun passage de cet article ne peut être cité à des fins publicitaires en vue de promouvoir l'allaitement artificiel.



Hoa-Quai

Il faut une législation du travail qui permette aux femmes travailleuses d'allaiter sur les lieux du travail.

↳ adaptabilité du lait maternel aux besoins de l'enfant — est que la composition du lait maternel varie même d'une heure à l'autre. Ainsi, le taux de graisses contenu dans le lait est moins élevé pendant la nuit que pendant le jour. Pendant la tétée même, la composition du lait varie encore : ainsi le taux de graisses est quatre fois plus élevé à la fin de la tétée qu'au début. On suppose que ce changement explique le mécanisme de la satiété, c'est-à-dire pourquoi le bébé arrête de téter. Souvent, il recommencera si la mère lui présente l'autre sein, car le lait de ce dernier sera beaucoup plus fluide. Après avoir « mangé », le bébé peut « boire ».

Mais attention : ces qualités du lait maternel ne se manifestent plei-

nement que chez des mères en bonne santé. Chez des mères malades, anémiques, malnutries, il est évident que la qualité du lait maternel s'en ressentira — et que ce dernier sera de qualité parfois très inférieure. La conclusion qu'on en tirera n'est pas, bien sûr, la nécessité de vulgariser l'allaitement artificiel, mais bien, (cf. l'éditorial), la nécessité d'une meilleure alimentation des populations.

Il va de soi que cette étonnante «souplesse» du lait maternel, qui s'adapte de minute en minute aux besoins du corps, aucun lait artificiel ne peut même s'en approcher, même pas les meilleurs laits artificiels dénommés abusivement laits «maternés».

Un lait mieux adapté et plus riche

3 La supériorité du lait maternel se manifeste sur de nombreux autres plans. Ainsi, tout autre lait contient certains acides dits acides gras, qui sont difficilement digestibles par le nourrisson. Or, les acides gras du lait de vache, (qui constitue la base de tous les laits artificiels), sont plus difficiles à digérer par le bébé que ceux de sa mère. Pour une même quantité de lait, il y a, avec le lait de vache, une perte de calories que l'enfant doit compenser en absorbant des quantités plus importantes de protéines et de sels mi-



Quel horaire adopter ?



UNICEF

L'allaitement maternel à la demande
Une meilleure réponse de la mère.

Des recherches menées récemment, et rapportées dans un journal médical britannique, tendent à confirmer que l'allaitement à la

demande - c'est-à-dire que la mère offre le sein quand le nourrisson le désire - pratiqué depuis toujours en Afrique, serait supérieur aux horaires rigides. Selon ces

recherches, c'est en quelque sorte le sein qui indiquerait sa disponibilité à être tété par l'enfant par des éjections spontanées de lait. Les horaires imposés, quasi

militaires dans leur fixité, inhiberaient le déclenchement de ce mécanisme. Selon d'autres chercheurs, l'allaitement sur demande permet une participation active de

l'enfant et influe positivement sur le développement de sa personnalité. Les docteurs François et Michèle Guy, de l'IREC, écrivent à ce sujet :

«La mère respectera donc, pendant l'allaitement, cette initiative de l'enfant. Le retour de l'allaitement à la demande, avec liberté des horaires, des rations, de la durée des tétées, tient en partie à la redécouverte de ces évidences, ce qui favorise d'ailleurs une meilleure réponse de la mère : les «montées de lait» sont beaucoup plus satisfaisantes. D'aucuns s'inquiètent néanmoins des «mauvaises habitudes» et des exigences du nourrisson à la demande, connaissant d'autre part la nécessité des frustrations dans le développement de la personnalité de l'enfant. Il ne semble pas que ces inquiétudes soient fondées. La mère ne pourra, de toute façon, satisfaire sur l'heure tous les besoins de l'enfant. Quant aux horaires, la mère et l'enfant les établiront bientôt, et facilement, d'un mutuel accord». (1)

(1) Les Drs François et Michèle Guy ont publié un dossier de 48 p. sur l'allaitement maternel intéressant avant tout le public de formation médicale (infirmiers, sages-femmes, etc). On peut l'obtenir sur demande, contre versement de 12 FF ou 600 CFA (expédition par vole aérienne) auprès de l'éditeur : I.R.E.C., 16 Place Notre Dame 38.000 Grenoble, France (mandat-carte International).

néraux. (Mais ce dernier point, il faut le reconnaître, ne fait pas l'unanimité des spécialistes et son importance est certainement secondaire). Ce qui est certain par contre, c'est que le lait de vache contient plus de sels minéraux. Or, cette concentration peut conduire à une certaine déshydratation vu que le bébé doit dégager plus d'eau pour éliminer ces sels inutiles. C'est un aspect à ne pas négliger, surtout dans des pays où la déshydratation est un des problèmes majeurs de la petite enfance.

Le lait maternel contient aussi 30 à 40 fois plus de taurine, un produit dont on suppose qu'il joue un rôle dans le développement du cerveau. Il existe encore d'autres différences, au niveau de la composition des deux laits, trop nombreuses à mentionner, et qui soulignent à chaque fois la supériorité du lait maternel.

Un système de défense unique

1 Des recherches menées en Inde par des chercheurs suédois ont fait ressortir à quel point les mécanismes de l'allaitement naturel sont riches, variés et ne cessent d'étonner les scientifiques.

Le lait maternel fournit, entre autres, au bébé, des anticorps — substances créées par l'organisme pour l'aider à se défendre contre les agressions extérieures venant des bacilles, bactéries ou virus — surtout dans les premiers mois de la vie, lorsque le nourrisson n'a pas encore mis au point son propre système de défense.

L'équipe de chercheurs en question a remarqué que le nombre d'anticorps qui luttent contre le bacille du choléra augmente chez les femmes qui allaitent, dès l'apparition du bacille en question dans le milieu environnant, et ce avant même le déclenchement de l'épidémie. A tel point «qu'on envisage d'utiliser cette mesure du taux d'anticorps pour prévoir l'arrivée des épidémies» selon la revue *Science & Avenir*.

«Inimitable» : pourquoi ?

2 Pourquoi le lait maternel est-il inimitable ? Mieux, pourquoi ne pourra-t-il



Enfin du concret



Au moment de mettre sous presse, nous avons lu dans la revue *Idees & Action* (FAO, Rome) n° 120 - 1/1978, la lettre suivante que nous reproduisons telle quelle :

«... A la suite de sa décision de restreindre la publicité des produits alimentaires destinés aux nourrissons, la Papouasie Nouvelle-Guinée a pris d'autres mesures pour lutter contre les effets nocifs de l'alimentation au biberon.

En février 1977, le Parlement a passé une loi pour interdire la vente libre des biberons et tétines. Désormais, ces articles ne seront vendus que

sur ordonnance délivrée par une pharmacie ou un hôpital. Pour obtenir une ordonnance, une mère doit prouver que :

- elle a les connaissances nécessaires et la possibilité de préparer pour son bébé un aliment hygiénique, à la dose requise;

- elle a les revenus suffisants pour acheter la quantité de lait nécessaire régulièrement, outre la possibilité de satisfaire les besoins du reste de la famille.

Les recherches effectuées à Port Moresby ont révélé que les niveaux cliniques de malnutrition sont sept fois plus élevés chez les bébés nourris au biberon que chez

ceux qui sont nourris au sein.

Nous croyons que la Papouasie Nouvelle-Guinée est le premier pays à prendre de telles mesures pour contrôler la vente de ces produits, et nous accueillerons volontiers toute demande d'information concernant la législation en la matière».

J.N. Lambert,
Nutritionniste,
National Planning
Office, Post Office
Wards Strip, Port
Moresby, Papouasie
Nouvelle Guinée

F & D : La Papouasie se trouve à l'Est de l'Indonésie et au Nord de l'Australie.

jamais être imité par les laits artificiels ?

- Dans l'immédiat, il ne peut être imité parce qu'on le connaît encore mal. Or, on ne peut imiter les propriétés d'un produit dont on connaît mal et la composition, et le mode de fabrication.

- Il a fallu une évolution naturelle de plusieurs millions d'années pour que la femme développe ce produit aux propriétés exceptionnelles qu'est le lait maternel. Si le lait de vache pouvait indifféremment être substitué au lait maternel, la nature ne se serait pas donnée tant de peine pour les différencier.

- Nous avons vu que le lait maternel évolue d'heure en heure et même de minute en minute. Par définition, les laits artificiels, dont la formule est rigide, ne pourront jamais avoir cette souplesse.

- Certaines particularités de l'allai-

tement résultent de l'échange même entre la bouche de l'enfant et le sein maternel : ce serait le cas des anticorps contenus dans le sein maternel, qui protègent l'enfant contre certaines infections. Un tel échange ne peut pas se produire entre le nourrisson et un biberon fait d'une matière inerte.

La revue «*Science & Avenir*» a trouvé une formule heureuse pour souligner le rôle prédominant du lien affectif entre la mère et l'enfant (et qui doit rassurer celles qui sont, pour une raison ou une autre, obligées d'utiliser le biberon) : «Un biberon donné avec amour vaut mieux qu'un sein concédé avec regret».

Mais le meilleur de tous — même les fabricants de lait en poudre le concèdent — **C'EST LE SEIN DONNE AVEC TENDRESSE ET AMOUR !**

F et D



Un exemple à suivre

aux anticorps, aux lysosymes - assure au bébé nourri au sein une protection irremplaçable contre la maladie.

Ceci est réellement remarquable. En effet, voici un organisme qui vend du lait en poudre et qui, sur chaque boîte vendue, donne une information claire et scientifiquement exacte sur la supériorité du lait maternel.

Depuis plusieurs années, et en l'absence d'une information adéquate du public, l'extension de l'allaitement artificiel dans le Tiers monde fait des ravages sur le plan de la santé. C'est une cause importante de mortalité infantile, comme certaines des plus hautes sommités de la pédiatrie mondiale l'ont reconnu, (voir F & D n° 8, la rubrique «Comment élever nos enfants» sur les dangers de l'allaitement artificiel, dû au fait que nombre de mères ne savent pas préparer le biberon correctement et que le lait en poudre est trop cher).

Pourquoi les autres pays africains ne suivraient-ils pas l'exemple de l'Algérie, en imposant un texte analogue à tous les fabricants de laits artificiels ?

Mieux encore, pourquoi ces derniers, qui proclament à qui veut l'entendre leur souci du bien-être des mères et des enfants du Tiers monde, n'adopteraient-ils pas d'eux-mêmes un texte similaire ? Ce serait pour eux une façon de prouver leur bonne foi, que tant de pédiatres à l'œuvre dans le Tiers monde remettent en cause ouvertement.



En arabe et en français...



Depuis plusieurs années, en Algérie, les principaux circuits de commercialisation sont sous le contrôle de l'Etat, par l'intermédiaire de l'ONACO (Office

national de commercialisation). C'est l'ONACO notamment, qui importe des Pays-Bas, le lait en poudre vendu en Algérie sous l'étiquette de cet organisme. Or, sur toutes les boîtes

de lait en poudre vendues en Algérie on trouve l'inscription suivante, en arabe et en français :

«Ce que vous devez savoir : les laits en poudre préparés industriellement ne

peuvent remplacer le lait maternel qui reste inimitable. Outre ses qualités alimentaires, seul le lait maternel possède un pouvoir anti-infectieux. Cette propriété -, dûe



**famille &
développement**

B.P. 11 007 CD Annexe
Dakar, Sénégal



Monsieur Arthur Furer,
Administrateur délégué,
Société des Produits Nestlé, S.A.,
Avenue de Nestlé 55,
1800 - Vevey,

S U I S S E

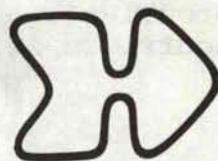


PAR A
BY AIR

Lettre ouverte à «Nestlé»

La Compagnie Nestlé, une multinationale avec des succursales dans près d'une centaine de pays, se place en tête pour la vente de lait en poudre dans le Tiers monde. En Afrique francophone au Sud du Sahara, région que recouvre notre revue, ce fabricant est en position de quasi monopole. Qui dit lait en poudre, dans la région, dit en général Nestlé.

Il était donc normal que «FAMILLE et DEVELOPPEMENT» adressât la lettre suivante à l'administrateur-délégué (poste équivalent à peu près au poste de directeur ou de PDG) de cette compagnie, plutôt qu'à un autre fabricant de lait en poudre.





famille &

développement

Adresse Postale :

B.P. 11.007 C.D. Annexe

Dakar, Sénégal

Télégramme : RECENTRE, Dakar

Dakar, le 28 Décembre 1978

Bureaux et Rédaction :

66, Avenue de la République Dakar

Tél. 203-64 et 206-04

Monsieur Arthur Furer,
Administrateur délégué,
Société des Produits Nestlé, S.A.,
Avenue de Nestlé 55,
1800 Vevey, Suisse

Monsieur l'Administrateur délégué,

Il y a quelques années, votre compagnie intentait un procès à un groupe tiers mondiste suisse qui l'accusait d'accroître la mortalité infantile dans le Tiers monde par des pratiques commerciales (vente de lait en poudre pour nourrissons) qualifiées par un certain nombre d'observateurs d'éthiquement douteuses, ce que votre société a toujours vigoureusement contesté.

Tout au long du procès, les avocats et représentants de la compagnie Nestlé ont protesté de la bonne foi de cette dernière, soulignant que l'activité de votre compagnie était dans l'intérêt des populations concernées, et que Nestlé faisait de son mieux pour éclairer le public intéressé.

Nous nous sommes fort réjouis de lire la pleine page de publicité des Sociétés Nestlé-Guigoz dans "Le Monde", de Paris, du 10 mai 1978, et dans laquelle les qualités "inimitables" du lait maternel étaient clairement mises en évidence. Nous reproduisons cette publicité dans l'étude ci-jointe.

Dans cette même étude, nous évoquons le cas de l'Algérie qui nous paraît exemplaire à cet égard. En effet, toutes les boîtes de lait en poudre vendues dans ce pays portent la mention suivante en français et en arabe : "Ce que vous devez savoir : Les laits en poudre préparés industriellement ne peuvent remplacer le lait maternel qui reste inimitable. Outre ses qualités alimentaires, seul le lait maternel possède un pouvoir anti-infectieux. Cette propriété, due aux anti-corps - aux lysosymes - assure au bébé nourri au sein une protection irremplaçable contre la maladie."

...2

FAMILLE & DEVELOPPEMENT, qui est une des revues les plus vendues et lues en Afrique francophone (300 000 à 400 000 lecteurs) se permet de vous suggérer les deux actions suivantes :

1. Imprimer sur toutes les boîtes de lait en poudre et de lait concentré commercialisées dans le Tiers monde par votre société un texte analogue à celui qui est imprimé sur les boîtes de lait commercialisées par l'ONACO en Algérie.
2. Passer dans une série de journaux et revues africaines des textes publicitaires de la même nature que celui passé par les soins de Nestlé-Guigoz dans "Le Monde", faisant état de la supériorité du lait maternel sur les laits artificiels.

En effet, l'effet éducatif ainsi réalisé pour informer l'élite européenne, où l'allaitement maternel est de nouveau en hausse, est encore beaucoup plus urgent dans le Tiers monde, où nous mesurons quotidiennement les effets dramatiques de la diminution de l'allaitement maternel.

Ces deux actions permettraient à la Société des Produits Nestlé de prouver concrètement sa bonne foi, dans le domaine de la commercialisation du lait en poudre en Afrique.

Les nombreux lecteurs africains de FAMILLE & DEVELOPPEMENT attendent, avec l'espoir de lire bientôt sur vos boîtes de lait en poudre, la réponse positive et concrète de votre société.

Dans l'attente de vous lire, nous vous prions d'agréer, Monsieur l'Administrateur délégué, l'assurance de toute notre considération.

PP/And

**famille &
développement**

De vous
à nous...

SONDAGE

... en toute
liberté



Ibrahima Mbodj

Ce que vous pensez de F et D

«Vous êtes mon meilleur docteur»
«Des idées vues sous un angle trop simpliste»
«Un diagnostic lucide et serein»
«Allez plus souvent en milieu rural»

Nos lecteurs nous éduquent

Le n°. 14 de *F&D* (avril 1978) contenait un questionnaire que nous demandions à nos lecteurs de remplir et de nous retourner.

Au moment où ces lignes sont écrites (septembre 1978), nous continuons à recevoir des réponses à ce dernier ! Néanmoins les tendances sont si nettes, si claires, que quel que soit le nombre de réponses que nous recevront dans l'avenir, il est exclu que les résultats que nous rapportons ici soient sensiblement modifiés. Les résultats suivants portent sur le dépouillement de 520 questionnaires reçus entre le 1^{er} mai et le 30 septembre 1978, en provenance de 18 pays africains, sans parler de pays d'Europe ou d'Amérique du Nord, (France, Canada, RFA, etc...)

Comme le souligne le titre de cet article, ce sondage constitue pour la rédaction un processus éducatif précieux. Nous avons été particulièrement encouragés par le soin que la plupart des lecteurs ont mis à nous répondre - certains allant jusqu'à nous écrire des lettres de plusieurs pages, (la palme étant détenue par un jeune élève, Abass Diatta, qui, en plus d'une lettre de 5 pages ajoutée au questionnaire, nous a envoyé une lettre de 16 pages sur différents thèmes, dont l'émigration rurale).

Pour assurer au dépouillement l'objectivité nécessaire, **Famille & Développement** a demandé à un sociologue Rwandais n'ayant aucune attache avec l'équipe de *F&D*, **Emmanuel Ngiriye**, de procéder au dépouillement des 520 réponses reçues avant le 30 septembre.

Qui nous a répondu ?

 Ceux d'entre vous qui nous ont répondu, comme dans toutes les enquêtes de ce genre, ne sont pas, par définition,

De vous
à nous...

SONDAGE

... en toute
liberté

représentatifs des 350 000 à 400 000 lecteurs (chiffre minimum pensons-nous) que doit compter la revue en Afrique. Par un processus propre à ce genre d'enquête, ceux qui nous ont répondu se trouvent être les lecteurs :

1 qui sont les plus motivés (mais justement à cause de cela leurs réponses ont une réelle valeur, car ils pèsent ce qu'ils disent).

2 qui ont l'habitude d'écrire. En effet, certains lecteurs nous ont fait savoir qu'ils lisaient *F&D* à des personnes non alphabétisées. Or, ces dernières pouvaient difficilement répondre. Ainsi, tel jeune étudiant sénégalais nous écrit : «*Toute ma famille se réunit autour de moi pour écouter religieusement la traduction en wolof des rubriques qui les intéressent*».

Nous avons reçu des lettres de chômeurs, de paysans, d'ouvriers, de mères de famille, etc... On sentait souvent que la rédaction des réponses en français avait représenté un immense effort pour tel paysan ou apprenti. Par contre, nous n'avons pas été surpris du nombre très élevé d'enseignants qui nous ont répondu, et qui représentent environ un tiers de ceux qui nous ont renvoyé le questionnaire. Cela nous a d'ailleurs vivement réjoui et a confirmé ce que nous pensions, à savoir que *F&D* est un véritable instrument de travail pour beaucoup d'enseignants. Néanmoins, nous ne pensons pas

famille et développement

numéro 1

janvier 1975



famille et développement

numéro 2

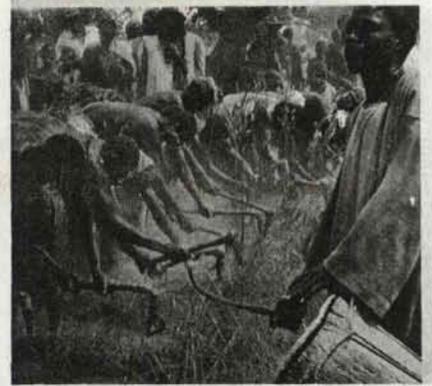
avril 1975



famille et développement

numéro 3

juillet 75



L'opinion de la « population réelle »

que les enseignants représentent réellement un tiers de nos lecteurs. En termes statistiques, on dira donc que les enseignants sont « sur-représentés » dans l'échantillon de ceux qui nous ont répondu, de même que les paysans et ouvriers sont probablement sous-représentés, c'est-à-dire le nombre réel de paysans et d'ouvriers, parmi nos lecteurs, est plus élevé que ne le laisse entendre le nombre de réponses reçues.

3 qui se trouvaient à proximité d'un bureau de poste, qui pouvaient acheter l'indispensable timbre-poste, etc... En effet, pour certains lecteurs en milieu rural, la poste la plus proche peut se trouver à des dizaines de kilomètres. Pour d'autres (chômeurs, élèves, agriculteurs) même l'achat d'un timbre est une dépense devant laquelle on hésitera. Néanmoins, le fait que 88% de ceux qui nous ont répondu sont des hommes détruit le mythe entretenu par certains, et selon lequel F & D serait un journal lu surtout par les femmes.

Les jeunes sont aussi très fortement représentés : 79% de ceux qui nous ont répondu ont moins de 30 ans. Cela est réjouissant, si l'on pense que ce sont surtout les jeunes qui construiront l'Afrique de de-

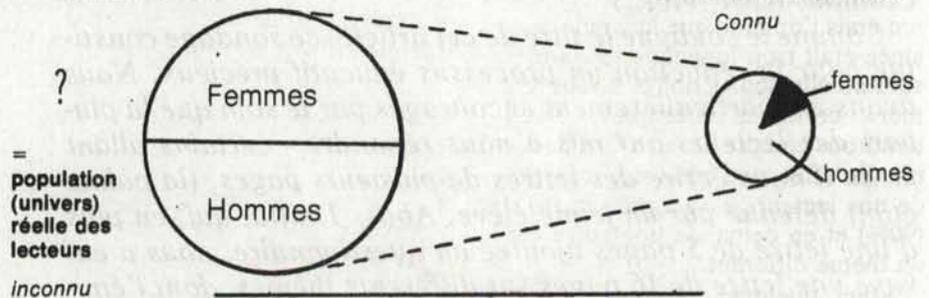
main. (Dans beaucoup de nos pays, 50% de la population totale environ a moins de 20 ans).

Tous ces facteurs, et d'autres encore, expliquent pourquoi les réponses que nous avons reçues (et qui représentent ce qu'on appelle en sta-

tistique un « échantillon de lecteurs ») ne reflètent pas exactement les opinions de l'ensemble de ces derniers, (en statistique on parlera de « population réelle »). Ceci peut s'illustrer à l'aide d'un schéma très simple.

Les lecteurs de F et D selon le sexe

Les lecteurs qui ont répondu selon le sexe



Lorsque vous vous placez devant un miroir, ce dernier reflète exactement votre image, dans ses moindres détails. Ce n'est pas le cas des enquêtes de ce genre, où les réponses ne reflètent jamais exactement l'opinion de la « population réelle » (ici nos 300 000 à 400 000 lecteurs).

Mais cela ne veut pas dire pour autant que les réponses soient, forcément moins valables. Au contraire, nous pensons que le fait que ce soient les lecteurs les plus motivés qui aient répondu est très précieux. L'opinion d'un enseignant qui se sert de F & D pour ses cours et fait

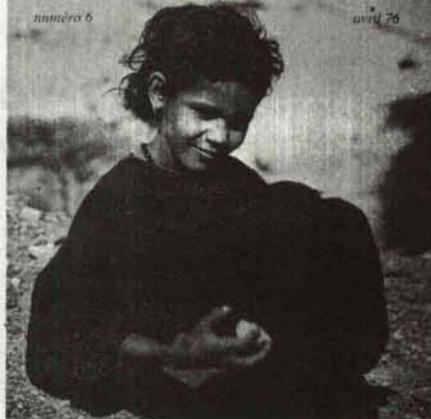
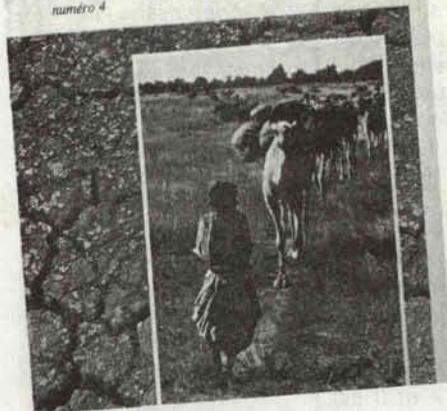
lire son exemplaire à ses 40 élèves nous semble plus importante que celle d'un lecteur qui lit la revue occasionnellement et de façon superficielle.

Qu'avez-vous répondu ?

Examinez vos réponses en suivant l'ordre des questions sur le questionnaire :

Questions sur la bande dessinée (1)

La bande dessinée a été approu-



La B.D. adoptée par 90 % de nos lecteurs

vée, souvent de façon enthousiaste, par 91% (9/10è) de nos lecteurs. Moins de 5% des lecteurs ont estimé qu'elle n'avait pas sa place dans F et D, le solde des réponses provenant de lecteurs indécis. Très peu de lecteurs (moins de 4%) ont trouvé la bande dessinée difficile à comprendre.

Néanmoins, beaucoup de lecteurs ont émis l'opinion que la bande dessinée était trop longue, dans la mesure où elle nous a obligé à «supprimer» certaines rubriques. Nous tiendrons compte de cet avis à l'avenir. En effet, une très forte majorité de nos lecteurs a «adopté» la B.D. (90%) et en demande une autre sur un thème différent.

Voici quelques réponses représentatives :

«Nous accueillerons avec joie d'autres BD car elles sont claires, simples, bien accessibles».

(Elève d'une école des PTT, 25 ans)

«Je ne pense pas que vous puissiez en dessiner une autre aussi révolutionnaire. Cette bande résume la vie et l'histoire de tous les citoyens du Tiers monde».

(Elève, 20 ans)

«Un diagnostic lucide et serein, établi sans complaisance. Ni volonté d'alarmer le patient, ni souci de le tranquiliser. Seule la détermination de lui signifier sa souffrance

en vue d'une éradication définitive de la maladie.

(Professeur de lycée, 29 ans)

«Elle a voulu tout embrasser, sans atteindre son but : idées inachevées, parfois vues sous un angle trop simpliste».

(Etudiant en médecine)

«Un véritable chef-d'œuvre d'analyse des structures de notre société et de son histoire».

(Etudiant)

«C'est une bonne méthode d'enseigner l'histoire tout en divertissant l'enfant».

(Enseignant, 28 ans)

Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans F & D ?

La plupart des lecteurs ayant mentionné plusieurs rubriques ou qualités, cette question ne sera pas présentée en pourcentages, mais simplement par ordre de préférence des rubriques. Le dépouillement du sondage ne laisse aucun doute quant à l'impact des 4 articles sur la sexualité. Si un seul lecteur nous reproche d'avoir trop parlé de sexualité, 144 lecteurs se déclarent satisfaits par ces articles.

Là-dessus rien de surprenant étant donné l'âge jeune de ceux qui

nous ont répondu, et surtout l'absence presque totale d'une éducation sexuelle digne de ce nom, que ce soit dans la famille ou à l'école. «Grâce à F & D, le sexe n'est plus tabou» s'écrie un élève de 22 ans.

«Les articles sur la sexualité sont les premiers que je lis. Car seule, parmi toutes les revues, F & D a choisi de traiter ce sujet à fond, d'une façon simple et accessible au public, en le dépouillant des mythes qui l'entourent» ajoute un autre, (Cadre PTT).

L'impact pratique de ces articles au niveau du comportement des lecteurs ressort clairement dans le commentaire d'un jeune aide-comptable de 30 ans : *«Je ne vous fais pas de flatteries, mais F & D vaut mieux que beaucoup de parents, et je dois vous avouer, surtout depuis les articles sur la sexualité, qu'un climat de vrai amour et de confiance règne chez moi entre ma femme et moi».*

Parmi les qualités de la revue mentionnées par les lecteurs, l'objectivité, la simplicité, la véracité et la clarté reviennent le plus souvent.

Ordre de préférence des rubriques

1. Education
2. Santé

Combien êtes-vous ?

⊗ Dans le petit lexique économique de F et D de juillet 1978 on peut lire cette situation du statisticien français Alfred Sauvy : *«Les statistiques sont des êtres sensibles, délicats, qui, soumis à la torture, livrent des aveux conformes aux désirs du bourreau.»* Cela est particulièrement vrai du cas précis qui nous intéresse ici. La plupart des chiffres portant sur le nombre de lecteurs cités par beaucoup de revues, et qui le sont à des fins commerciales, sont hautement fantaisistes. Cela est d'abord dû à

une question de définition : que signifie «lire un journal, une revue ? En lire la moitié ? Un article ? Parcourir les pages en diagonale ? Dès qu'on se penche sur la question, on voit que les statistiques des lecteurs sont comme le bikini proverbial : *«Ils dévoilent beaucoup, tout en cachant l'essentiel.»*

En fait, une réponse précise à la question portant sur le nombre de personnes qui lisent chaque exemplaire de F et D semble très difficile à donner. Tout au plus les remarques des lecteurs nous permettent de réaliser que F et D circule *beaucoup*, est lu *avidement*, est commenté et discuté

en famille, en groupe d'amis. On ne peut en dire plus avec certitude.

Ainsi, sur 481 personnes à avoir répondu à la question 8 sur le nombre de lecteurs, un certain nombre affirment que «beaucoup» de gens lisent leur exemplaire de F et D. *«Mon exemplaire circule parmi beaucoup de gens et se perd même si je n'arrive pas à contrôler le circuit.»*

Un étudiant de 20 ans nous écrit : *Tous les copains qui n'ont pas le moyen de s'en procurer le lisent - et les copains, on ne les compte pas. Cela est si vrai que je n'ai*

conservé aucun numéro.»

Un jeune comptable de 28 ans nous écrit : *«Ma maison est un lieu de regroupement pour jeunes fonctionnaires. Je paie, à chaque parution, deux numéros afin de permettre à ceux-ci d'en parler pendant les discussions.»*

Un professeur de 28 ans d'enchaîner : *«Difficile à dire (le nombre de lecteurs). Dès que je la passe à un copain, elle ne me revient presque jamais, ou dans un très mauvais état. Votre revue se lit très bien.»*

La réponse la plus

objective nous semble celle de cet agent des PTT qui répond : *«Je ne pense pas pouvoir déterminer le nombre de lecteurs, car très souvent, après avoir défini de lire F et D, je ne le retrouve pas, il circule de main en main.»*

F et D se lit, et se lit bien. Pour les 2 lecteurs qui ne passent «leur» copie de F et D à personne, tant ils craignent de la perdre : *«Je ne le partage pas, pour ne pas l'abîmer. Pour moi, F et D est de l'or. Il me modèle, m'éduque, me console»* écrit un séminariste catholique de 8 ans) une grande majorité le partage largement et il semblerait que la plupart le lisent ou le commentent en groupe.

Dans une famille, chaque trimestre on achète au moins 3 F et D» dit un père de famille.

Un élève de 21 ans

nous écrit : *«Mes copains et mes sœurs, qui n'ont pas la possibilité de s'abonner ou d'acheter la revue, sont très vigilants concernant la sortie de chaque numéro. Nous la lisons ensemble et régulièrement en faisant beaucoup de commentaire.»*

«En fait beaucoup de personnes lisent mon exemplaire, car je le mets toujours dans la bibliothèque dont l'accès est ouvert à tout le monde. Et chaque week-end nous choisissons un thème de discussion dans F et D» : Un enseignant, 29 ans.

Le dépouillement des réponses (sans compter ceux qui ont répondu «beaucoup») donne une moyenne de plus de 2 lecteurs par numéro de F et D.

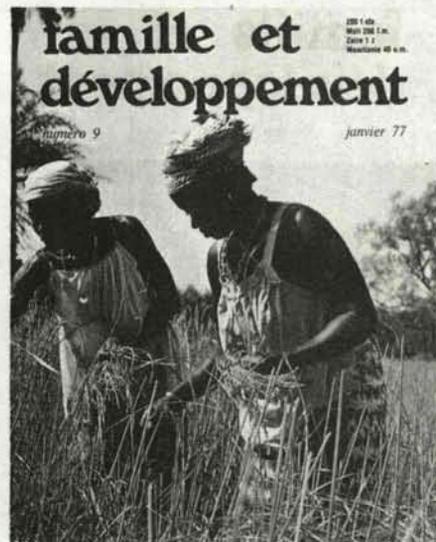
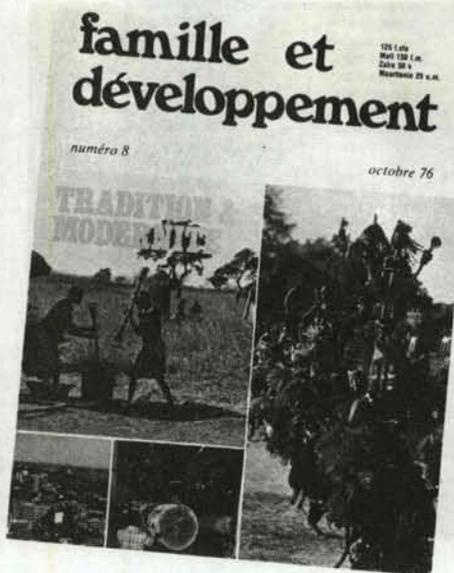
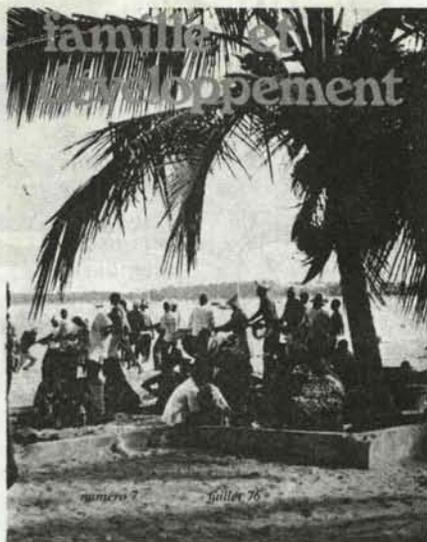
Cela peut paraître élevé, mais ce n'est pas invraisemblable quand on sait qu'il arrive que F et D soit lu et commenté à haute voix en classe par un enseignant. Un membre de notre rédaction est arrivé une fois à l'improviste dans une école de formation où une soixantaine de jeunes sages femmes lisaient et discutaient l'article sur l'excision.

Mais, une fois de plus, et contrairement à ce que croient ceux qui sont des adorateurs du «Grand Fétiche du Nombre», il est presque impossible de déterminer le chiffre exact - ou même approximatif - des lecteurs d'un journal.

En effet, ce dernier n'est pas une donnée objective fixe mais dépend de la définition même que l'on donne du mot «lire».



«F et D» est lu avidement, est commenté et discuté en famille...»



Une périodicité trop espacée

3. Développement
4. Informations scientifiques
5. Editorial
6. Famille
7. Revue de presse
8. Question du lecteur
9. Petit lexique économique et Jeunes
10. Livres
11. Divertissements.

Comme on le voit, la rubrique la plus populaire est celle qui a traité l'éducation, suivie des rubriques sur la santé, le développement, et, en bonne 4^e position, les informations scientifiques. Nous avouons que le succès qu'ont connu ces dernières nous a surpris et réjouis en même temps. Surpris parce que les informations scientifiques nous semblaient devoir être lues avant tout par une certaine catégorie de lecteurs, alors que le contraire semble le cas; réjouis parce que cela témoigne de la curiosité intellectuelle des lecteurs, et de leur ouverture d'esprit.

Le manque d'intérêt pour les livres tient, peut-être, au fait que beaucoup de lecteurs ont de la peine à se les procurer. Quant aux divertissements, comme le disent certains lecteurs, ils n'achètent pas F& D pour s'amuser !

«La rubrique Divertissements occupe une place pour rien. Si ça ne

dépendait que de moi, je la supprimerais au bénéfice de la sexualité» s'exclame un élève voltaïque.

Conclusion pour nous : nous allons tâcher d'introduire une plus grande variété, et dans les livres que nous proposerons à nos lecteurs, et dans le contenu de la rubrique Divertissements (nos lecteurs auront déjà remarqué le changement depuis le n° 15). Quoiqu'il soit toujours un peu hasardeux d'interpréter des données de ce genre, on peut supposer (et certaines réponses l'indiquent), que la popularité relative des rubriques ayant trait à la santé découle du fait qu'elles permettent une amélioration de la qualité de la vie. Comme l'écrit un lecteur : «Voici un peu plus d'un an que je lis régulièrement le journal F& D, et depuis lors j'ai constaté une nette amélioration de mes connaissances sanitaires. Pour cela, permettez-moi de transmettre mes félicitations et mes encouragements les plus sincères pour le travail combien gigantesque que vous êtes en train de déployer pour le bien-être de l'Afrique». Ou, comme le dit un jeune boulanger : «Vous êtes mon meilleur docteur». Quelques opinions supplémentaires permettent de mieux savoir ce que les lecteurs apprécient dans la revue :

Une secrétaire de 27 ans apprécie F& D pour «sa volonté de ne pas se

cantonner aux normes requises et son souci de permettre au lecteur de faire sa propre analyse et de pouvoir tirer ses propres conclusions».

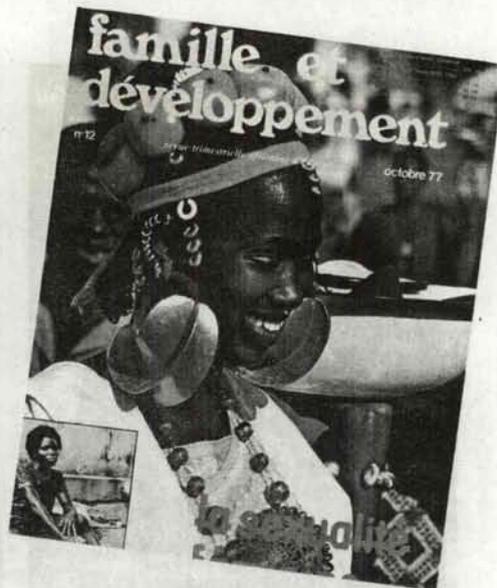
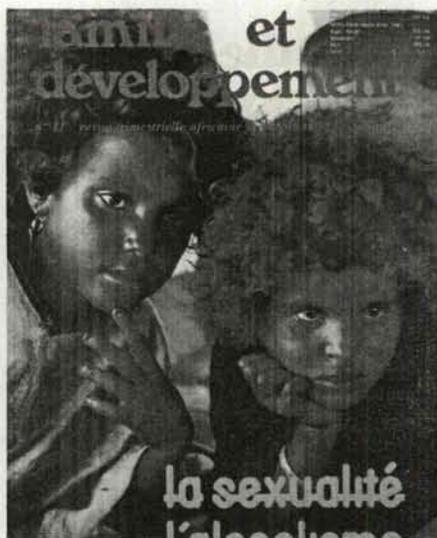
«J'apprécie la diversité des sujets traités qui tous convergent vers l'éducation, la conscientisation des masses populaires du Tiers monde. Enfin je suis très sensible à la bonne présentation du journal et à la clarté des exposés, du reste abordables par tous, comme l'est d'ailleurs son prix», ajoute un élève d'un lycée franco-arabe.

Un jeune agriculteur voltaïque de 23 ans dit apprécier «la simplicité, la sagesse, la largeur de vues de F et D».

Un jeune enseignant du même pays, dans une envolée presque poétique, estime que «toutes les rubriques se valent, et font de F et D un document précieux de culture. Mieux qu'un père, mieux qu'une mère... F et D rend service à tous de 0 à 100 ans».

Quels sont les défauts de F& D ?

Plus d'un tiers des lecteurs estiment que F& D n'a aucun défaut. Plus d'un tiers également estiment que son seul défaut est une périodicité trop espacée, et environ 5%



Le lecteur reste toujours sur sa faim

pensent que la revue n'a pas assez de pages, ce qui est une façon de dire, «*Nous en voulons encore*». Ces 3 catégories peuvent évidemment être groupées : les trois quarts des lecteurs s'estimeraient, d'après ces données, satisfaits de F & D dans sa forme actuelle. (5% se plaignent des retards de parution ou de livraison, ce qui ne constitue pas une critique concernant le contenu même de la revue).

Avant d'interpréter ces résultats, laissons la parole à quelques lecteurs :

«*C'est le journal intégré aux réalités mêmes de l'Afrique. La qualité du français est réfléchi par cette capacité d'affirmer sans être agressif*».

(Élève, 20 ans)

«*Actuellement, votre revue est la seule qui réponde aux nécessités du développement de l'Afrique, car toute action qui ne tend pas à améliorer le mieux-être des masses laborieuses est vouée à l'échec... Soutien sans réserve*».

(Contrôleur du trésor, 22 ans)

Les remarques suivantes d'un enseignant permettent de saisir le rôle de F & D comme outil de travail et de conscientisation : «*Je ne ferai que remercier et encourager l'équipe de F & D à travers ce sondage. Je voudrais vous faire comprendre qu'à*

travers F & D vous nous aidez, nous, éducateurs-enseignants qui avons une tâche difficile. Car l'école africaine a été fortement marquée par l'héritage colonial, et nous réalisons à travers F & D qu'il existe une nouvelle pédagogie adaptée à l'école africaine».

(Instituteur, 22 ans)

Un commentaire particulièrement significatif nous vient de cet adolescent de 18 ans : «*F & D me plaît beaucoup... C'est une revue qui traite de tous les problèmes sociaux... Je vous quitte en vous disant qu'en lisant votre revue je me sens un homme fort et courageux*».

De tels commentaires sont-ils suscités par l'«*optimisme*» de la vision de F & D, qui s'efforce de proposer des solutions constructives aux problèmes qu'elle analyse (sans toujours réussir, loin de là)? Peut-être s'agit-il un peu de cela.

Peut-être, plus simplement, ce soutien des lecteurs est-il dû à ce que F & D réussit à traduire une certaine prise de conscience que l'Afrique a d'elle-même, un certain désir de justice sociale et de respect des valeurs africaines auxquels peu, même au niveau de certaines élites africaines occidentalisées, sont insensibles. Pour reprendre les paroles d'un lecteur qui signe «*un petit commerçant congolais*» : «*Je prie les rédacteurs*

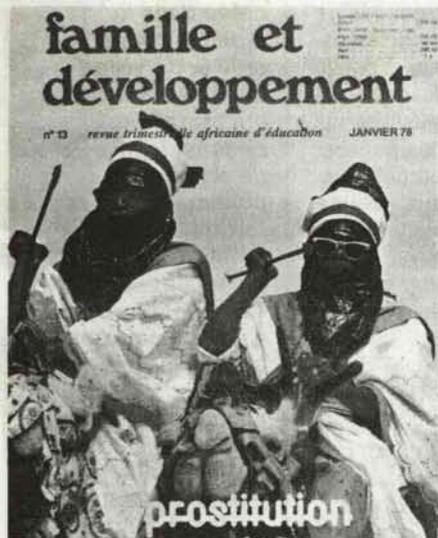
de continuer avec la même ardeur, de ne pas se décourager, car ils ont toute l'Afrique derrière eux».

Un certain nombre de lecteurs nous ont heureusement fait des critiques pertinentes et combien bienvenues. En effet, les compliments sincères, à petite dose surtout, sont stimulants, mais permettent rarement de progresser réellement. Si nous mettons de côté les lecteurs qui se plaignent de ne pas trouver telle ou telle rubrique (horoscope par exemple !) et les critiques amusantes du type «*Parlez-nous de motos et d'histoires d'amour*», nous relevons des critiques plus substantielles, comme celle d'un lecteur ivoirien, sans emploi, qui nous écrit : «*F & D soulève des problèmes très concrètement et objectivement, mais ne donne pas de solutions. Le lecteur reste toujours sur sa faim*». 5 lecteurs (moins d'un pour cent) nous reprochent d'être une revue pour intellectuels.

Autre reproche fait par un lecteur égyptien : «*Vous vous intéressez presque uniquement à l'Afrique occidentale. Or le titre de la revue n'est-il pas «revue trimestrielle africaine d'éducation» ?*»

(Étudiant, 20 ans)

Il y a beaucoup de vrai dans ce que nous dit cet étudiant. Mais ceci tient avant tout aux problèmes matériels



Les images ne sont pas belles

auxquels nous avons eu à faire face. Pendant une bonne partie de 1978 l'équipe F& D ne comporta que 5 personnes, secrétaires compris, et des restrictions budgétaires avaient limité sérieusement nos voyages, d'où la difficulté de trouver des collaborateurs ou des auteurs dans des contrées éloignées de notre siège. Nous espérons vivement qu'avec la création de l'ASAFED (voir F et D nos. 14-15) ces problèmes pourront être surmontés.

«Allez plus dans les campagnes, ne restez pas dans les villes» nous lance un jeune écolier de 16 ans, et une jeune écolière reprend cette même critique sous une autre forme : «Il ne faut pas se contenter de poser des problèmes en tant que tels, mais il faut aller aux sources même de ceux-ci pour éviter un verbalisme creux».

Dans la même veine, et sans nous critiquer explicitement, un jeune ouvrier s'écrit : «Je voudrais que vous fassiez une enquête sur nous les ouvriers, car nous faisons partie de la famille. Il faut voir les conditions pénibles dans lesquelles nous travaillons. Je vous en supplie, faites-moi ce plaisir».

Mais en fait, il faut le dire honnêtement, les critiques de fond sont peu nombreuses. Nous en aurions souhaité beaucoup plus. Quelques

rare lecteurs mentionnent qu'ils estiment les explications superficielles ou insuffisantes, 4 disent que le vocabulaire est trop difficile, 9 se plaignent de la mise en page (articles coupés sans mention de la page de renvoi), sans parler d'une quarantaine de critiques isolées du type : «Les mots croisés sont trop compliqués», «les images ne sont pas assez belles», etc...

Y a-t-il des rubriques que vous ne lisez que rarement ou jamais ?

A l'exception des mots croisés ou des divertissements qui sont sautés par environ un cinquième des lecteurs, 89% de ceux-ci lisent absolument toutes les rubriques. Certains lisent même un numéro plusieurs fois, d'autres le discutent autour d'un thé. Ce taux de lecture est réellement frappant : «Je lis tout. Du moment qu'une chose est dans le journal, c'est qu'elle est importante», écrit un écolier de 16 ans.

«Je ne saute aucune rubrique, car j'ai fait de F& D mon conseiller» ajoute un étudiant de 20 ans. En fait, la soif de lecture est étonnante, et s'explique en partie par le fait que,

pour certains, F& D est le seul journal qu'ils achètent.

«Je lis tout F& D parce que c'est le journal africain le plus sérieux».

(Ouvrier, 35 ans)

«Tous les articles de F& D sont d'une importance capitale. Je lis tout du début à la fin. Même vos jeux sont éducatifs».

(Comptable, 30 ans)

«Il n'y a aucune rubrique que je me lasse de lire. Au contraire, pour mieux comprendre, je les relis à plusieurs reprises».

(Forestier tchadien, 20 ans)

«Je m'empresse de dévorer tout» ajoute cet instituteur voltaïque de 23 ans. Mais la palme revient certainement à ce jeune lycéen de St. Louis (Sénégal) qui nous envoie une lettre de 5 pages en plus du questionnaire, qu'il termine par ces lignes : «Depuis le numéro un jusqu'au dernier, tous les numéros sont avec moi. Quand j'ai terminé mes compositions, je suis toujours en compagnie de mes journaux F& D. Partout où je suis, en ville, à l'école, etc. Je suis avec mon journal F& D. Maintenant, mes amis m'ont surnommé 'F& D'».

Quelles autres rubriques voudriez-vous

L'imagination de nos lecteurs est

Une rubrique sportive dans F et D

Une seule rubrique nouvelle est réclamée par plus de 10% de nos lecteurs. Il s'agit d'une rubrique sportive, qui a été demandée par 73 lecteurs. Nous avons déjà eu à expliquer dans ces colonnes pourquoi nous ne comptons pas à introduire une telle rubrique dans F et D et nous y revenons une dernière fois. (Ce qui n'exclut pas que nous parlions de la valeur de certains sports du point de vue de la santé corporelle. Nous espérons même pouvoir traiter de cette question dans l'avenir.) Il y a d'abord des raisons pratiques. Une

revue trimestrielle se prépare longtemps à l'avance - par exemple du point de ce numéro-ci (janvier 1979) était, rédactionnel, presque terminée en juillet 1978. Parler d'évènements sportifs qui avaient eu lieu avant juillet 1978, (ou même en octobre de la même année) en janvier 1979 n'aurait aucun sens. Un quotidien, un hebdomadaire, à la rigueur un mensuel, peuvent suivre l'actualité sportive, pas un trimestriel. De plus, presque tous les journaux parlent de sport. Ajouter notre petit grain de sel à un concert déjà presque étourdissant

d'articles sur le sport nous semblerait trahir la mission éducative qui est la nôtre et gaspiller inutilement les pages de ce journal à ce que des chroniqueurs sportifs professionnels disent mieux ailleurs.

Pour calmer la colère du peuple

Mais notre principale opposition tient au fait que presque partout dans le monde contemporain, le sport est utilisé, manipulé même pour faire

oublier aux gens leurs vrais problèmes, détourner leur attention de scandales et d'injustices qui pourraient les pousser à l'action politique. Ainsi, dans «**Jeune Afrique**» du 14 juin 1978 on pouvait lire les commentaires suivants, combien pénétrants, dus à la plume de Roger Garaudy :

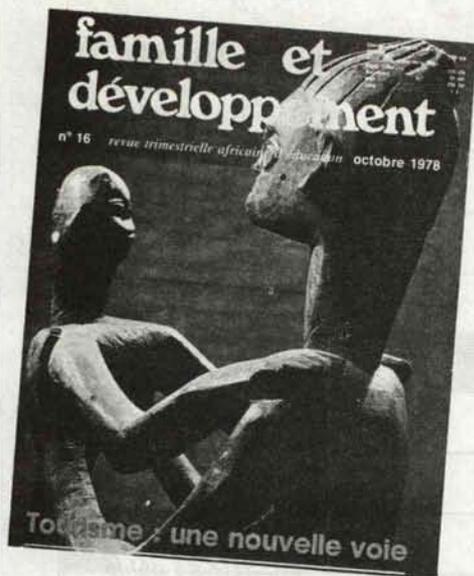
Coup d'envoi de la Coupe du monde de football en Argentine.

«*L'organisation de la Coupe de football est une décision politique*», déclare le général argentin Merlo, responsable de l'organisation du «*Mundial*». Il ajoute pourquoi : «*Faire des 35 000 touristes attendus à cette occasion propagandistes d'une vision du pays différente de celle qui s'est*

créée dans le monde». Qui a créé cette vision ? La junte militaire qui remplit les prisons de milliers de prisonniers politiques, qui les torture, les assassine et les fait disparaître. Les acclamations du stade ne peuvent couvrir les cris des torturés. Ni cacher les cadavres mutilés rejetés sur les plages. Ni même le silence farouche du défilé des veuves devant le siège du gouvernement des bourreaux. A l'intérieur du pays, le gouvernement peut utiliser le football pour dissimuler, par les seules passions du chauvinisme, la misère et la colère d'un peuple : les entreprises privées et publiques doivent libérer leur personnel à chaque match joué par l'étiquette d'Argentine ! Dans un tel climat politique, voilà comment on fait du sport «*un opium du peuple*».

F et F n, aura donc pas de rubrique sportive - bien que nous sachions qu'une telle rubrique fait «*vendre*» un journal. Nous ne pensons pas perdre beaucoup de lecteurs par cette décision. Mais même si tel devait être le cas, nous préférons perdre des lecteurs qu'aller déposer, nous aussi, notre petit sacrifice sur l'autel du 20^e siècle : le spectacle sportif.





infinie ! Les uns voudraient des pages d'humour, d'autres une rubrique juridique ou féminine. Les uns appellent de leurs vœux poèmes, contes, problèmes ruraux ou pédagogie, d'autres encore estiment que F & D ne peut se passer d'une rubrique sur la pharmacopée africaine, ou le cinéma, l'art, le savoir-faire, les conseils conjugaux, le jardinage, la religion, ... la liste est aussi variée que longue.

L'importance accordée aux problèmes de santé par de nombreux lecteurs et des demandes renouvelées périodiquement nous ont décidés à introduire, dès avril 1979, une nouvelle rubrique santé, sur la pharmacopée traditionnelle, ce qui, nous l'espérons, permettra aux ménages d'économiser sur l'achat de médicaments importés. De plus, avec ce numéro nous commençons notre nouvelle rubrique «**Technologie pour tous**», déjà annoncée dans notre numéro de juillet 1978.

Par manque de place, l'introduction d'autres rubriques en plus des deux susmentionnées est exclue pour l'instant. Comme mentionné par ailleurs dans ce numéro, nous allons même devoir sauter certaines rubriques une fois sur deux ou trois numéros.

Une rubrique sportive est demandée et 57 lecteurs souhaitent une ru-

De vous
à nous...

SONDAGE

... en toute
liberté

Nous profitons de la parution de notre première bande dessinée pour faire un sondage auprès de nos lecteurs. Nous vous demandons de prendre le temps de remplir ce questionnaire et de nous le retourner, dûment timbré. **CE JOURNAL EST VOTRE JOURNAL**, vos lettres nous le montrent chaque jour. Mais nous ne pouvons l'améliorer que si nous savons ce que vous en pensez.

Ce questionnaire étant anonyme, vous pouvez nous répondre en toute liberté. Néanmoins, ceux qui le désirent peuvent indiquer leur nom. S'il vous manque de la place, prenez une feuille supplémentaire.

1. Que pensez-vous de cette bande dessinée ? Elle est intéressante et objective dans la mesure où elle pose tous les problèmes de l'école actuelle. Il n'en reste qu'un point essentiel c'est de trouver maintenant le type d'école qui nous conviendrait le mieux.

2. La trouvez-vous difficile à comprendre ?

Oui Non (Cochez la réponse juste) si oui, pourquoi ?

3. Voudriez-vous d'autres bandes sur des thèmes différents ?

Oui Non (Cochez la réponse juste).

4. Qu'est-ce qui vous plaît le plus dans F. & D. ? L'objectivité de ses articles et leur actualité. Sa rigoureuse approche des thèmes traités. Ses illustrations parfaites qui aident à la compréhension des articles.

5. Quels sont les défauts de F. & D. ? Aucun d'apparaître tous les 3 mois, la revue peut paraître chaque mois ou à la rigueur tous les 2 mois.

6. Y'a-t-il des rubriques que vous ne lisez que rarement ou jamais :

Oui Non (Cochez la réponse juste).

Si oui, lesquelles :

A DECOURPER SELON LE POINTILLE

45

520 réponses

brique touchant aux questions artistiques et culturelles (théâtre, cinéma, contes africains, poésie, etc.)

Nous remercions vivement tous les lecteurs qui nous ont répondu, et pour la peine qu'ils se sont donnée et pour les encouragements nombreux qu'ils nous ont prodigués.

Nous ne pouvons mieux terminer qu'en citant un jeune enseignant qui nous écrit : «*F & D est une revue typiquement africaine, et son succès dépend de tous les lecteurs. A nous tous revient d'en continuer la mission auprès des masses illettrées.* Merci».

Alors, amis lecteurs de F & D, à

vous de continuer. «**La balle est dans votre camp**».

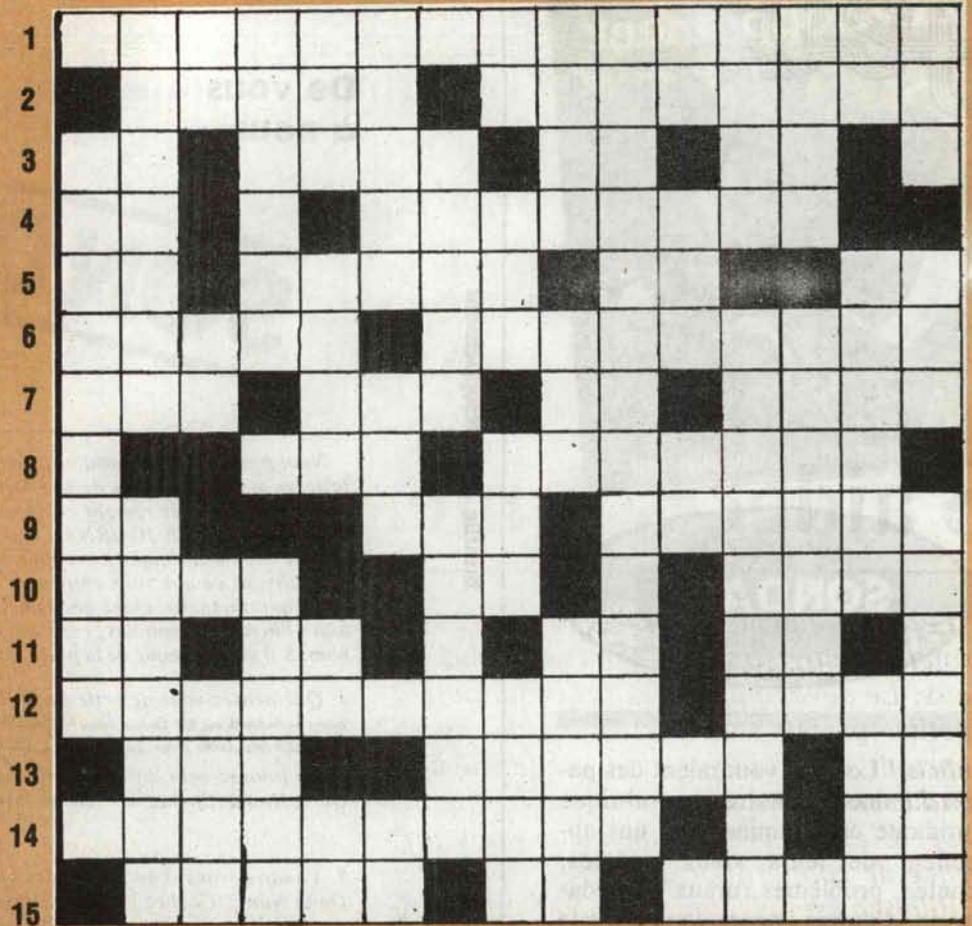
Emmanuel Ngiriyé
et Famille et Développement

(1) Les chiffres sont donnés en pourcentages. Le pourcentage signifie que l'on ramène une réponse à une base de 100 : ainsi, si 25 pour cent (%) des lecteurs répondent «oui» à une question donnée, cela signifie que pour chaque groupe de 100 lecteurs, 25 sont d'accord. Comme nous avons 520 lecteurs (cinq groupes de 100 + 20) cela veut dire que 5 x 25 + 5, soit 130 lecteurs ont répondu «oui» à la question donnée. Ces 130 lecteurs représentent donc 25% de tous ceux qui ont répondu (520).

par Emka

divertissements

I II III IV V VI VII VIII IX X XI XII XIII XIV XV



Mots croisés

Horizontalement



- 1 - Action de rendre folklorique.
 2 - Récipients servant au transport de liquides - Rend fanatique.
 3 - Conjonction - Mammifère d'Afrique à longues cornes - Dieu égyptien - Éléments de la carcasse humaine.
 4 - Pronom personnel - Déduit d'une somme.
 5 - Du verbe rire - Prénom féminin - Participe - Début d'éditorial.
 6 - Qui manque de ton - Fillette sans parents.
 7 - Propre - Tissu de fibres naturelles - Qu'on a de naissance.
 8 - Statu... - Equivoques.
 9 - Dans un titre de docteur - Ne reconnaît pas - Philosophe.
 10 - Filets - Comme un ver - Lettres de titi.
 11 - Début d'éden - Article - Participe - Note de musique.
 12 - Offrandes à la divinité

- Qui existe effectivement.
 13 - Boisson chaude - Désignées par leur nom.
 14 - Etude de l'hygiène et de l'équilibre alimentaires - Note de musique.
 15 - Proche parent - Pronom réfléchi - Crochet de boucher.

Verticalement

- I - Qui ne sont pas du pays (féminin).
 II - Inflammation des os - Calmant.
 III - Article - Lettres d'otage - Pour qui on éprouve une vive affection.
 IV - Argile blanche - Assurance.
 V - Fragments de lumière - Parcouru de nouveau (en parlant d'un imprimé).
 VI - Composé résultant de la combinaison d'un corps avec l'oxygène - Atome chargé électriquement - Pronom personnel.
 VII - Gaz rare - Immensité sans bornes.
 VIII - Arbre - Métal courant - Anagramme d'eau - Mâles de basse-cour.
 IX - Ethnie du Tchad

- Bouge.
 X - Etat de l'illettré.
 XI - Adjectif possessif - Pronom relatif - Fin d'infinitif.
 XII - Aussi - Liées à l'aide d'une ligature.
 XIII - Département français - D'un emploi peu courant.
 XIV - Abréviation pieuse - Dangereux adversaire - Pronom personnel.
 XV - Donne du goût à la sauce - Divinité - Qualité.

Solutions des jeux



«Il n'existe pas de difficultés
que l'on ne puisse surmonter. Il suffit
tout simplement de le vouloir. Et
le succès sera toujours au rendez-vous»

S'aider soi-même

Le développement, ce ne sont pas seulement ces grands projets prestigieux qui s'étalent sur les manchettes des journaux. Le développement, c'est tout autant ces innombrables «petits» projets sans prétention qui, additionnés, permettent pourtant une amélioration réelle du bien-être des gens et conduisent à une autonomie croissante des communautés de base. C'est dans cet esprit que nous présentons une expérience de coopération scolaire.

Bilanga est un village de 2.500 habitants dans la zone sahélienne, à 200 km à l'Est de Ouagadougou (Haute-Volta). Dire que Bilanga est isolé n'est pas une exagération : notre équipe a tourné des heures durant sur des pistes — et s'est même perdue — avant d'y arriver. Pendant la saison des pluies, le village est coupé même du nœud routier le plus proche, Koupéla, à 60 km de là. C'est là que, sous l'impulsion d'un chef d'école dynamique, Passang Sawadogo, 80 élèves ont entrepris une expérience coopérative fort réussie qui encouragera, nous l'espérons, d'autres à faire aussi bien sinon mieux.

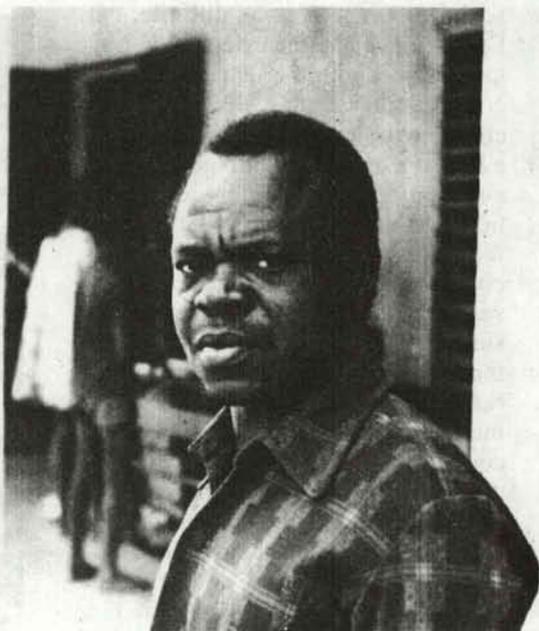
M. Sawadogo, comment vous est venue l'idée d'une coopérative scolaire ?

J'ai entrepris l'expérience de la coopérative scolaire en 1965 alors que, débutant, j'étais chargé de l'école de Lalgaye que j'avais ouverte en octobre 1963.

Un jour, mes élèves du CP2 décidèrent, pour améliorer leurs conditions de travail, d'utiliser le produit de leur jardin, (ils l'avaient fait démarrer depuis le CP1) et de faire des briques pendant les vacances de Pâques afin de construire une école en banco. Jusque-là, en effet, les cours avaient toujours eu lieu sous un hangar.

Nous disposions d'une somme de

17.000 francs CFA. Il fallait gérer ce budget. Qui allait s'en occuper ? Le maître sans doute ? Pas exactement. Nous décidâmes, en effet, de mettre sur pied un comité de gestion. Dès le début des travaux, ce comité décida des dépenses quotidiennes, afin de subvenir aux besoins des travailleurs divisés en deux groupes : les filles pour la cuisine et les garçons pour la fabrication des briques. En dix jours de travail, nous avons fabriqué environ 1.500 briques, auxquelles s'ajoutèrent 700 autres achetées à un paysan. La collectivité nous avait fourni des tôles pour la toiture, et le chef du village avait bien voulu se charger de la construction. Ce travail réalisé à la satisfac-



Passang Sawadogo :

«L'essentiel est que le maître
sache se faire
une place dans la
communauté des enfants»

tion de tous, il nous fallut ensuite préparer une fête de fin d'année. On avait prévu du théâtre, des danses folkloriques et une réception en guise d'inauguration de notre nouvelle école.

Pour préparer cette fête, c'est encore dans les recettes de notre jardin que nous avons puisé, en plus du crédit de la cantine scolaire.

L'année suivante, nous décidâmes d'améliorer notre organisation,

car des besoins nouveaux naissent. Ceci exigeait que nous apprenions à faire des prévisions. Tout naturellement, l'idée nous vint d'installer un bureau au début de chaque année scolaire et de voter un budget. C'est du jardin que nous tirions 70% de nos recettes, le reste provenant des cotisations. La coopérative de l'école de Lalgaye était née.

Avez-vous repris la même initiative à Bilanga quand vous y êtes arrivé ?

L'habitude étant, comme on le dit, une seconde nature, je finis par ne plus savoir comment travailler dans une école sans coopérative. C'est ainsi qu'à mon arrivée à Bilanga, en septembre 1971, mon premier souci, dans l'organisation de l'école, fut d'amener mes collègues et les élèves à mettre sur pied une coopérative scolaire. Ce ne fut pas difficile, car l'expérience de mes débuts à Lalgaye était là pour me servir de guide.

J'expliquai à mes élèves du CM comment nous nous étions organisés à Lalgaye et quels avantages nous en avions tirés. Au nombre de questions qu'ils me posèrent et à leurs réactions spontanées, je me rendis compte que ces expériences intéressaient beaucoup mes élèves. Il va sans dire que dès lors, les projets de mes collègues ne s'éloignèrent que rarement de cette préoccupation. Le moment vint où l'organisation d'une coopérative scolaire apparut comme une nécessité urgente, non seulement pour mes collègues et les élèves, mais aussi pour beaucoup d'autres personnes de notre entourage au sein du village.

Quelles furent les étapes de ce démarrage ?

Le règlement intérieur-type d'une coopérative scolaire que j'avais reçu de l'Inspection primaire depuis Lalgaye fut lu, expliqué et commenté à mes élèves du CM. Leur intérêt avait atteint son point culminant. Il ne restait plus qu'à démarrer. Mais pour cela, il fallait d'abord installer un bureau et voter le budget.

J'invitai chacun de mes élèves à proposer une liste de réalisations qu'il souhaiterait voir mener à bien si nous disposions d'une certaine somme d'argent. Les suggestions les plus variées abondèrent : fournitures, livres, dictionnaires, achat d'un ballon, organisation de fêtes scolaires, achat de matériel de jardinage,

etc... Le chapitre «Dépenses» fut rapidement élaboré.

Encore fallait-il savoir où trouver l'argent pour réaliser ces projets ! Pour tenter d'y répondre, j'invitai encore mes élèves à établir une liste d'activités praticables dans le village, et qui pourraient rapporter de l'argent. Au bout de deux jours, les suggestions avaient rempli la boîte aux lettres. On pouvait lire : «**Nous pouvons faire du jardinage**», «**Nous pouvons vendre des poulets**», «**Nous allons vendre de la bière**», «**Nous allons faire des jeux**»; ou encore : «**Chacun de nous va donner 50 F**», «**Les filles vont vendre du lembourgi**», etc. La liste était longue. Il revenait au bureau, une fois, installé, de choisir parmi ces propositions celles qui pourraient constituer

permanence les élèves, l'effectif de l'école est divisé en équipes. Chacune d'entre elles est dirigée par un chef d'équipe, et s'occupe d'un travail de jardinage donné : préparation et entretien des planches, repiquage, arrosage, clôture, fumure, etc. Pour les activités périodiques, telles la disposition de tuteurs, la taille, la récolte, le responsable général désigne, le moment venu, un élève qu'il estime compétent en la matière. De ce fait, chacun peut être «journaliste», sportif, éleveur et en même temps appartenir à une équipe du jardin scolaire, ses autres activités ne l'occupant pas à plein temps.

Comment s'organise le travail ?

Toutes ces équipes s'entraident selon les besoins du moment. Par exemple, à la rentrée scolaire, la



le chapitre «Recettes».

On passa donc à la constitution du bureau et, quelques jours plus tard, le budget était voté. Nous étions lancés ! Nos activités étaient les suivantes : jardinage, petit élevage, arboriculture, entretien du mobilier scolaire, sport, embellissement de l'école.

Vous avez un jardin qui semble fleurissant...

Par les recettes qu'il nous permet de réaliser (50 à 55.000 F) et grâce à son caractère éducatif, le jardin est, une des plus importantes activités de la C.S.E.B. (Coopérative scolaire de l'école de Bilanga).

Les autres activités (sportives, culturelles, etc.) n'occupent pas en

«C'est du jardin que nous tirions 70 % de nos recettes, le reste provenant des cotisations»

préparation des planches devient l'activité prioritaire à laquelle participent toutes les équipes. Il en est de même pour la clôture, l'arrosage ou le repiquage.

Dès 17 heures, chacun rejoint son équipe selon l'emploi du temps établi. Les jeudi et dimanche matins, les élèves du CE et CP travaillent au jardin pendant que leurs grands frères du CM étudient. L'après-midi, tout le monde se retrouve à partir de 16 h pour reprendre le travail.

Que cultivez-vous ?

On cultive de la pomme de terre, des oignons, des tomates, du gombo, du haricot local, des choux, des laitues, des carottes et d'autres légumes. Ces derniers sont utilisés pour la cantine scolaire, mais la plus grande partie est vendue pour alimenter la caisse de la coopérative. Le responsable du jardin scolaire s'occupe de la vente des produits. C'est à lui qu'incombe la tâche d'encaisser l'argent. Il procède ainsi : des carnets portant des tiquets numérotés et détachables sont à sa disposition chez le trésorier. Dans l'enceinte du jardin, le client se fait servir par un coopérateur qui inscrira sur le tiquet la nature et le montant de l'achat effectué, puis se présente ensuite à la caisse où il rend son tiquet après paiement. Lors du versement dans la caisse du trésorier général, ces tiquets confrontés aux souches ou au montant global des sommes perçues, permettent un contrôle plus efficace. Une fois ce contrôle effectué, un bon de versement sera délivré au responsable du jardin en échange de l'argent et des souches.

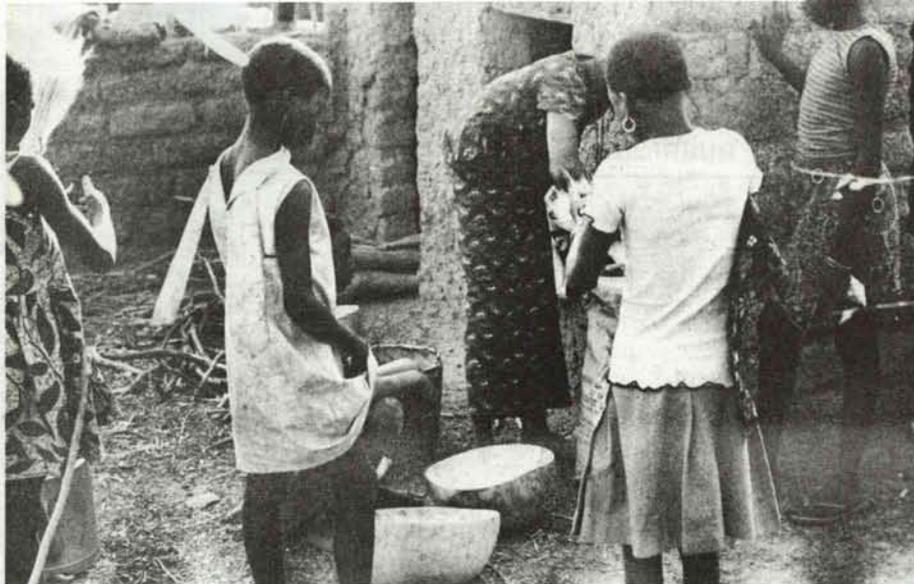
Avez-vous d'autres sources de revenus ?

En plus des recettes réalisées grâce au jardin scolaire, la coopérative tire ses fonds des cotisations de ses membres, du petit élevage, de la vente des produits des champs scolaires, d'un journal publié par les élèves, de dons, etc.

Les dépenses portent sur trois points essentiels : fonctionnement, investissement et fêtes scolaires, auxquels il convient d'ajouter les œuvres de solidarité et l'achat des médicaments pour la pharmacie.

Vous avez parlé d'un journal...

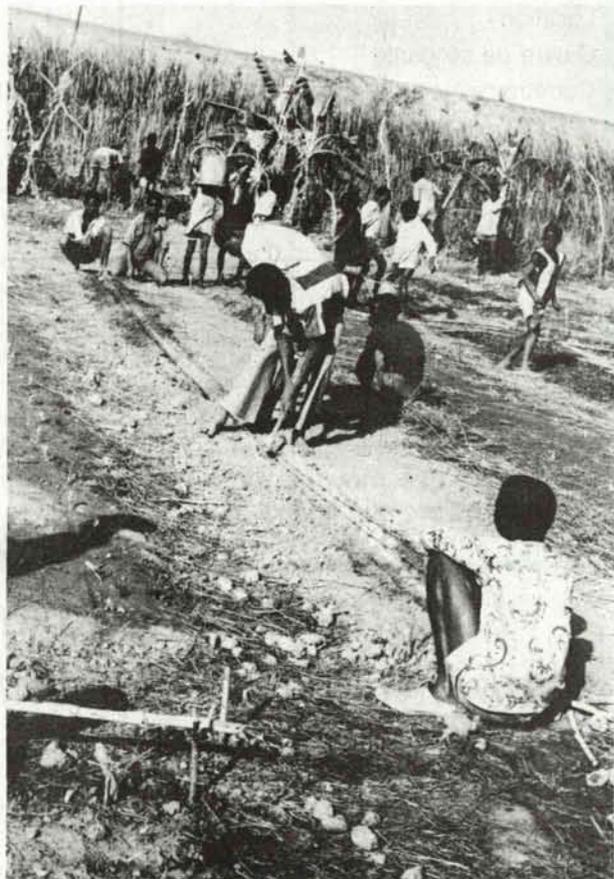
«Le Brouillard» est l'une des activités auxquelles se livrent les élèves les plus âgés de l'école. «Le Brouillard» fut d'abord annuel (et écrit à la main), puis semestriel, trimestriel avant de devenir enfin mensuel. Aujourd'hui nous avons pu récupérer une vieille machine à miméographier qui nous permet de le sortir. Ce dernier reprend les procès verbaux de toutes les séances relatives à la vie de la C.S.E.B. Nous publions aussi toutes les correspondances des autres écoles et institutions avec lesquelles nous sommes en contact.



■ Ci-dessus :
Les filles
s'occupent
de la
cuisine
(que nous
apprécions
tous).

■ Ci-contre :
Le
décamètre
de l'école
sert aussi
à tracer
les sillons.

■ Ci-dessous :
L'impression
du
«Brouillard».
D'abord
annuel,
puis
semestriel,
trimestriel
avant de
devenir
mensuel.



LE BUDGET DE LA C.S.E.B. POUR L'ANNEE 1977

RUBRIQUES	RECETTES	DEPENSES
Report	17 220	—
Cotisations	18 100	—
Jardinage	25 000	5 000
Agriculture	52 365	15 000
Elevage	5 000	5 333
Journal	10 000	7 500
Pharmacie	—	9 100
Fournitures	—	13 000
Sport	—	5 250
Correspondance	—	9 550
Fête scolaire	—	28 447
Subvention	7 000	—
Location	1 000	4 500
Œuvre de solidarité	—	—
Commerce	2 500	—
Investissements	—	30 505
Divers	—	5 000
TOTAUX	138 185	138 185

F et D : Voici une école située dans la zone sahélienne, dans une région difficilement accessible, même par la piste, et qui réussit à gagner, par ses propres efforts, la coquette somme de 138 185 CFA. L'exemple de Bilanga - comme celui d'Asfaw Yemiru (F & D n° 1), D'Akpo Kontor (F & D n° 4), de Demba Mansaré (F & D n° 6) - montre qu'aucune collectivité ne peut plus dire «Nous n'avons pas de moyens». Les moyens, on les crée, en comptant sur sa propre détermination, son imagination, son courage, sa persévérance.

«L'attitude magistrale est un obstacle à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant»

Comment s'organisent les différentes activités ?

Chacun des maîtres de l'école est chargé d'une activité, secondé par un élève responsable. Ce dernier est élu au scrutin secret, au même titre que les autres membres du bureau. Ce bureau, élargi aux responsables, se réunit régulièrement à la fin de chaque mois pour examiner toutes les questions relatives à la vie de la C.S.E.B. Le procès verbal issu de ces réunions est publié dans le «Brouillard».

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées ?

J'estime qu'il n'existe pas de difficultés que l'on ne puisse surmonter. Il suffit tout simplement de le vouloir. Ici à Bilanga, notre difficulté majeure tient à l'éloignement des centres d'approvisionnement pour le matériel. Koupéla, la ville la plus proche, est à 60 km, et la piste n'est pas praticable en saison des pluies.

De plus, nous souffrons du manque de manuels didactiques. Nos lapins par exemple, ne se reproduisent plus depuis un certain temps. Nous n'arrivons pas à comprendre pourquoi, et nous ne disposons pas d'ouvrages techniques nous permettant de percer ce mystère.

Êtes-vous satisfait des résultats obtenus ?

Comme on peut le constater, le bénéfice d'une telle expérience dans le domaine pédagogique se passe de commentaires. Sans entraver en rien les résultats de fin d'année — nécessairement notre souci majeur — la vie en coopérative constitue une motivation de premier choix en vue de changer le système éducatif actuel. Elle offre toutes les possibilités d'une éducation pratique, basée sur des réalités vécues quotidiennement par l'enfant lui-même.

Grâce à la cantine scolaire, les élèves de villages assez éloignés peuvent venir à l'école, car ils savent qu'ils bénéficieront d'un repas solide à midi, ce qui n'était pas le cas auparavant. Mais surtout, l'exode rural est pratiquement inexistant.

Depuis la constitution de la coopérative, en 1971, un seul élève a quitté définitivement le village. Précisons que les parents s'intéressent davantage à l'école. Ils ont même aidé à la construction d'une nouvelle classe et ne manifestent plus aucune réticence pour envoyer leurs enfants à l'école, au point que nous commençons à avoir un problème d'effectifs.

Quelle est, selon vous, la valeur de cette démarche coopérative au niveau pédagogique ?

L'essentiel est que le maître sache se faire une place dans la communauté des enfants. L'attitude magistrale (1) est un obstacle à l'épanouissement de la personnalité de l'enfant. Nous sommes «le maître» — tout le monde le sait, à commencer par les enfants. Pourquoi alors vouloir, coûte que coûte, imposer notre titre, notre volonté et notre science ?

Dans la conception de l'esprit coopératif, notre place n'est pas n'importe où. Si nous nous mettons devant les enfants, ils nous suivront — le système traditionnel ne fait pas mieux. Si nous nous plaçons derrière eux, ils ne sauront comment avancer, car ils ne sauront où aller. *Plaçons-nous donc parmi eux et évoluons ensemble. Parfois même, nous constaterons qu'ils nous entraînent.*

(Ceci est le texte revu et augmenté, après enquête sur place, d'un article paru dans la revue «Développement et Santé» n° 10, 1977).

(1) Attitude magistrale : l'attitude du maître, ici au sens d'une autorité qui domine l'enfant.

Comment fonctionne la CSEB ?



Pour ceux qui voudraient créer une coopérative scolaire, nous avons pensé intéressant de joindre à cette interview les différents conseils et le règlement de la CSEB.

I - Organisation

1) Conseil de classe

Il comprend 3 membres : un président - un secrétaire - un trésorier. Il se réunit trois fois par mois pour soumettre ses doléances et faire des suggestions au bureau de la C.S.E.B. En principe les réunions des Conseils de classe se tiennent les 1er, 8 et 15 de chaque mois. A ces réunions, le maître peut se faire inviter s'il juge nécessaire de glisser discrètement quelques conseils ou suggestions.

2) Conseil de bureau

Il regroupe uniquement les membres du bureau de la C.S.E.B. et examine les doléances et suggestions qui lui ont été faites

par les Conseils de classe. Il se réunit en principe les 10 et 20 de chaque mois. Les résultats de ses travaux sont diffusés dans chaque classe par son président.

3) Conseil général

Il réunit les Conseils de classe, le Conseil de bureau et tous les responsables aux différentes activités (jardinage - élevage - agriculture - arboriculture - sport - propreté et hygiène - embellissement école - entretien du mobilier scolaire - magasinage - journal scolaire...)

Il a pour tâche d'examiner et de discuter les 2 procès-verbaux du Conseil de bureau, et d'arrêter les décisions et résolutions concernant la bonne marche de la C.S.E.B. Il prépare aussi le budget. Il se réunit en principe le 25 de chaque mois.

4) - Conseil des maîtres

Réunissant les maîtres de l'école, il examine et

approuve les décisions et résolutions du Conseil général.

5) - L'Assemblée générale

Elle regroupe : le Conseil général, les membres actifs, les maîtres de l'école (groupe d'animateurs), le bureau de l'Association des parents d'élèves, les représentants de l'Association des anciens élèves, les membres d'honneur.

Elle se tient 2 fois par an - en principe en décembre et juillet. Elle est convoquée pour :

- le renouvellement du bureau
- le vote du budget
- les comptes-rendus de l'exécution du budget.

Son procès verbal est adressé à M. l'Inspecteur de la Circonscription, au Directeur de l'O.R.D. et à l'Inspecteur de la jeunesse et des sports.

II - Règlement intérieur

Article premier :

Il est créé entre les élèves de l'Ecole de Bilanga une Coopérative scolaire dont le siège est à l'Ecole de Bilanga.

Article 2

La Coopérative a pour objet, sous l'autorité permanente du directeur de l'école :

— 1°) de développer chez l'enfant des qualités individuelles et des vertus sociales d'une haute valeur éducative et morale :

- en cultivant, dès l'école, les sentiments d'entraide et de solidarité,
- en lui donnant, par la participation à la gestion de la Coopérative, le sens des responsabilités,
- en lui inculquant le goût et l'habitude du travail en équipe,
- en créant et en fortifiant en lui la volonté de mener à bien une tâche librement acceptée,
- en lui inspirant le respect du bien commun et le désir de l'accroître.

— 2°) de rendre l'Ecole plus accueillante :

- en participant à son entretien, en l'embellissant,
- en prenant soin du matériel pédagogique et en l'améliorant,
- en créant autour de l'enfant une bonne atmosphère de travail.

— 3°) de resserrer les liens entre l'école et la famille :

- en associant les anciens élèves et les parents à l'action de la coopérative,
- en organisant des fêtes scolaires et sportives.

Article 3

La Coopérative, placée sous la présidence d'honneur de M. l'Inspecteur de l'Enseignement du premier degré et de M. le Chef de la Circonscription administrative, comprend :

- 1°) des membres actifs, élèves de l'école qui, par leur activité, leur coti-

sation volontaire, aident au développement de la coopérative.

— 2°) des membres honoraires qui, par leur appui matériel et moral, contribuent à la prospérité de l'école.

L'Assemblée générale décerne le titre de membre honoraire à toute personne qui verse une cotisation minimum annuelle de 500 Frs (en nature ou en espèce).

Article 4

La qualité de membre se perd :

- par une mauvaise conduite nuisant au travail commun ou au mauvais renom de l'école,
- par le non-paiement des cotisations.

La radiation définitive ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale. Elle peut être rapportée dans les mêmes conditions.

Article 5

La coopérative est dirigée par un bureau de huit membres :

- le président, le secrétaire général, le trésorier général, le vice-président, le secrétaire-adjoint, le trésorier-adjoint et 2 commissaires aux comptes.

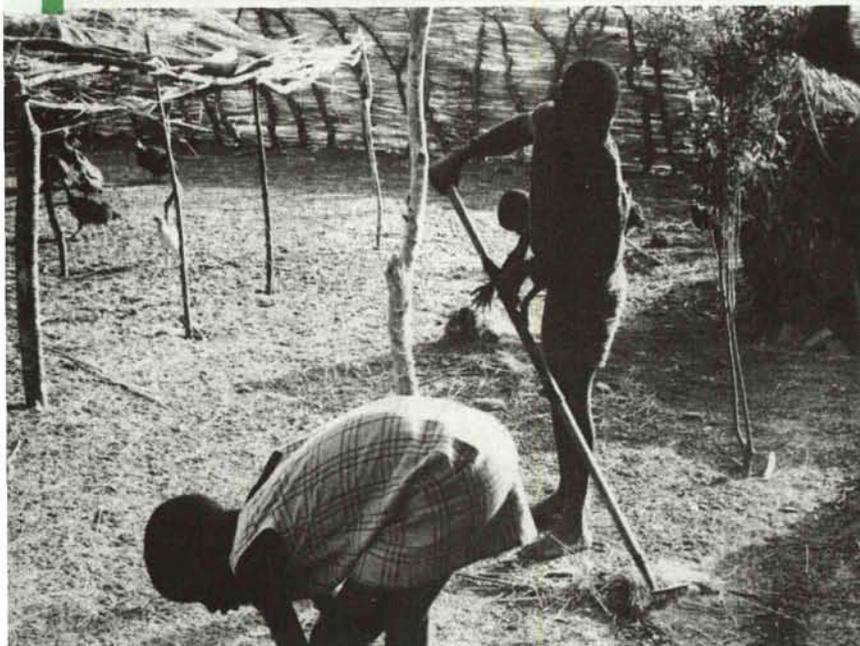
Ils sont élus par l'Assemblée générale, pour un an au maximum. Ils sont rééligibles.

Ce bureau peut s'adjoindre autant de responsabilités qu'il existe d'activités dans la coopérative (travaux de propreté, jardinage, embellissement de l'école, sports, entretien du mobilier scolaire...)

Ce bureau se réunit toutes les fois qu'il est nécessaire pour assurer la bonne marche de la coopérative. Toutes ses décisions sont soumises à l'approbation de l'instituteur ou de l'institutrice.

Article 6

L'Assemblée générale comprend tous les membres actifs de la coopérative, chaque membre ayant



Gervais Ahounou

Une source de revenus appréciables : le poulailler
Un entretien permanent.

droit à une voix. Les membres honoraires peuvent assister à l'Assemblée générale avec une voix consultative.

Article 7

L'Assemblée générale se réunit, en principe, au début de chaque trimestre et à la fin de l'année scolaire. Le président du bureau en dirige les débats.

Article 8

Les ressources de la coopérative comprennent :

- les cotisations des membres actifs et des membres honoraires,

- le produit de la vente de la récolte du jardin, du verger, de l'élevage et des travaux des coopérateurs,

- le bénéfice réalisé à l'occasion des fêtes scolaires (théâtre, sport...);

- les subventions. Les dépenses portent sur :

- l'achat de tous objets à améliorer le travail scolaire,

- la participation aux œuvres de solidarité.

Article 9

Dans toute coopérative la tenue des registres et documents ci-après désignés est obligatoire :

— A) **par le secrétaire :**

- liste des membres actifs et honoraires (avec indication du versement de la cotisation)

- registre du procès verbal des réunions du bureau et de l'assemblée générale.

— B) **par le trésorier :**

- registre des recettes et des dépenses

- situation mensuelle des recettes et des dépenses

- registre inventaire.

Ces différents registres peuvent être consultés à l'école par les membres de la Coopérative.

Article 10

Le directeur de l'école est chargé de la vérification des comptes. Les autorités académiques et administratives peuvent

«Le manque de moyens est déjà un moyen»



«Beaucoup d'entre nous trouvent une excuse à ne pas s'aventurer dans l'école coopérative car, disent-ils, ils ne disposent pas de matériel. «On veut travailler, mais avec quoi?». Qu'on me pardonne ce crime, s'il en est un, mais j'irais jusqu'à souhaiter ce manque de matériel... surtout pour les débuts, car je pense que toute notre action doit tenter de promouvoir le monde rural. Pour atteindre ce but, le seul moyen à notre portée est de nous faire imiter. Nous devons par conséquent pouvoir être imités sinon on nous considérera, et c'est normal, comme des gens à part, ayant des moyens à part. J'attache donc une grande importance aux moyens de bord à la disposition du milieu, surtout pour le départ. Et ces moyens, il y en a partout». (S.P.)

Ces paroles frappantes de

Sawadogo Passang devraient être mémorisées par les élèves - et les responsables - de nos pays. L'invocation du «manque de moyens matériels» est devenue un rituel qui excuse trop souvent l'inactivité, le manque d'imagination, voire la paresse mentale. La première ressource d'un pays, ce ne sont pas ses barages, ses mines, ses usines, ni les capitaux étrangers, mais les idées intelligentes et audacieuses qui animent ses habitants. Or, les idées sont disponibles, gratuitement et en nombre illimité. Nos premières limites, dans le domaine des actions de développement, sont notre croyance tenace en l'existence de limites qui se révèlent à l'examen souvent imaginaires. On entend trop souvent des phrases du type, «On n'a jamais fait comme cela», «C'est risqué», «On ne sait pas ce que cela va donner». Compter sur ses propres forces signifie aussi avoir le courage de sortir des sentiers battus.

Gervais Ahounou

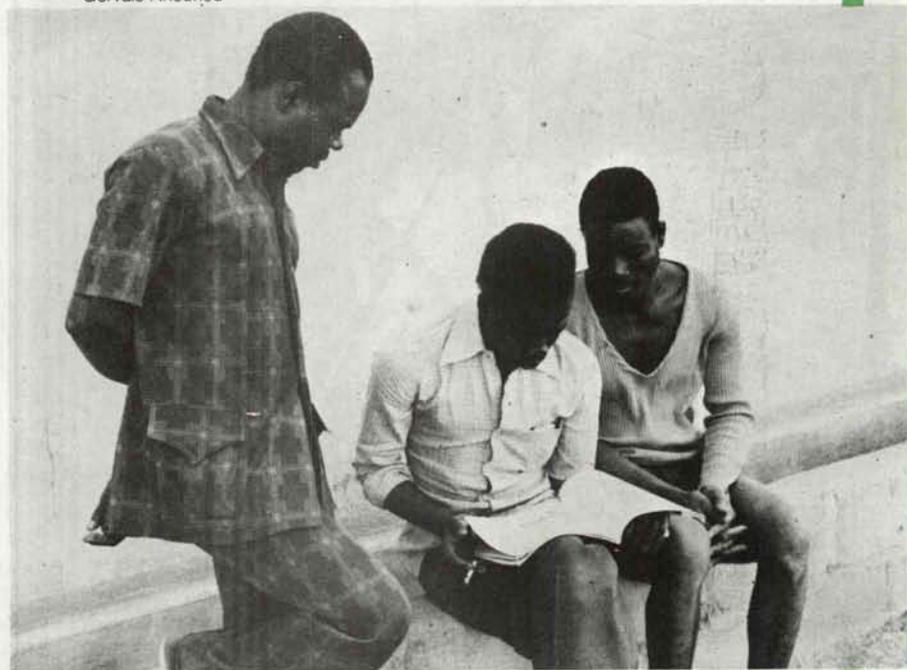
également contrôler les comptes de la coopérative.

Article 11

Toute modification au présent règlement adopté par l'assemblée générale doit être soumise aux autorités de contrôle.

Passang Sawadogo et ses collègues :

«Dès lors leurs projets ne s'éloignèrent que très peu de cette préoccupation»



«Mesdames,
si votre peau n'a pas les vertus
d'une carrosserie d'automobile
abstenez-vous»

Cosmétiques dangereux



C. Nogués

**L'Africaine
n'a pas
besoin
de
coûteux
produits
pour
rester
belle**



C. Nogués

**Attention :
danger**

Par centaines, chaque année, les associations américaines de consommateurs reçoivent des témoignages - heureusement ils ne sont pas toujours aussi dramatiques - sur la toxicité des produits de beauté. C'est le shampoing qui brûle les yeux, l'eau de toilette qui s'enflamme à proximité de la cuisinière à gaz, le talc responsable de troubles respiratoires, le déodorant féminin qui provoque des inflammations de l'appareil urinaire, ou le dentifrice qui accélère le déchaussement des dents. Quant aux bains moussants, recommandent les dermatologues : «Si votre peau n'a pas les vertus d'une carrosserie d'automobile, abstenez-vous.»

Plus grave encore, cent vingt-cinq ingrédients utilisés par l'industrie américaine des cosmétiques, dont le chiffre d'affaires annuel atteint 9 milliards de dollars, étaient cancérigènes. En Afrique francophone, les laboratoires européens de cosmétiques ont lancé une grande offensive, ces dernières années, auprès de clubs de femmes qui se développent dans les capitales comme Dakar et Abidjan. Adoucir la peau, la parfumer, la blanchir, soigner les cheveux... Il n'y a plus de secret pour ces jeunes Africaines qui deviennent ainsi les meilleurs agents publicitaires desdits laboratoires.

Jeune Afrique
Hebdomadaire
Paris



Dans un coquet pavillon de la banlieue de Washington, Eva Smith se prépare pour la soirée qu'elle offre à ses amis en l'honneur de ses trente ans. Elle lave ses cheveux, les sèche soi-

gneusement et les asperge de laque. Puis elle allume une cigarette. Aussitôt, sa coiffure et ses vêtements s'enflamment. Deux jours plus tard, elle meurt, malgré des soins intensifs au centre des grands brûlés.

Son célèbre rugissement et sa mâne superbe ont fait de lui

le roi des animaux

⊗ Après le tigre, le lion est le plus grand de la famille des grands chats appelés félidés. Plus lourd et massif que le tigre, leurs squelettes se ressemblent au point qu'il est difficile de les distinguer.

Autrefois beaucoup plus répandu - on le trouvait en Asie (où ne survivent aujourd'hui que quelques centaines de lions dans le sanctuaire de Gir en Inde), - il a totalement disparu de l'Europe et seule l'Afrique en contient un nombre encore relativement important, bien que son extinction dans certains pays ait déjà eu lieu, surtout en Afrique de l'Ouest. Il est beaucoup plus fréquent dans les grands parcs à animaux de l'Afrique de l'Est et du Sud.

Puissant, très musclé, le lion mâle, seulement légèrement plus grand que la femelle, (la mâne est trompeuse) peut mesurer 3 m de la tête à la queue, 1 m de hauteur à l'épaule, et peser un peu plus de 200 kilos. Il peut briser la nuque d'un zèbre d'un seul coup de patte. Sa détente est phénoménale : on en a vu franchir des obstacles de près de 4 m en hauteur et 11 m en longueur. Leur méthode de chasse consiste à guetter patiemment une proie, puis à l'attraper au terme d'une course brève et très rapide au cours de laquelle le lion (ou la lionne - car en fait c'est le plus souvent la femelle qui chasse) fait preuve d'une accélération étonnante pour un animal de ce poids.

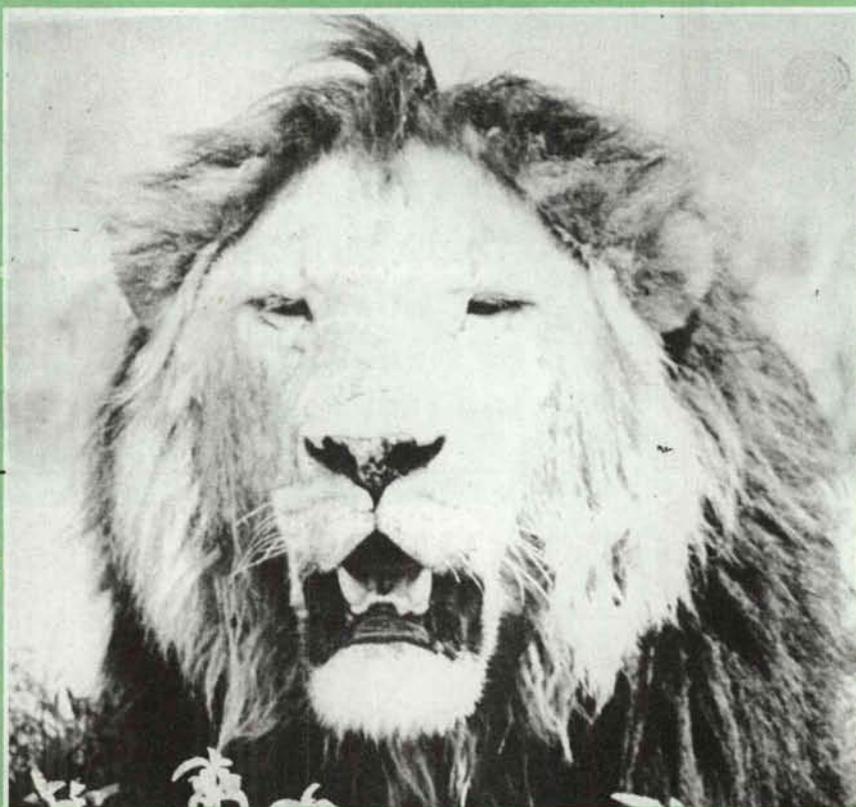
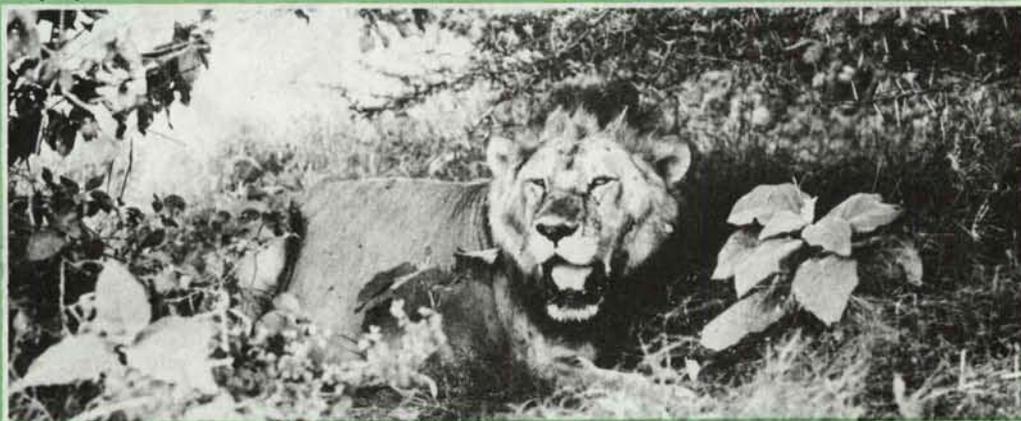
Le lion s'attaque à beaucoup de proies différentes, depuis les insectes

Puissant, très musclé, il peut peser jusqu'à 200 kg. La femelle met bas...

jusqu'aux antilopes ou aux girafes. Près des villages, il s'attaquera aux troupeaux, frachissant même les enclos à bétail grâce à ses pattes et à sa détente puissantes. Il affrontera beaucoup plus rarement l'homme - en général, de telles attaques sont le fait de vieux lions incapables d'attraper des animaux. Dans ce cas, il peut devenir redoutable pour l'homme.

Animal aimant la compagnie, le lion se déplace souvent en groupe constitué d'un ou plusieurs familles, et pouvant atteindre une trentaine d'individus. Un tel groupe sera

... jusqu'à 6 lionceaux



en général dominé par un «roi» qui se sera imposé par la force physique pure et ne sera «écarté du trône» que lorsqu'un jeune prétendant plus vigoureux le vaincra.

En liberté, le lion ne vit guère plus de 10 ans, mais en captivité, il peut atteindre 25 ans. Une lionne mettra bas 2 à 3 lionceaux (parfois jusqu'à 6 - mais ceci est rare) au bout d'une période de gestation de 108 jours environ. A 6 mois déjà le jeune lionceau chasse avec sa mère et, vers un an et demi à deux ans, il pourra survivre seul.

Autrefois, les fameux guerriers Masaï de l'Afrique de l'Ouest, pour être accep-

tés comme homme, devaient tuer seuls, avec une lance, un lion adulte. Un groupe de guerriers rabattait le lion en direction du jeune chasseur : au moment où la bête s'élançait sur lui, le chasseur jetait sa lance pour que le lion s'empale dessus en tombant. Cela ne marchait évidemment pas toujours - avec le résultat que l'on imagine.

C'est surtout son célèbre rugissement, poussé le soir avant de partir à la chasse, ou le matin au réveil, joint à sa mâne superbe qui ont valu au lion le titre de roi des animaux. A voir la photo qui illustre cet article, on comprend pourquoi.

Leur rôle principal, dans l'organisme humain, est de bâtir, de réparer et de maintenir les cellules en les renouvelant régulièrement

Les protéines

Les protéines sont des facteurs organiques composés de carbone, d'hydrogène, d'oxygène, d'azote, quelquefois de soufre et de phosphore. Elles représentent les principaux éléments de toute cellule vivante et forment la matière contractile (1) des muscles, la base des enzymes (2), des hormones (3) et des anticorps (4).

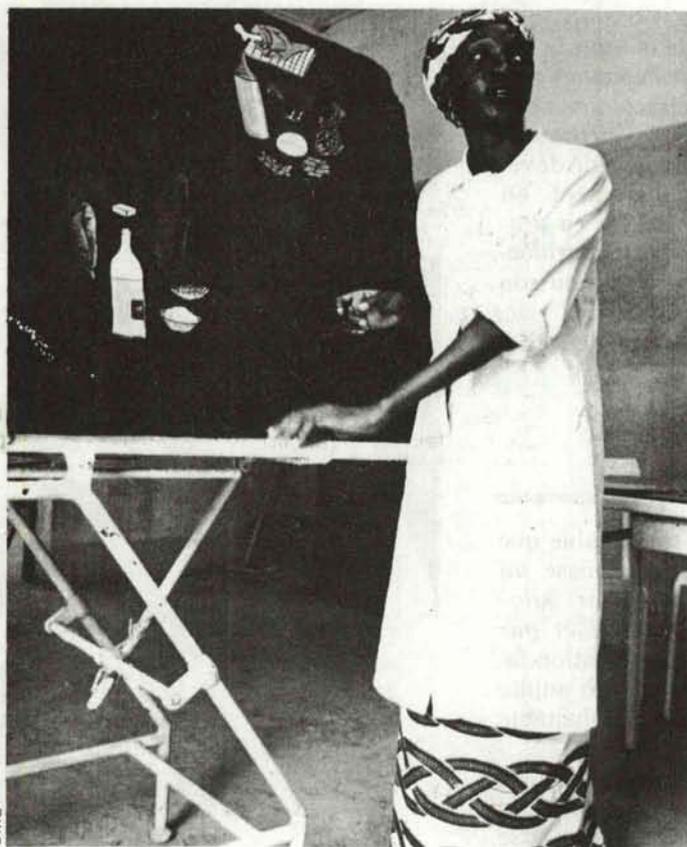
Les protéines sont essentiellement constituées par les molécules d'acides aminés. Il y a 18 acides aminés différents qui prennent part à la constitution des protéines. Parmi ceux-ci, 8 sont appelés acides aminés essentiels (5) parce qu'ils doivent absolument se trouver dans la ration alimentaire, l'organisme étant incapable d'en assurer la synthèse.

Si un des acides aminés essentiels manque, la ration de protéines, aussi élevée qu'elle soit, reste incapable de maintenir l'organisme en équilibre.

On appelle protéines de haute valeur biologique, les protéines qui contiennent en proportion adéquate tous les acides aminés essentiels.

Les autres acides aminés, non essentiels, ne doivent pas nécessairement se trouver dans la ration alimentaire, parce que l'organisme est capable d'en assurer la fabrication à partir d'autres éléments. Car le corps, lui aussi, fabrique des protéines.

On distingue les protéines d'origine animale et les protéines d'origine végétale. Les premières ont une valeur biologique plus élevée.



Savoir distinguer entre protéines animales et végétales

Parmi les sources de protéines d'origine animale, on peut citer :

- la viande
- le poisson
- les œufs
- le lait
- les produits laitiers.

Parmi les sources de protéines d'origine végétale on peut citer :

- les arachides,
 - les haricots,
 - les pois.
- les légumineuses

- le riz,
- le maïs
- le mil,
- le blé, etc.

les céréales

Un régime alimentaire correct et normal suppose la consommation de protéines d'origine animale et végétale à la fois.

Le principal rôle des protéines dans le corps humain est de bâtir, de réparer et de maintenir les cellules en les renouvelant. Les protéines

ont un rôle : de **construction**, d'**entretien**, et de **réparation**.

Nous avons besoin des bons aliments de construction que sont les protéines pour former des os solides, du sang de bonne qualité, une intelligence vive et des muscles bien développés. Notre corps travaille sans interruption et c'est ainsi qu'il s'use. Il doit donc se réparer régulièrement grâce aux mêmes aliments avec lesquels il s'est construit.

Les besoins en protéines

Les besoins en protéines sont proportionnellement plus grands quand l'organisme doit édifier des tissus, c'est-à-dire au cours de la croissance, de la grossesse et de l'allaitement.

Il faut insister sur le fait que le **besoin en protéines est l'élément primordial de la ration alimentaire, celui qui est déterminant**. Malheureusement, dans les pays en voie de développement, et singulièrement en Afrique, la **carence relative en protéines est la caractéristique nutritionnelle majeure des régimes, d'où son danger**.

Il faut distinguer entre deux besoins différents :

1.- Le besoin global ou quantitatif :

Chez l'adulte, il est souhaitable que la ration alimentaire fournisse *un gramme de protéines par kilogramme de poids corporel et par jour*. C'est une recommandation facile à retenir : ainsi pour un adulte pesant 65 kg, l'apport souhaitable est de 65 grammes.

Chez l'enfant, en raison des besoins de croissance, les apports doivent être plus élevés. Il est souhaitable que l'enfant âgé de 2 ou 3 ans reçoive 1,8 grammes de protéines par kilogramme de poids corporel par jour, et l'enfant de 8 ou 10 ans, 1,4 grammes.

Chez le nourrisson, les besoins sont particulièrement élevés. Le nourrisson double son poids de naissance vers 4 ou 5 mois et le triple entre 10 et 12 mois. Cette croissance très rapide explique que les besoins en protéines — évalués par le kilogramme de poids corporel et par jour — soient

nettement plus élevés que ceux de l'adulte ou du grand enfant.

Chez la femme enceinte ou allaitante, il est souhaitable que, durant la grossesse, la femme reçoive un **supplément** d'environ 10 grammes de protéines par jour, et pendant l'allaitement un supplément de 20 grammes par jour. Une femme pesant 60 kg qui allaite devrait donc consommer 80 grammes de protéines par jour.

Pour prendre un exemple : 80 grammes de protéines seraient fournis approximativement par :

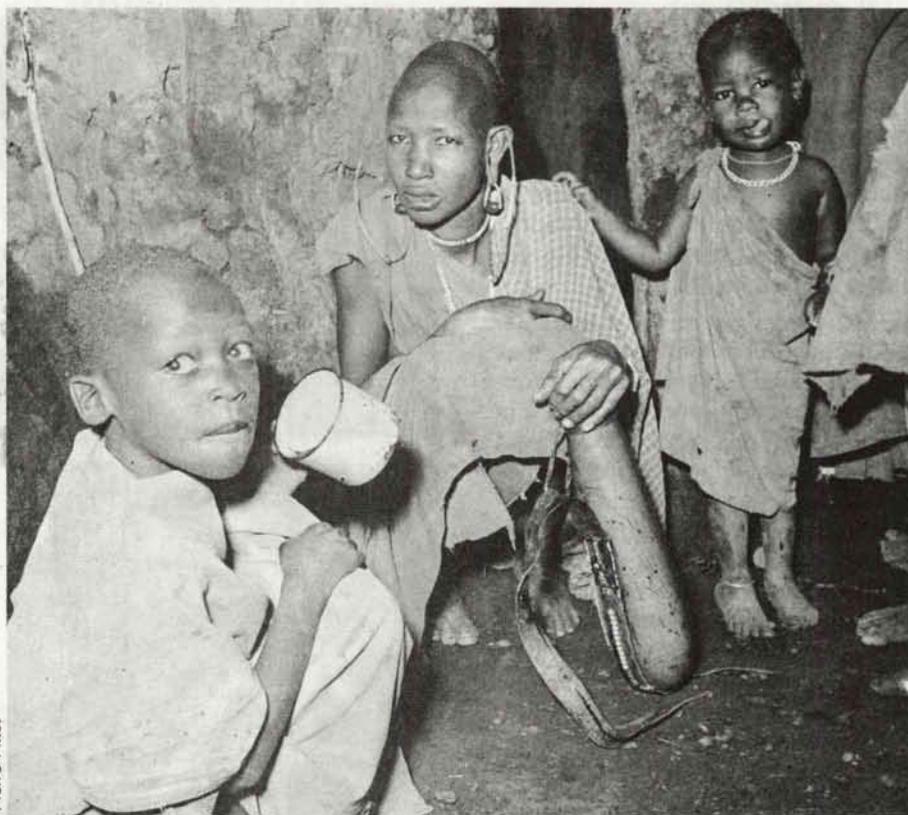
- viande de bœuf 400 g.
- poisson frais 400 g.
- poisson séché 200 g.
- farine de mil ou une combinaison de ces différents aliments : 800 g.

Mais la satisfaction du besoin

gétales. Mais en raison de leurs richesses supérieures en acides aminés indispensables, notamment la lysine, nécessaire à la croissance, il n'en est plus de même chez l'enfant.

Chez le nourrisson, les protéines animales doivent représenter 100% de la ration quotidienne des protéines, et à un an 90% de cette même ration. A partir de 5 ans jusqu'à l'âge adulte, les protéines animales doivent constituer 60% de la ration quotidienne.

Quand l'alimentation est assez diversifiée, les différentes sources de protéines assurent un apport satisfaisant en se complétant les unes les autres. Ce n'est pas le cas dans les régimes africains où les protéines varient souvent peu et où la ration est parfois assez réduite. Du fait de



Pierre Pittet

quantitatif en protéines n'est pas suffisante, il faut tenir compte du **besoin qualitatif**.

2.- Le besoin qualitatif

Il faut distinguer les **protéines animales** et les **protéines végétales**.

Chez l'adulte on admet que la ration doit comporter 50% de protéines animales et 50% de protéines vé-

Ce jeune enfant Massai, du Kenya obtient ses protéines en buvant du sang de vache frais

la monotonie des repas, le manque d'un ou de plusieurs acides risque de se perpétuer de façon durable, avec des conséquences négatives pour la santé de l'individu.

Le manque de protéines constitue, à l'échelle mondiale, l'un des problèmes de nutrition les plus graves de notre époque, et il menace de s'aggraver encore plus dans l'avenir. Cette insuffisance affecte, plus particulièrement et plus sévèrement, les groupes vulnérables représentés par les enfants, les femmes enceintes et les femmes allaitantes. Elle engendre la malnutrition protéique.

Pour lutter contre cette malnutrition, en Afrique notamment, une large place doit être réservée aux sources de protéines végétales pour couvrir les besoins en protéines; l'idéal serait de pouvoir disposer de protéines animales en quantité suffisante. Ce n'est malheureusement pas le cas pour la majorité des couches de la population.

Il en résulte que, parmi les aliments couramment consommés, c'est aux céréales qu'il faudrait accorder la préférence.

ORANA

L'ORANA (Institut de recherche sur l'alimentation et la nutrition africaines) est un organisme interétatique africain dont le siège est à Dakar (39, avenue Pasteur, BP 2089). Il signera désormais cette rubrique, sauf exception.

(1) Matière contractile : **une matière qui se contracte.**

(2) Enzymes : **une substance organique produite par des cellules vivantes et qui joue un rôle important dans les changements chimiques du corps.**

(3) Hormones : **une substance chimique fabriquée par un organe et qui exerce une action précise sur un autre organe.**

(4) Anticorps : **une substance dont le rôle est fondamental dans la défense du corps contre les agressions de nature toxique.**

(5) Les acides aminés indispensables sont : la valine, la leucine, l'isoleucine, la phénylalanine, le tryptophane, la lysine, la thréonine, et la méthionine. Ce sont surtout, la lysine, la méthionine et la tryptophane qui font le plus souvent défaut dans l'alimentation habituelle.

NOTE IMPORTANTE : Nous attirons l'attention des lecteurs sur le fait que, dû à l'abondance de matières et de nouvelles rubriques, la rubrique **COMMENT MANGER** paraîtra normalement deux fois sur trois. Il en va de même pour les rubriques **COMMENT ELEVER NOS ENFANTS** et **VIVRE SAINEMENT**.

**Il est temps que
les parents et les autorités de
nos pays réagissent
vigoureusement**

Les jeunes fument trop



Pour compléter le dossier sur les dangers du tabac présenté dans le numéro 15 de F & D (juin 1978), nous avons mené une enquête sur les habitudes tabagiques (consommation de cigarettes) parmi les jeunes d'un quartier périphérique de Dakar.

Menée par des jeunes du quartier eux-mêmes sous la direction d'un sociologue expérimenté, l'enquête portait sur la totalité des jeunes gens de 13 à 25 ans d'un quartier «temporaire» (quartier de baraques) dont les habitants, (pêcheurs, manœuvres,

chômeurs, petits employés surtout), connaissent une vie des plus précaires. Certains ne mangent pas à leur faim. L'instabilité est la règle pour la plupart, le travail, (quand il y en a), aléatoire (1).

Nous avons été stupéfaits et effarés devant les résultats de cette recherche. Certes, elle est des plus modestes, et nous encouragerions vivement d'autres chercheurs à mener des enquêtes analogues dans d'autres pays pour confirmer (ou infirmer) ces premiers résultats. Néanmoins, en attendant des résultats plus complets, il convient de considérer ces données comme un cri d'alarme, un avertissement qui devrait préoccuper sérieusement les autorités et les populations.

Ainsi, sur 266 jeunes gens interrogés, 232 (87 % - soit près des neufs dixièmes) fument régulièrement. Sur ces 232 fumeurs, 141 (61 % - soit plus de la moitié) fument **un paquet ou plus par jour**. 9 % d'entre eux fument deux ou trois paquets par jour.

Ceci représente une grave menace pour la santé de ces jeunes, dont la plupart ont commencé à fumer très tôt. En effet, le tiers d'entre eux (73 sur 232) ont commencé à fumer entre 8 et 12 ans, et la majorité (70 %) avant 17 ans.

Il s'agit là de jeunes en pleine croissance, qui ne mangent pas convenablement ou pas à leur faim. Or, on sait (voir le livre de Richard Passwater, **Supervitamine, la Révolution Mégavitaminée**, Editions

On en trouve de bien plus jeunes



Buchet-Castel, Paris 1978) que fumer détruit nombre de vitamines dans l'organisme. Chaque cigarette détruit 25 milligrammes de vitamine C, ce qui constitue souvent la ration quotidienne que la plupart des gens trouvent dans leurs aliments.

Mais ce problème de santé posé par ces habitudes tabagiques malsaines est doublé d'un problème économique.

En effet, pour beaucoup de ces jeunes, dont certains n'ont pas de quoi vivre décemment, fumer signifie se priver d'un besoin vital. Or, plus de la moitié des jeunes gens interrogés (135 sur 232) dépensent plus de 500 francs par semaine en tabac, alors que seul 1/3 des jeunes travaillent à plein temps (au moins 35 heures par semaine). Les autres, travaillent soit à temps partiel (10 à 34 heures par semaine), soit occasionnellement (le tiers). Un dernier tiers enfin va à l'école.

Ces dépenses, même modestes, représentent donc une perte absolue de la qualité de la vie mesurée en termes de santé et de consommation de biens essentiels. Un des jeunes interrogés dépense plus de la moitié de son salaire (10.000 francs) chaque mois en cigarettes (une marque anglaise de luxe). Sa famille restée à la campagne, qui comptait sur une aide financière de sa part, en est pour ses frais. Plusieurs d'entre eux dépen-

sent 8.000 à 9.000 CFA par mois.

Ces données, nous le répétons, sont limitées, et nous nous gardons de les extrapoler (2) à toute la population jeune. Mais tous ceux qui sont en contact quotidien avec la jeunesse savent que ces habitudes s'étendent de plus en plus, chez les jeunes des deux sexes, à un âge de plus en plus bas. Notre collaboratrice Rokiatou Tall nous a dit avoir même aperçu à l'aéroport de Mopti (Mali) un père de famille tendant la cigarette à son fils de... 2 ans ! Inconscience pure ? Manque d'information ?

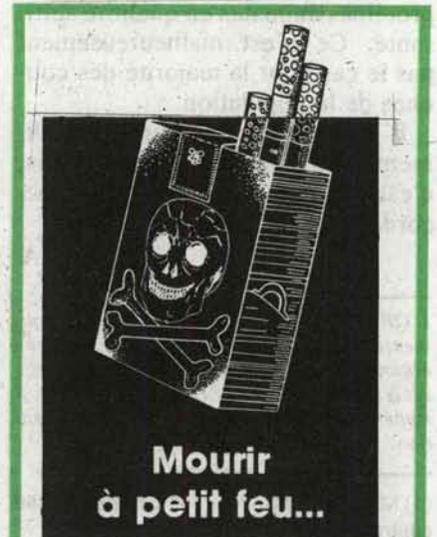
Même en brousse, la cigarette gagne de plus en plus de terrain. Nous avons récemment assisté à une soirée de lutte dans un petit village casamançais fort reculé, où plusieurs lutteurs, (tous des jeunes de 12 à 20 ans), fumaient entre les combats.

Il est temps que les autorités de nos pays réagissent vigoureusement. Des études menées dans une série de pays ont montré que les sommes récupérées par l'Etat en impôts sur le tabac ne compensent pas - et de loin - les dépenses occasionnées par les dégâts du tabac au niveau de la santé et dans d'autres domaines, (incendies de forêts, d'immeubles, accidents de travail et de la circulation). Des campagnes éducatives devraient démarrer rapidement dans les écoles, à la radio.

L'interdiction de fumer dans les lieux publics devrait devenir générale. Une surtaxe sur le tabac permettrait de financer ces efforts sans grever d'autres budgets. Les moyens d'action sont là, connus, efficaces. Il faut simplement la volonté politique de les mettre en action.

M.K.D.

- (1) Aléatoire : qui dépend du hasard.
 (2) Extrapoler : appliquer des résultats connus à un domaine plus vaste. Ici, soutenir que les résultats de cette enquête limitée peuvent s'appliquer à des populations plus importantes.



Mourir à petit feu...

(suite)

Les fabricants de tabac produisent chaque jour deux cigarettes par habitant de la planète, enfants compris. La quantité de nicotine correspondant à cette production suffirait, si elle était absorbée d'un coup par la bouche, à tuer toute la population du globe. Dans les pays riches, on estime que près de 10 % des morts précoces sont imputables à la consommation de cigarettes. Mais il est vrai que la plupart des fumeurs préfèrent mourir... à petit feu.

(Chiffres tirés de : Hexagone Roche, n° 3, 1968)

QUESTIONNAIRE TABAC
 UNE ENQUETE DE FAMILLE ET DEVELOPPEMENT
 AU VILLAGE DE HANN PLAGE

EXPLIQUER LES BUTS DE L'ENQUETE : savoir combien de jeunes gens entre 15 et 25 ans fument, et combien ils dépensent pour cela (cf. Dossier tabac, FAD no. 15, Juillet 1978)

1. QUEL AGE AVEZ-VOUS ? 16 ans

2. EST-CE QUE VOUS FUMEZ REGULIEREMENT (AU MOINS UNE CIGARETTE PAR JOUR) ? OUI
 Si NON, ARRÊTER L'ENQUÊTE

3. COMBIEN DE CIGARETTES FUMEZ-VOUS PAR JOUR ? 3 par jour

4. A QUEL AGE AVEZ-VOUS COMMENCÉ ? 10 ans

5. QUELLE MARQUE FUMEZ-VOUS ? Caril Camelina

6. COMBIEN DÉPENSEZ-VOUS D'ARGENT PAR SEMAINE POUR ACHETER DES CIGARETTES ? 850 F

7. EST-CE QUE VOUS TRAVAILLEZ ?
 a) 12 temps plein (au moins 35h par semaine) Non
 b) 2 temps partiel (10 à 34h par semaine) Non
 c) de temps en temps Non
 d) va à l'école OUI

8. NOM : A
 (complément pour éviter de questionner une personne 2 fois)

QUESTIONNAIRE TABAC
 UNE ENQUETE DE FAMILLE ET DEVELOPPEMENT
 AU VILLAGE DE HANN PLAGE

EXPLIQUER LES BUTS DE L'ENQUETE : savoir combien de jeunes gens entre 15 et 25 ans fument, et combien ils dépensent pour cela (cf. Dossier tabac, FAD no. 15, Juillet 1978)

1. QUEL AGE AVEZ-VOUS ? 15 ans

2. EST-CE QUE VOUS FUMEZ REGULIEREMENT (AU MOINS UNE CIGARETTE PAR JOUR) ? OUI
 Si NON, ARRÊTER L'ENQUÊTE

3. COMBIEN DE CIGARETTES FUMEZ-VOUS PAR JOUR ? 3 par jour

4. A QUEL AGE AVEZ-VOUS COMMENCÉ ? 12 ans

5. QUELLE MARQUE FUMEZ-VOUS ? Camelina

6. COMBIEN DÉPENSEZ-VOUS D'ARGENT PAR SEMAINE POUR ACHETER DES CIGARETTES ? 1500 F

7. EST-CE QUE VOUS TRAVAILLEZ ?
 a) 12 temps plein (au moins 35h par semaine) Non
 b) 2 temps partiel (10 à 34h par semaine) Non
 c) de temps en temps Non
 d) va à l'école OUI

8. NOM : G
 (complément pour éviter de questionner une personne 2 fois)

Il est temps de lutter
contre le trafic
d'objets d'art
et d'archéologie

L'Afrique pillée



Le Directeur général de l'Unesco, M. Amadou Moktar MBow, a adressé un appel aux gouvernements et à l'opinion publique mondiale pour qu'ils facilitent le retour des biens culturels aux pays d'origine. «Le génie d'un peuple trouve une de ses incarnations les plus nobles dans son patrimoine culturel», a-t-il déclaré, «or, bien des peuples se sont vu ravir, à travers les péripéties de l'histoire, une part inestimable de cet héritage.»

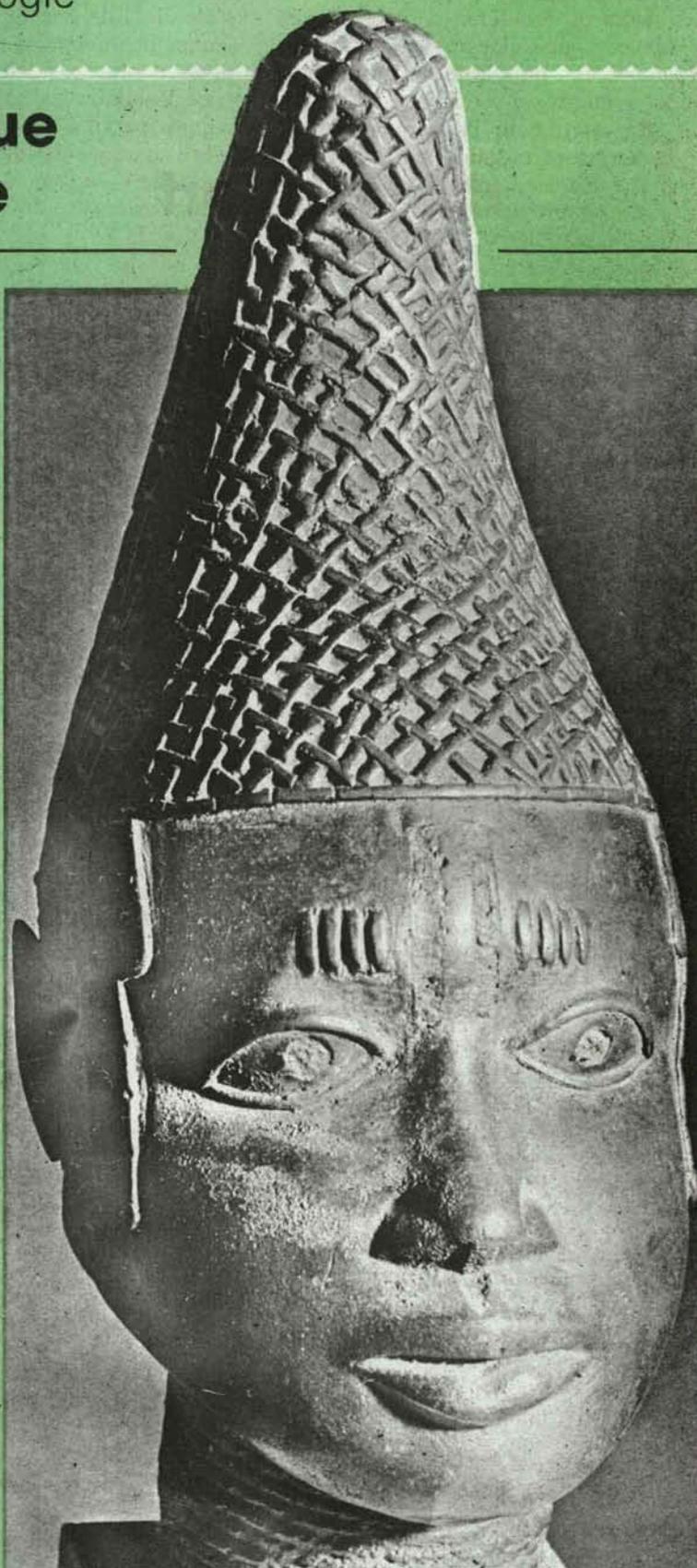
Le Directeur général a invité les gouvernements à conclure des accords bilatéraux prévoyant le retour des biens culturels, ainsi qu'à promouvoir les prêts à long terme, les dépôts, les ventes et les donations entre institutions intéressées en vue de favoriser un échange international plus juste de ces biens. S'ils ne l'ont point déjà fait, ils devraient également ratifier et appliquer la convention de l'Unesco contre les trafics illicites d'objets d'art et d'archéologie.

La Conférence générale de l'Unesco sera saisie de la question de la restitution des biens culturels lors de sa prochaine session, qui se réunira à Paris au mois d'octobre.

Informations Unesco
Paris

Tête en cuivre

Héritage de
l'ancien royaume
du Bénin (Nigéria)



De plus en plus, les multinationales dégradent notre environnement

La loi du plus fort

Beaucoup de leaders du Tiers monde croyaient, pendant les années 60, que la croissance du produit national brut, à travers l'industrialisation, entraînerait automatiquement le développement économique et social de leurs pays. En conséquence, attirer les investissements étrangers, entre autres par le biais des sociétés multinationales, était un but poursuivi à tout prix.

Comme résultat, plus de 13.000 tonnes d'un pesticide extrêmement toxique, jamais utilisé là où il a été créé, c'est-à-dire aux Etats Unis, ont été importées, de 1971 à 1976, par pas moins de 43 pays en développement.

Les compagnies multinationales déversent également dans le Tiers monde ce dangereux polluant qu'est le mercure. C'est ainsi, et de bien d'autres façons encore, que ces compagnies exportent une pollution qui devrait normalement être le produit des pays industrialisés.

... Le lait en boîte est un autre produit largement distribué dans les pays du Tiers monde par les multinationales. On craint que ce produit ait, en fait, des effets nuisibles sur la santé humaine.

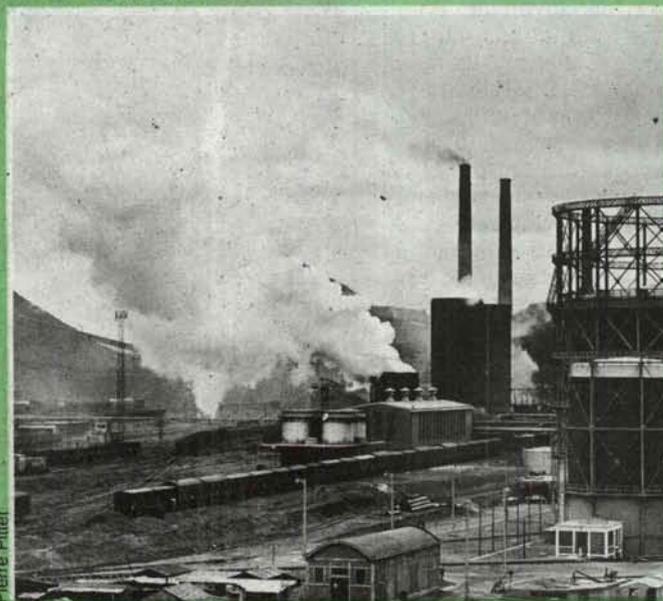
Depuis 1937, les scientifiques se sont préoccupés du problème de la concentration de quantités importantes de plomb dans le lait concentré en boîte, alors que l'OMS a établi un niveau maximum de 0,05 p.p.m. en ce qui concerne la concentration de plomb

dans l'eau potable.

... Mais une étude entreprise en 1972 par la Food and Drug Administration des Etats-Unis sur différentes marques de lait concentré en boîte a révélé des concentrations de plomb allant de 0,25 p.p.m. à 1 p.p.m., c'est-à-dire une moyenne de 0,5 p.p.m.

... Il faut souligner que les multinationales transfèrent une dégradation de l'environnement vers les pays du Tiers monde soit parce qu'elles ne rencontrent aucune opposition, soit parce que leur puissance économique et politique leur permet de le faire. Nous autres, pays du Tiers monde, devons veiller à administrer notre patrimoine naturel afin de l'utiliser de façon à satisfaire les besoins de nos habitants.

MAZINGIRA,
Trimestriel Londres



Pierre Pittet

Une industrialisation qui coûte cher

On estime que la rentabilité d'un gisement suppose une production annuelle de 1000 tonnes sur 15 ans

Uranium et développement

La République du Niger a été admise à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). En 1978, avec 2.200 tonnes (5 % de la production mondiale), ce pays deviendra le quatrième producteur d'uranium. Le Niger compte utiliser ce poste d'observation pour acquérir les moyens de mieux maîtriser sa production.

Agadès, 13.000 habitants, chef-lieu du département le plus vaste du Niger avec 615.000 km carrés de sable, de rochers et d'épineux battus par le vent du désert, où vivent 90.000 habitants, nomades pour la plupart. Agadès, cette étape sur la route des caravanes, cette carte postale

pour touristes du désert, sera, demain, la capitale de l'uranium.

Les Touaregs, chassés vers le Sud par la sécheresse, sont revenus. Ils subsistent grâce à l'aide du gouvernement, et vont bientôt s'habituer à travailler. Car, dans un rayon de 500 km autour d'Agadès, sont concentrés les plus riches gisements d'uranium du pays.

On estime généralement que la rentabilité d'un gisement suppose une production annuelle minimum de mille tonnes sur 15 ans. Cette aubaine permet au Niger - pays enclavé, qui fait encore partie des 25 nations les plus défavorisées et vient de subir plusieurs années de sécheresse dramatique - d'envisager l'avenir avec plus de sérénité. L'uranium, premier produit d'exportation, représente dans le budget 1976/77, 8 milliards de FCFA de recettes, près du quart du budget national. Selon des estimations officielles, il pourrait représenter 40 % des recettes en 1978.

Dans un pays où certains villages n'ont pas encore de puits ou bien sont à plus de 100 km du centre sanitaire le plus proche, et dans lequel le taux de scolarisation espéré pour 1978 est de 15 %, les ressources de l'uranium doivent contribuer au développement économique et social du peuple.

Africa
Mensuel, Dakar



Il y a un peu plus d'un an, une série de périodiques africains augmentaient leur prix de vente. F & D a cherché à retarder autant que possible cette échéance, mais ne peut plus continuer à le faire. Dès le numéro d'avril, les prix de vente au numéro, ainsi que les prix des abonnements, augmenteront de 25 à 33 % (voir le tableau ci-dessous).

Les promoteurs de F & D sont conscients du rôle éducatif et social très particulier que joue notre journal en Afrique. C'est pour cela d'ailleurs que nous pratiquons une politique de publicité très sélective - ce qui n'est pas sans nous créer des problèmes avec certains annonceurs, telle cette brasserie qui refusa de placer une publicité pour de la limonade parce que nous refusons les publicités pour l'alcool.

Certains confrères nous reprochent d'échapper aux règles «normales» de la presse, parce que nous recevons des subsides. Ils oublient

F & D un peu plus cher

qu'ils perçoivent des «subsides» de la part d'annonceurs auxquels notre rôle éducatif nous empêche d'avoir recours (alcool, tabac, produits de luxe).

Mais, surtout, il faut souligner que F & D se conçoit comme un projet de formation autant, voire plus, que comme un simple périodique. C'est dans cet esprit que certains organismes donateurs nous aident dans notre action et ont accepté de financer la création de l'ASAFED. Ce rôle comporte par conséquent des obligations et des contraintes auxquelles la plupart des périodiques ne sont pas soumis : ainsi nous faisons un très

gros effort pour atteindre les lecteurs du milieu rural des pays les plus désertés, effort auquel ne sont pas astreints la plupart des autres périodiques. Dans plusieurs pays, nous devons monter notre propre réseau de distribution, ce qui nous impose des charges très lourdes.

D'une part donc nous disposons de recettes moins importantes que la plupart des journaux, (refus des publicités les plus «payantes», prix de vente «social» du journal dans une série de pays), et d'autre part nous avons des coûts de production plus élevés, entre autres à cause des raisons mentionnées ci-dessus.

Parce que nous tenons néanmoins à compter autant que possible sur nos propres forces, nous nous voyons obligés d'augmenter notre prix de vente. Certains lecteurs nous ont d'ailleurs spontanément encouragés dans ce sens. Voici donc les nouveaux prix qui seront pratiqués dès le prochain numéro (n° 18, avril 1979).

ABONNEMENTS

● Cameroun, Côte d'Ivoire,
Gabon, Sénégal, 1000 CFA

● Bénin, Congo, ECA,
Haute Volta, Togo, Tchad 750 CFA

● Mali 1000 FM

● Mauritanie 200 UM

● Zaïre 4 Z

● Bibliothèques, universités,
sociétés, organismes
d'Etats 2000 CFA

● Autres pays d'Afrique \$10.000

● France 40 FF

● Suisse 30 FS

● Autres et organismes
internationaux \$ 15.00

PRIX DE VENTE

● Cameroun, Côte d'Ivoire,
Gabon, Sénégal, 250 CFA

● Bénin, Congo, ECA,
Haute Volta, Togo, Tchad 200 CFA

● Mali 300 FM

● Guinée 20 Syli

● Rwanda 100 RF

● Burundi 100 BF

● Mauritanie 50 UM

● Madagascar 300 FMG

● Maurice 6 R

● Zaïre 1 Z

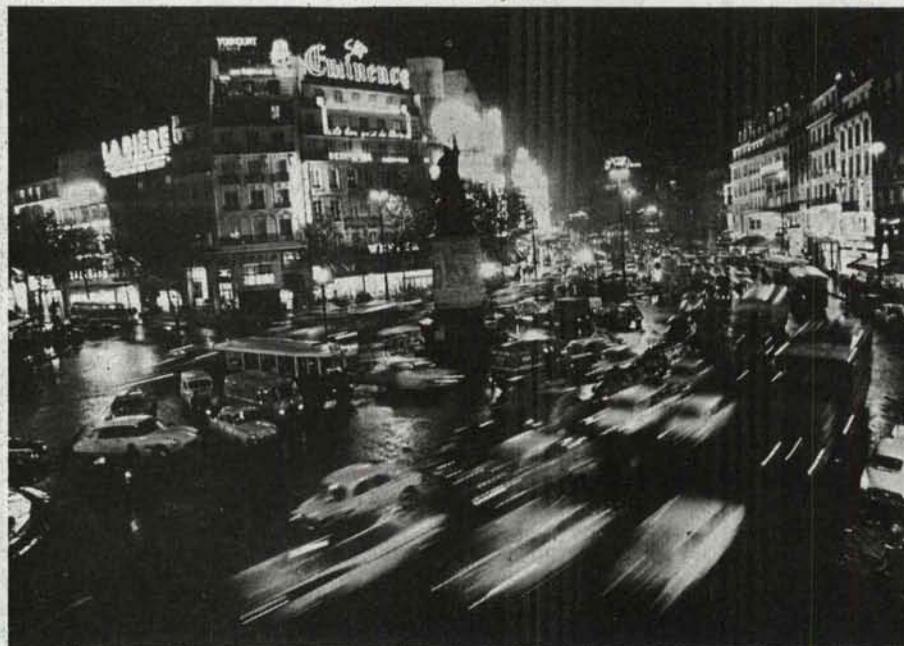
Ces prix sont applicables dès le 1^{er} avril 1979. Vous pouvez encore vous abonner à l'ancien tarif jusqu'à cette date, le cachet de la poste faisant foi.

Dans notre prochaine livraison

Dans le prochain numéro (avril 1979) nos lecteurs liront :

- **Un reportage de Koddu Boop** sur l'immigration africaine en France. Est-ce la nouvelle traite du 20^e siècle ?
- **Un dossier de Famille & Développement** sur l'avortement provoqué clandestin. Faut-il légaliser l'avortement pour éviter ce fléau ?
- **Un reportage de Diomansi Bomboté** sur les conséquences dramatiques du chômage urbain au niveau des jeunes.
- **Une nouvelle carte du monde**, la projection de Peters, est en train de révolutionner l'enseignement de la géographie. Tous les enseignants voudront apprendre à connaître cette

La prospérité de la France est due, pour une part non négligeable au travail des immigrés.



Paul Almasy/WHO

nouvelle carte, la seule jamais dessinée à ce jour qui reconstitue sur une surface plane la taille réelle des continents du globe, et donne au Tiers monde, aux pays du Sud, leur poids réel par rapport au Nord industrialisé.

- **Avant tout, nos lecteurs accueilleront avec enthousiasme la nouvelle rubrique «Soyez votre propre médecin»** sur la pharmacopée traditionnelle, qui, chaque fois, présentera une plante médicinale. Ecrite par un des plus éminents spécialistes africains, le Professeur Mamadou Koumaré, directeur de l'Institut national de la recherche sur la pharmacopée et la médecine traditionnelle de Bamako; cette nouvelle rubrique vous permettra petit à petit, nous l'espérons, d'améliorer votre santé et... de soulager votre porte-monnaie de ces ordonnances de 3000, 4000, 5000 CFA qui vous ruinent.

Et toutes nos rubriques habituelles ainsi qu'un éditorial sur la révolution qui se prépare dans le domaine de la santé.

Retenez dès aujourd'hui votre exemplaire de F & D chez votre marchand habituel.

La question du lecteur



Nous recevons un nombre de plus en plus élevé de lettres nous posant des questions de nature purement personnelle (professionnelles, médicales, carrière, relations familiales, etc).

Depuis la publication des articles sur la sexualité plus particulièrement, nous avons reçu de nombreuses lettres, souvent des appels au secours angoissés, de jeunes ayant des problèmes sexuels.

Tout en étant touchés de la confiance de nos lecteurs, nous devons préciser, une fois de plus, que nous n'avons pas les moyens matériels (personnel, documentation, etc.) de répondre à ces questions qui, souvent, demanderaient des entretiens personnels.

Nous comptons sur la compréhension de nos lecteurs et leur demandons instamment de ne pas nous écrire en posant des problèmes personnels.

Mana

M. K. Ehlan du Togo remercie les nombreux lecteurs qui lui ont écrit à la suite de son article sur le jeu «MANA» paru dans F & D n° 14 - (avril 1978).

Dont acte

Qu'est-ce que l'astrologie ? (F & D n° 16) : une regrettable erreur nous a fait mettre «demeures» à la place de «maisons» dans l'article en question, (p. 44, col. 4). Nos lecteurs voudront bien nous en excuser.

Livres

Vu le nombre de lecteurs qui nous commandent les livres dont la critique est faite dans cette rubrique, nous rappelons que nous ne vendons pas de livres, en dehors de ceux édités par le CRDI; à savoir : **Médecine sans médecin**, d'Alexandre Dorozinski et **Education sexuelle en Afrique tropicale**.

Elle permet à certains individus ou sociétés de jouer sur les mécanismes de la bourse pour s'enrichir en faisant des bénéfices parfois gigantesques

La spéculation sur les matières premières



On appelle matière première (ou produit de base) une marchandise qui est produite à partir de la culture du sol ou l'exploitation du sous-sol ou des fonds marins. (voir F & D n° 5, p. 49, Petit lexique économique, «Les matières premières»). Il est utile d'en donner la liste, vu le rôle important qu'elles jouent dans l'économie du Tiers

Produits du sous-sol

- **engrais naturels** : phosphates, potasse
- **métaux non-ferreux** : aluminium, cuivre, étain, nickel, plomb, zinc.
- **métaux précieux** : or, argent, platine, mercure.
- **métaux rares** : antimoine, molybdène, tungstène.
- **combustibles minéraux** : pétrole, gaz.

sera totalement désorganisée, à la limite presque impossible.

Or ces sautes de prix se produisent constamment. Ainsi en 1972, le prix du cuivre était d'environ 100 CFA la livre (47 cents US). En mai 1974, il avait bondi à environ 300 CFA (140 cents), soit une augmentation de 200%, et en mai 1975 il retombait à environ 110 CFA (50 cents). En juillet 1974, le sucre était vendu à un prix plancher d'environ 20 CFA la livre (9 cents). En un an il remontait de 600% (65,2 cents) pour retomber ensuite. Que l'on pense à ce qui se passerait si les produits industriels des pays riches variaient dans des proportions analogues : imaginez une voiture R-4 vendue une année 900.000 CFA, un an après 2,5 millions, pour retomber 8 mois plus tard à 650.000 CFA. Ce serait en très peu de temps l'anarchie complète dans ces pays. Ils ne le toléreraient jamais.



La spéculation sur une lointaine place boursière peut ruiner les efforts d'une année pour ces paysans tchadiens

BIT

monde. (Cette liste n'est pas exhaustive (1))

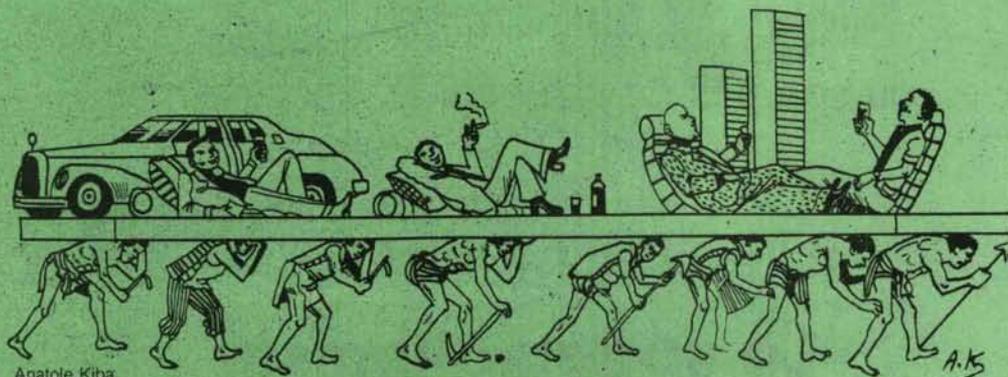
Produits du sol

- **céréales** : blé, orge, seigle, maïs, riz, sorgho
- **oléagineux** : arachides, coprah, lin, palme, soja
- **autres denrées** : sucre, viande
- **produits tropicaux** : cacao, café, thé, bananes, poivre
- **matières premières agricoles** : caoutchouc, jute, coton, laine, peaux, tabac, sisal

Si 80% des revenus d'exportation d'un pays du Tiers monde dépendent de l'exportation d'un seul produit - et c'est le cas pour plusieurs d'entre eux, comme la Mauritanie (minerai de fer) ou la Zambie (cuivre) - il est évident que toute baisse importante aura des répercussions très graves. Dans ce cas, comme l'essentiel des revenus du budget de la nation provient de la vente de ce produit, la planification

Le marché du monde

D'où proviennent ces hausses et ces baisses qui portent un tort très grave aux économies du Tiers monde ? Pourquoi est-ce que seules les matières premières subissent ces brusques variations de prix ? L'explication tient au mécanisme des bourses des matières premières : «Lorsque l'on se rend au marché, le samedi matin, pour y acheter des œufs ou



Anatole Kiba

des légumes, de nombreux paysans présentent leurs produits : on compare la qualité, les prix, et l'on achète. La bourse des matières premières a la même fonction : des vendeurs mettent sur le marché des produits que les acheteurs désirent se procurer. Il existe néanmoins une différence importante : à la bourse, les marchandises ne sont pas présentes. Elles sont simplement représentées par des papiers (appelés «actes de propriété») que l'on échange en grande quantité. La fonction de la bourse est importante dans la mesure où les producteurs de matières premières se trouvent en certains endroits du monde, alors que les acheteurs ou les consommateurs se trouvent partout. Il faut donc qu'ils se rencontrent, soit directement, soit sur un marché, celui de la bourse. Cette dernière a donc une fonction importante et irremplaçable».

Néanmoins, le fonctionnement normal de la bourse peut être gravement entravé par les mécanismes de la spéculation, qui permettent à certains individus ou sociétés de jouer sur les mécanismes de la bourse pour s'enrichir très rapidement, en faisant des bénéfices parfois gigantesques. Ces mécanismes sont trop complexes pour être décrits en détail ici, mais sont basés sur le fait qu'un acheteur peut par exemple commander une certaine quantité de marchandises et ne la payer que dans l'avenir. C'est ce qu'on appelle un marché à terme. (voir Encadré).

Tous les jours, des spéculateurs (agissant par les agents de la bourse) font ainsi des bénéfices fabuleux sur le dos des paysans et des mineurs du Tiers monde. Car même si le pays du Tiers monde fournisseur du produit de base voit ses revenus diminuer fortement, les fonctionnaires de ce pays, eux, continueront à être payés. Ce sont, comme toujours, les paysans et les ouvriers qui «paieront les pots cassés».

Il faut remarquer que ces mécanismes boursiers, quoique parfaitement injustes, sont tout à fait légaux. Or, quand on sait que certaines marchandises

changent jusqu'à 20 fois de propriétaire avant d'être livrées à l'acheteur final qui les commercialisera, on réalise qu'un système économique international qui permet de telles «combines» ne peut être supporté plus longtemps par le Tiers monde. Toute spéculation est malsaine, mais quand cette spéculation porte sur le blé ou d'autres denrées de première nécessité, et aboutit à priver des paysans du Bangladesh de la nourriture qui pourrait les sauver de la famine (ce qui s'est passé réellement il y a quelques années), elle ne peut plus être tolérée. C'est par le jeu des mécanismes

Comment se fait la spéculation ?

Prenons deux exemples très simples :

CAS 1

Le spéculateur achète à la bourse de New York 10 000 kilos de cacao, (c'est la quantité minimum que l'on peut acheter) dans l'espoir que les prix du marché augmenteront, ce qui lui permettrait de revendre la marchandise plus tard avec profit.

CAS 2

Le spéculateur travaille dans l'avenir (à terme), ce qui lui évite de payer, comme dans le cas 1, toute la marchandise. Si le spéculateur prévoit que les prix monteront, il achète «à terme» c'est-à-dire qu'il en prendra livraison plus tard - disons dans 12 mois. Il prend 10 000 kg de cacao pour le prix de 8 000 000 CFA. Il ne verse immédiatement que les 10%, soit 800 000 CFA. Douze mois plus tard, il prend livraison des 10 000 kg et peut, grâce à une brusque augmentation des prix due à une chute importante de la production au Ghana, revendre la même quantité à 16 000 000 CFA. Il aura fait le bénéfice énorme de 8 000 000 CFA, alors qu'il n'a payé comptant que 800 000 CFA.

boursiers aussi que des pays du Tiers monde dont la population est partiellement sous-alimentée (Pérou, Maroc), exportent des protéines (sous forme de farine de poisson) destinées à nourrir les chiens et chats des pays riches. Cette farine est en effet transformée en aliments pour animaux.

Le schéma est clair : les vendeurs riches peuvent s'abstenir de vendre et mettent les pays pauvres dans une situation impossible. Ainsi les Etats-Unis, premier producteur et exportateur mondial de blé, font-ils la pluie et le beau temps sur le marché mondial du blé dont ils se servent comme d'une arme politique.

Mais lorsqu'ils sont acheteurs, les pays riches ont en général pu constituer des stocks suffisamment importants, stocks qui leur permettent de s'abstenir d'acheter et de faire ainsi pression sur les prix que le vendeur sera obligé d'accepter. La Tanzanie par exemple, ne peut, elle, se permettre de bloquer le café, car elle dépend de la vente de ce dernier pour acheter les produits dont elle a besoin pour survivre, (machines, pétrole, produits alimentaires, etc.)

Un début de solution : les stocks régulateurs

Les pays du Tiers monde demandent donc la constitution de stocks régulateurs. Ceci permettra, si les prix d'une matière baissent trop, d'acheter à la bourse pour stocker et empêcher ainsi les cours de s'effondrer. A l'inverse, lorsque les prix montent, ces stocks seraient revendus sur le marché.

Nous aurons l'occasion de revenir plus en détail sur ce thème dans l'avenir.

(Extrait du dossier Spéculation, publié dans «LE SOLIDAIRE», juillet 1977, avec des modifications et additions de la rédaction).

(1) Exhaustive : complète, qui épuise une matière en citant tous les cas connus.



**famille &
développement**

Nogues

Tarif des abonnements...

Famille et Développement est une revue trimestrielle. L'abonnement couvre 4 numéros. Abonnez-vous dès à présent en envoyant un mandat-carte, mandat-lettre ou un chèque postal à **Famille et Développement**, CCP 518, Dakar, Sénégal. Prière de ne pas envoyer de chèques barrés

famille & développement

Revue trimestrielle africaine d'éducation

PAYS	PRIX DE VENTE	ABONNEMENT ANNUEL	C C P	VILLE - PAYS
Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Sénégal	200 FCFA	750 FCFA	518	Dakar, Sénégal
Bénin, Congo, ECA, Haute-Volta, Niger, Tchad, Togo	150 FCFA	500 FCFA	518	Dakar, Sénégal
Mauritanie	40 UM	150 UM	53	Nouakchott
Mali	200 FM	650 FM	6459	Bamako
Zaire	1 Z	4 Z		BP 3216 Kinshasa-Gombé
France*	7,5 FF	30 FF	518	Dakar, Sénégal
Suisse	10 FS	30 F Suisses	12-23 544	Genève, Suisse ⁽¹⁾
Tous autres pays		\$ US 10.00 (ou équivalent)	518	Dakar, Sénégal

PRIERE ECRIRE DE MANIERE TRES LISIBLE VOS NOM, PRENOM(S) ET ADRESSE COMPLETE car beaucoup d'abonnés nous envoient des adresses incomplètes ou illisibles.

* F et D est en vente à la librairie «L'Harmattan», 18 rue des Quatre vents, 75006 - Paris.

(1) Michel Schaller, Case Postale, 1255 Veyrier /GE Suisse

...pour tous pays